

Projet de Loi de Finances pour l’année budgétaire 2025

RAPPORT SUR

LES DEPENSES FISCALES

Rapport sur

les dépenses fiscales

Sommaire

[INTRODUCTION 1](#_bookmark0)

[CHAPITRE I : METHODOLOGIE ET SYSTEME FISCAL DE REFERENCE 2](#_bookmark1)

1. [ELEMENTS DE DEFINITION ET OBJECTIFS 2](#_bookmark2)
2. [PRINCIPES DE BASE DU SYSTEME FISCAL DE REFERENCE 2](#_bookmark3)
3. [SYSTEME FISCAL DE REFERENCE 3](#_bookmark4)
4. [METHODES D’EVALUATION 6](#_bookmark5)
5. [CODIFICATION 8](#_bookmark6)

[CHAPITRE II : PRESENTATION SYNTHETIQUE DES DEPENSES FISCALES 9](#_bookmark7)

1. [DEPENSES FISCALES CONSTATEES EN 2023 ET EN 2024 VENTILEES PAR LOI DE](#_bookmark8) [FINANCES 9](#_bookmark8)
2. [VENTILATION DES DEPENSES FISCALES PAR TYPE D’IMPOT 10](#_bookmark10)
3. [VENTILATION DES DEPENSES FISCALES PAR TYPE DE DEROGATION 11](#_bookmark12)
4. [VENTILATION DES DEPENSES FISCALES PAR SECTEUR D’ACTIVITE 12](#_bookmark14)
5. [VENTILATION DES DEPENSES FISCALES PAR TYPE DE BENEFICIAIRE 13](#_bookmark16)
6. [VENTILATION DES DEPENSES FISCALES PAR OBJECTIF 14](#_bookmark18)
7. [VENTILATION DES DEPENSES FISCALES PAR VOCATION 15](#_bookmark20)
8. [VENTILATION DES DEPENSES FISCALES SUPPRIMEES PAR ANNEE 16](#_bookmark22)

[CHAPITRE III : PRESENTATION DE LA MATRICE DES MESURES EVALUEES 17](#_bookmark24)

1. [DEPENSES FISCALES RELATIVES A LA TVA 17](#_bookmark25)
2. [DEPENSES FISCALES RELATIVES A L’IS 25](#_bookmark27)
3. [DEPENSES FISCALES RELATIVES A L’IR 29](#_bookmark29)
4. [DEPENSES FISCALES RELATIVES AUX DET, TSAV ET TCA 35](#_bookmark31)
5. [DEPENSES FISCALES RELATIVES AUX TIC 42](#_bookmark33)
6. [DEPENSES FISCALES RELATIVES AUX DI 43](#_bookmark35)

[CHAPITRE IV : FOCUS SUR LES INCITATIONS FISCALES LES PLUS IMPORTANTES EN](#_bookmark37) [MATIERE DE TVA 44](#_bookmark37)

[ANNEXE : INCITATIONS FISCALES QUALIFIEES DE DEPENSES FISCALES 47](#_bookmark40)

i

**RAPPORT SUR LES DEPENSES FISCALES**

*Liste des tableaux*

[Tableau 1: Ventilation des dépenses fiscales par LF 9](#_bookmark9)

[Tableau 2: Ventilation des dépenses fiscales par type d’impôt 10](#_bookmark11)

[Tableau 3: Ventilation des dépenses fiscales par type de dérogation 11](#_bookmark13)

[Tableau 4: Ventilation des dépenses fiscales par secteur d'activité 12](#_bookmark15)

[Tableau 5: Ventilation des dépenses fiscales par type de bénéficiaire 13](#_bookmark17)

[Tableau 6: Ventilation des dépenses fiscales par objectif 14](#_bookmark19)

[Tableau 7: Ventilation des dépenses fiscales par vocation 15](#_bookmark21)

[Tableau 8: Ventilation des dépenses fiscales supprimées 16](#_bookmark23)

[Tableau 9: Mesures dérogatoires de la TVA évaluées 17](#_bookmark26)

[Tableau 10: Mesures dérogatoires de l'IS évaluées 25](#_bookmark28)

[Tableau 11: Mesures dérogatoires de l'IR évaluées 29](#_bookmark30)

[Tableau 12: Mesures dérogatoires des DET, TSAV et TCA évaluées 35](#_bookmark32)

[Tableau 13: Mesures dérogatoires des TIC évaluées 42](#_bookmark34)

[Tableau 14: Mesures dérogatoires des DI évaluées 43](#_bookmark36)

[Tableau 15: Huiles de pétrole ou de schistes, brutes ou raffinées 44](#_bookmark38)

[Tableau 16 : Cession de logements sociaux 45](#_bookmark39)

[Tableau 17 : Mesures dérogatoires au titre de la TVA 48](#_bookmark41)

[Tableau 18 : Mesures dérogatoires au titre de l'IS 57](#_bookmark42)

[Tableau 19 : Mesures dérogatoires au titre de l'IR 63](#_bookmark43)

[Tableau 20 : Mesures dérogatoires au titre des DET 72](#_bookmark44)

[Tableau 21 : Mesures dérogatoires au titre de la TCA 76](#_bookmark45)

[Tableau 22 : Mesures dérogatoires au titre de la TSAV 78](#_bookmark46)

[Tableau 23 : Mesures dérogatoires au titre des TIC 79](#_bookmark47)

[Tableau 24 : Mesures dérogatoires au titre des DI 80](#_bookmark48)

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L’ANNEE 2023*

ii

*Liste des abréviations*

|  |  |
| --- | --- |
| ADII | Administration des Douanes et Impôts Indirects |
| ALEM | Agence des Logements et Equipements Militaires |
| Art. | Article de loi |
| CA | Chiffre d'Affaires |
| CIMR | Caisse Interprofessionnelle Marocaine des Retraites |
| DET | Droits d'Enregistrement et de Timbre |
| DI | Droits d’Importation |
| FPCT | Fonds de Placements Collectifs en Titrisation |
| GIE | Groupement d'Intérêt Economique |
| IR | Impôt sur le Revenu |
| IS | Impôt sur les Sociétés |
| LF | Loi de Finances |
| LFR | Loi de Finances Rectificative |
| MDH | Millions de Dirhams |
| ONEE | Office National de l'Electricité et de l’Eau potable |
| OPCI | Organisme de Placement Collectif Immobilier |
| OPCR | Organisme de Placements en Capital Risque |
| OPCVM | Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières |
| PME | Petites et Moyennes Entreprises |
| SONADAC | Société Nationale d'Aménagement Communal |
| TCA | Taxe sur les Contrats d’Assurances |
| TIC | Taxes Intérieures de Consommation |
| TSAV | Taxe Spéciale Annuelle sur les Véhicules |
| TTC | Toutes Taxes Comprises |
| TVA | Taxe sur la Valeur Ajoutée |

1

**RAPPORT SUR LES DEPENSES FISCALES**

# INTRODUCTION

L’Etat a introduit dans sa politique fiscale, au fil des années, plusieurs mesures dans le but d’accorder des allègements fiscaux à certaines catégories de contribuables ou de secteurs d’activités. Ces mesures, dites « dépenses fiscales », permettent à l’Etat d’atteindre ses objectifs stratégiques que ce soit sur les plans économiques, sociaux, culturaux ou autres, et ce en prenant plusieurs formes allant de la réduction des taux d’impôts à l’exonération de taxes.

Les dépenses fiscales pouvant donc impacter significativement le budget de l’Etat, il s’avère nécessaire d’évaluer leur efficience, de quantifier le coût de chacune d’elles et d’apprécier la pertinence de leur maintien ou de leur suppression.

Ainsi, est considérée comme dépense fiscale toute disposition fiscale s’écartant du régime fiscal de référence préalablement défini. La mise en place du système fiscal de référence est importante dans la mesure où les choix de la fiscalité de référence décident de l’ampleur de l’écart d’une dérogation par rapport à ce système considéré comme norme. De ce fait, il est primordial de considérer des principes de base bien clairs pour servir de référence.

C’est dans ce cadre qu’une première relecture du système fiscal de référence a été effectuée en vue d’élaborer le rapport sur les dépenses fiscales accompagnant le projet de loi de finances de 2019.

La rationalisation des dépenses fiscales constitue l'un des objectifs essentiels de la loi-cadre portant réforme fiscale. Ainsi, l'édition de l'année dernière a été marquée par la réforme de l'IS, introduite par la loi de finances 2023, qui visait une convergence vers des taux unifiés. Cette réforme a abouti à la suppression de **14** mesures fiscales, générant un impact budgétaire de

-**3 053 MDH** et une réduction des dépenses liées à l'IS de **59,8 %.**

Pour l'édition actuelle, la réforme de la TVA, mise en œuvre par la loi de finances 2024, a

conduit à l'élimination de **24** mesures relatives à la TVA, entraînant un impact budgétaire de

-**5 206 MDH** et une diminution des dépenses fiscales associées à la TVA de **28,3%**. Cette rationalisation a eu un effet notable sur l'ensemble des dépenses fiscales, qui ont enregistré une baisse globale de **13%**, passant de **36 959 MDH** en 2023 à **32 149 MDH** en 2024.

De même, le poids des dépenses fiscales par rapport au PIB est passé de **2,5%** en 2023 à **2,1%** en 2024.

Le présent document vise à dresser le bilan exhaustif des dépenses fiscales au titre de l’année 2024. Il présente une description des dépenses fiscales ainsi que leur coût pour l’Etat. Ce document s’articule autour des chapitres suivants :

* Méthodologie et système fiscal de référence ;
* Présentation synthétique des dépenses fiscales ;
* Présentation de la matrice des mesures évaluées ;
* Focus sur les incitations fiscales les plus importantes.

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L’ANNEE 2025*

2

# CHAPITRE I : METHODOLOGIE ET SYSTEME FISCAL DE REFERENCE

## ELEMENTS DE DEFINITION ET OBJECTIFS

Les dépenses fiscales ne sont autres que des dispositions législatives ou réglementaires qui dérogent à une « norme fiscale », ces dérogations constituent un enjeu fiscal important dans la mesure où elles réduisent les recettes de l’Etat et constituent donc un coût pour le Trésor.

En d’autres termes, les dépenses fiscales engendrent un manque à gagner pour le Trésor et leur effet sur le budget de l’Etat est comparable à celui des dépenses publiques.

Il est à noter que ces dérogations peuvent revêtir d’autres dénominations telles que «

subventions fiscales », « aides fiscales » ou encore « niches fiscales ».

Ainsi, est considérée comme dépense fiscale toute disposition fiscale s’écartant du régime fiscal de référence préalablement défini. Ce système fiscal de référence regroupe les régimes fondamentaux des différents impôts.

## PRINCIPES DE BASE DU SYSTEME FISCAL DE REFERENCE

La mise en place du système fiscal de référence est importante dans la mesure où les choix de la fiscalité de référence décident de l’ampleur de l’écart d’une dérogation par rapport à ce système considéré comme norme. De ce fait, il est primordial de considérer des critères et des principes de base, bien clairs et avec une rigueur suffisante, pour servir de référence.

Les principes pris en considération dans le système de référence sont :

* + Principe du caractère général de la disposition : ce principe permet de distinguer entre les dispositions fiscales qui touchent la majorité des contribuables et celles qui profitent à des catégories spécifiques. Seules ces dernières pourraient être comptabilisées en tant que dépenses fiscales ;
  + Principe de la doctrine fiscale : certaines mesures fiscales ne sont pas qualifiées de dépenses fiscales et ce, du simple fait de leur rattachement à une règle formulée par la doctrine fiscale ;
  + Principe d’une pratique généralisée à l’échelle internationale : certaines mesures fiscales à caractère incitatif finissent par devenir des normes et ce, à l’instar d’une pratique généralisée à l’international.

3

**RAPPORT SUR LES DEPENSES FISCALES**

## SYSTEME FISCAL DE REFERENCE

### Périmètre

Le périmètre d’évaluation de base concerne l’ensemble des mesures dérogeant au droit commun régissant les impôts gérés et recouvrés par la Direction Générale des Impôts (DGI) à savoir : l’IS, l’IR, la TVA, les DET, la TSAV et la TCA.

Ce périmètre est étoffé par les impôts et taxes recouvrés par l’Administration des Douanes et Impôts Indirectes (ADII), à savoir : les droits d’importation, la TVA à l’importation et les taxes intérieures de consommation.

### Contenu

Le système de référence se décline pour chaque type d’impôt comme suit :

### Impôt sur les sociétés

|  |  |
| --- | --- |
| Taux de référence | * 20% taux unifié de droit commun applicable à toutes les sociétés dont le montant du bénéfice net fiscal est inférieur à cent millions (100 000 000) dirhams (article19-I-A du CGI) ; * 35% les sociétés dont le montant du bénéfice net est égal ou supérieur à cent millions (100 000 000) dirhams (article 19-I-B du CGI) ; * 40% pour les établissements de crédit et organismes assimilés, Bank al Maghreb, la caisse de dépôt et de gestion, les sociétés d'assurance et de réassurances (article19-I-C du CGI) ; * 8% du montant hors taxe sur la valeur ajoutée des marchés réalisés par les sociétés non-résidentes adjudicataires de marchés de travaux, de construction ou de montage ayant opté pour l’imposition forfaitaire (article 19-III-A du CGI) ; * 10% du montant des produits bruts, hors taxe sur la valeur ajoutée, perçus par les personnes physiques ou morales non-résidentes (article 19- IV-B du CGI) ; * 10% du montant des produits des actions, parts sociales et revenus assimilés (article 19-IV-B du CGI) ; * 20% du montant, hors TVA, des produits de placements à revenu fixe et des revenus des certificats de Sukuk (article 19-IV-C du CGI). |
| Base imposable | * Report déficitaire ; * Amortissement normal. |
| Dispositions spécifiques | * Dispositions évitant la double imposition ; * Dispositions portant sur un organisme particulier/sous population particulière exerçant une activité à but non lucratif et non-concurrentielle ; * Dispositions portant sur les opérations visant la réalisation/financement des   projets d’intérêt général. |

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L’ANNEE 2025*

4

### Impôt sur le revenu

|  |  |
| --- | --- |
| Taux de référence | * Barème de calcul de l’impôt sur le revenu (article 73-I du CGI) ; * 10% du montant des produits bruts, hors taxe sur la valeur ajoutée, perçus par les personnes physiques ou morales non-résidentes (article 73-II-B du CGI) ; * 10% du montant des produits des actions, parts sociales et revenus assimilés (article 73-II-B-7° du CGI) ; * 20% du montant des revenus de placements à revenu fixe et des revenus des certificats de Sukuk (article 73-II-F-1° du CGI) ; * 20% pour les profits nets résultant des cessions d’actions non cotées et autres   titres de capital (article 73-II-F-2° du CGI) ;   * 20% du montant des profits bruts de capitaux mobiliers de source étrangère (article 73-II-F-5° du CGI) ; * 20% du montant des profits nets fonciers réalisés ou constatés (article 73-II-F- 6° du CGI) ; * 30% du montant des rémunérations et les indemnités occasionnelles ou non versées à des personnes ne faisant pas partie du personnel permanent de l’employeur (article 73-II-G-I ° du CGI). |
| Base imposable | * Abattement pour frais professionnels plafonné à 35 000 dirhams ; * Abattement de 40% sur le montant du revenu foncier brut ; * Abattement forfaitaire (proportionnel) de :   + 70% sur le montant brut des pensions et rentes viagères qui ne dépasse pas annuellement 168 000 dirhams ;   + et de 40% sur le montant brut qui dépasse annuellement 168 000 dirhams ; * Exonération du personnel diplomatique. |
| Dispositions spécifiques | * Dispositions évitant la double imposition ; * Dispositions portant sur un organisme particulier/sous population particulière exerçant une activité à but non lucratif et non-concurrentielle ; * Dispositions portant sur les opérations visant la réalisation/financement des   projets d’intérêt général. |

5

**RAPPORT SUR LES DEPENSES FISCALES**

### Taxe sur la valeur ajoutée

|  |  |
| --- | --- |
| Taux de référence | * 0% ; * 10% ; * 20%. |
| Base imposable | * Seuil de 500 000 dirhams applicable aux fabricants et prestataires de services, ainsi que pour les personnes physiques exerçant des professions réglementées ; * Seuil de 2 000 000 dirhams applicable aux commerçants sur les ventes et les   livraisons en l’état. |

### Droits d’enregistrement

|  |  |
| --- | --- |
| Taux de référence | * Taux de référence : 1%, 1,5%, 3%, 4%, 5%, 6% * Droits fixes de 200 dirhams. |
| Base imposable | * Dispositions portant sur un organisme particulier/sous population particulière exerçant une activité à but non lucratif et non-concurrentielle ; * Dispositions portant sur les opérations visant la réalisation/financement des   projets d’intérêt général. |

### Taxe sur les contrats d’assurances

* + - * Taux de référence
        + Taux de 14%

### Droits d’importation

* + - * Taux de référence
        + Taux de 2,5%

Des exonérations ou des suspensions des droits d’importation sont accordées à certaines marchandises importées en vertu de dispositions particulières en raison de leur nature, de leur origine ou de leur destination ou, eu égard à la qualité de l’importateur.

Le système de référence comprend également le régime fiscal conventionnel, au regard de la pratique universelle, des accords internationaux et ceux de libre-échange.

### Taxes intérieures de consommation

Le régime de référence retenu est constitué des quotités applicables aux différentes catégories de marchandises. Toute franchise est considérée comme étant une dépense fiscale.

Il est à souligner que le champ des exonérations accordées au titre de ces taxes est limité aux seuls produits énergétiques.

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L’ANNEE 2025*

6

## METHODES D’EVALUATION

La méthode d’évaluation choisie est celle de la perte initiale en recette, elle consiste en un chiffrage, ex-post, de la réduction de la recette fiscale entraînée par l’adoption d’une dépense fiscale, en présumant que cette adoption n’a aucun effet sur les comportements des contribuables. En d’autres termes, il s’agit d’estimer l’écart à la norme ou au système de référence afin d’estimer le montant des recettes perdues sous l’hypothèse que toute chose reste égale par ailleurs. Cette méthode ne considère donc pas l’effet de la dépense sur le comportement du contribuable en supposant que toutes les transactions auraient eu lieu même si la mesure n’avait pas été adoptée.

Ainsi, l’estimation portera sur les pertes fiscales directes. Ce choix n’exclut pas, bien entendu, la possibilité de recourir au cas par cas à des estimations plus sophistiquées en menant des études spécifiques dès lors où les informations dont dispose la structure le permettent.

### Méthode d’évaluation des mesures dérogatoires à formalité préalable

Conformément aux dispositions du décret n°2-06-574 du 31 décembre 2006 pris pour l’application de la taxe sur la valeur ajoutée prévue au titre III du CGI, tel que modifié par le décret n° 2-08-103 du 30 octobre 2008, certaines mesures d’exonérations nécessitent l’accomplissement d’une formalité administrative. Les mesures d’exonération pour lesquelles une formalité est obligatoire concernent principalement la TVA.

Ces exonérations sont traitées par les services de la Direction Générale des Impôts sous deux formes :

* La délivrance d’attestations d’exonération ;
* Le remboursement de la TVA.

L’évaluation de l’impact budgétaire de ces mesures est effectuée en exploitant l’ensemble des demandes d’exonération et de remboursement traitées.

### Méthode d’évaluation des mesures dérogatoires sous forme de réduction des taux d’imposition

L’évaluation de l’impact budgétaire des mesures d’exonération sous forme de réduction des taux d’imposition a consisté à appliquer aux bases d’imposition des déclarations des contribuables bénéficiant de ces exonérations, les taux normaux d’imposition retenus par le système de référence.

Il est à noter que le cas de la TVA diffère du cas des autres impôts et taxes. La méthode choisie consiste bel et bien en le calcul du manque à gagner engendré par la différence des taux d’impositions entre ceux des mesures incitatives et ceux du système de référence, néanmoins, un changement de taux applicable aux ventes (TVA facturée) engendre ipso facto un changement du taux applicable aux achats (TVA déductible). Vient s’ajouter à cela la notion du crédit de TVA qui doit aussi être prise en compte afin d’avoir une estimation des plus exactes possibles.

De ce fait, l’estimation de l’impact budgétaire réel ne peut être significative qu’en diminuant de la TVA facturée supplémentaire la TVA déductible supplémentaire, pour ensuite, imputer le crédit de TVA au cas par cas pour chaque contribuable visé par la mesure.

7

**RAPPORT SUR LES DEPENSES FISCALES**

Toujours concernant le cas spécifique de la TVA, les déclarations utilisées sont celles relatives aux trois derniers trimestres de l’année précédente et du premier trimestre de l’année en cours. Le crédit de TVA est quant à lui relevé de la dernière déclaration du premier trimestre de l’année en cours.

### Méthode d’évaluation des mesures dérogatoires sous forme de déductions et d’abattements

L’évaluation des dépenses fiscales sous forme de déductions ou d’abattements se fait à partir des données disponibles sur les déclarations des contribuables de l’année précédente. Concernant les abattements d’impôt, la procédure adoptée n’est autre que l’application du taux en vigueur à la base exonérée ; et concernant les mesures dérogatoires sous forme de déductions, la procédure consiste en la réintégration des dites déductions et de recalculer l’impôt en question.

### Méthode d’évaluation des mesures dérogatoires dont l’impact

### budgétaire a été estimé à partir de données extra fiscales

Bien que la généralisation de la télé déclaration à compter du 1er janvier 2017 constitue un facteur déterminant dans la disponibilité des données, il existe toujours certaines dépenses pour lesquelles l’information n’est pas disponible.

De ce fait, les dépenses fiscales pour lesquelles l’information n’est pas disponible dans les déclarations des contribuables ont fait l’objet de reconstitution de la base taxable à partir de données non fiscales. A cette base taxable, il a été appliqué un taux effectif moyen. Pour ce type de dépenses fiscales, l’estimation reste donc approximative.

### Méthode d’évaluation de certaines dépenses fiscales relatives aux

### exonérations de TVA sans droit à déduction

Les exonérations de TVA sans droit à déduction sont regroupées au niveau de l’article 91 du CGI ; l’évaluation d’un certain nombre de ces mesures a été effectuée à partir des données figurant, d’une part, dans l’enquête nationale la plus récente sur la consommation et les dépenses des ménages de 2014, et d’autre part dans le Tableau des Entrées Sorties de la comptabilité nationale. L’estimation de la consommation globale des produits et services concernés a été faite en tenant compte de l’autoconsommation des ménages et des consommations intermédiaires des entreprises.

La dépense fiscale due aux exonérations a été estimée en application des deux taux de référence en matière de TVA, un taux réduit de 10% et un taux normal de 20%.

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L’ANNEE 2025*

8

## CODIFICATION

Le code identifiant de chaque dépense fiscale est composé de sept positions :

* + Les deux premières positions identifient la nature de l’impôt selon le numéro de la

nomenclature budgétaire ;

* + Les trois positions suivantes correspondent au numéro de l’article du Code Général des

Impôts instituant la dépense fiscale ;

* + Les deux dernières positions contiennent un numéro attribué selon le classement de la

dépense fiscale à l’intérieur de l’article en question ou au niveau de la loi des finances.

S’agissant des mesures fiscales non répertoriées ni dans le Code Général des impôts ni dans le Code des Douanes et Impôts Indirects et qui figurent dans les textes particuliers, les numéros des articles contenant trois positions ont été remplacés par des lettres en majuscule (AAA, AAB, AAC ...).

9

**RAPPORT SUR LES DEPENSES FISCALES**

# CHAPITRE II : PRESENTATION SYNTHETIQUE DES DEPENSES FISCALES

## DEPENSES FISCALES CONSTATEES EN 2023 ET EN 2024 VENTILEES PAR LOI DE FINANCES

Les dépenses fiscales étant toujours en évolution au fil des différentes lois de finances en vigueur, il est important de comparer cette évolution en termes de nombre et de coût. Le tableau ci-dessous illustre la ventilation des dépenses fiscales constatées en 2023 et 2024 qui sont adoptées par les différentes lois de finances.

***Tableau 1: Ventilation des dépenses fiscales par LF***

**En millions de dirhams**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Désignation** | **2023** | | **2024** | |
| **Nombre** | **Montant** | **Nombre** | **Montant** |
| **Total des dépenses fiscales** | **291** | **36 959** | **268** | **32 149** |
| dont celles antérieures à la LF 2019 | 253 | 34 746 | 232 | 31 427 |
| dont celles relatives à la LF 2019 | 7 | 211 | 7 | 224 |
| dont celles relatives à la LF 2020 et la LFR2020 | 10 | 11 | 8 | 1 |
| dont celles relatives à la LF 2021 | 7 | 147 | 6 | 196 |
| dont celles relatives à la LF 2022 | 5 | 283 | 3 | 218 |
| dont celles relatives à la LF 2023 | 9 | 1 561 | 9 | 80 |
| dont celles relatives à la LF 2024 | - | - | 3 | 3 |

Il se dégage de ce tableau que **87%** des mesures dérogatoires ont été adoptées antérieurement à 2019. Ces mesures représentent en termes de coût **98%** des dépenses fiscales constatées en 2024.

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L’ANNEE 2025*

10

## VENTILATION DES DEPENSES FISCALES PAR TYPE D’IMPOT

Par impôt, les dépenses fiscales constatées en 2023 et en 2024 se présentent comme suit :

***Tableau 2: Ventilation des dépenses fiscales par type d’impôt***

**En millions de dirhams**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Désignation** | **2023** | | | | **2024** | | | | **Variation**  **23/24** |
| **Mesures recensées** | **Mesures évaluées** | **Montant** | **Part** | **Mesures recensées** | **Mesures évaluées** | **Montant** | **Part** |
| TVA | 89 | 85 | 21 190 | 57,3% | 65 | 61 | 15 183 | 47,2% | -28,3% |
| IS | 51 | 41 | 2 137 | 5,8% | 52 | 42 | 2 843 | 8,8% | 33,0% |
| IR | 76 | 52 | 4 817 | 13,0% | 77 | 53 | 5 289 | 16,5% | 9,8% |
| DET | 42 | 40 | 660 | 1,8% | 41 | 39 | 645 | 2,0% | -2,3% |
| TSAV | 9 | 9 | 231 | 0,6% | 9 | 9 | 244 | 0,8% | 5,6% |
| TCA | 14 | 14 | 4 063 | 11,0% | 14 | 14 | 4 217 | 13,1% | 3,8% |
| TIC | 7 | 7 | 1 716 | 4,6% | 7 | 7 | 1 784 | 5,6% | 4,0% |
| DI | 3 | 3 | 2 146 | 5,8% | 3 | 3 | 1 943 | 6,0% | -9,4% |
| Total | **291** | **251** | **36 959** | **-** | **268** | **228** | **32 149** | **-** | **-13,0%** |

Le nombre de mesures recensées qualifiées en dépenses fiscales est passé de **291** en 2023 à **268** en 2024. Parmi ces mesures, **228** ont fait l'objet d'évaluation en 2024, soit **85%** des mesures recensées.

Le montant global des dépenses fiscales correspondant a diminué de **4 810 MDH** entre 2023 et 2024 passant de **36 959 MDH** à **32 149 MDH**, en raison de la baisse des dépenses fiscales afférentes à la TVA **(-6 006 MDH)** et aux DI **( -202 MDH)**.

En revanche les dépenses relatives à l'IS et l'IR ont enregistré une augmentation respectivement de l'ordre de **706 MDH** et **472 MDH**.

11

**RAPPORT SUR LES DEPENSES FISCALES**

## VENTILATION DES DEPENSES FISCALES PAR TYPE DE DEROGATION

Le présent rapport recense **268** incitations fiscales dérogatoires qualifiées de dépenses fiscales en 2024. Ces dérogations se présentent sous forme d’exonérations totales, partielles ou temporaires, de réductions, d’abattements, de déductions, de taxations forfaitaires et de facilités de trésorerie.

***Tableau 3: Ventilation des dépenses fiscales par type de dérogation***

**En millions de dirhams**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Désignation** | **2023** | | | | **2024** | | | |
| **Nombre** | **Part** | **Montant** | **Part** | **Nombre** | **Part** | **Montant** | **Part** |
| Exonérations totales | 191 | 65,6% | 21 612 | 58,5% | 192 | 71,6% | 21 557 | 67,1% |
| Réductions | 43 | 14,8% | 12 022 | 32,5% | 19 | 7,1% | 7 193 | 22,4% |
| Facilités de Trésorerie | 6 | 2,1% | 1 368 | 3,7% | 6 | 2,2% | 1 253 | 3,9% |
| Abattements | 6 | 2,1% | 961 | 2,6% | 6 | 2,2% | 1 031 | 3,2% |
| Déductions | 17 | 5,8% | 693 | 1,9% | 18 | 6,7% | 788 | 2,4% |
| Taxations Forfaitaires | 9 | 3,1% | 140 | 0,4% | 9 | 3,4% | 170 | 0,5% |
| Exonérations Temporaires ou Partielles | 19 | 6,5% | 163 | 0,4% | 18 | 6,7% | 157 | 0,5% |
| Total | **291** | **-** | **36 959** | **-** | **268** | **-** | **32 149** | **-** |

En 2024, les exonérations totales représentent **67,1%** des dérogations, suivies des réductions **(22,4%)**.

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L’ANNEE 2025*

12

1. **VENTILATION DES DEPENSES FISCALES PAR SECTEUR**

**D’ACTIVITE**

L’évaluation des dépenses fiscales par secteur d’activité se présente comme suit :

***Tableau 4: Ventilation des dépenses fiscales par secteur d'activité***

**En millions de dirhams**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Désignation** | **2023** | | | | **2024** | | | |
| **Mesures recensées** | **Mesures évaluées** | **Montant** | **Part** | **Mesures recensées** | **Mesures évaluées** | **Montant** | **Part** |
| Sécurité et prévoyance sociale | 17 | 17 | 7 240 | 19,6% | 17 | 17 | 7 570 | 23,5% |
| Electricité et gaz | 4 | 4 | 7 600 | 20,6% | 2 | 2 | 7 205 | 22,4% |
| Activités immobilières | 39 | 32 | 4 480 | 12,1% | 40 | 33 | 4 873 | 15,2% |
| Agriculture, pêche | 25 | 24 | 5 450 | 14,7% | 19 | 18 | 2 565 | 8,0% |
| Secteur financier | 43 | 33 | 1 700 | 4,6% | 42 | 32 | 1 976 | 6,1% |
| Tous les secteurs d'activités | 27 | 21 | 2 347 | 6,4% | 26 | 21 | 1 976 | 6,1% |
| Transport | 22 | 22 | 2 517 | 6,8% | 21 | 21 | 1 651 | 5,1% |
| Industries alimentaires | 7 | 7 | 1 918 | 5,2% | 1 | 1 | 991 | 3,1% |
| Industrie automobile et chimique | 5 | 5 | 996 | 2,7% | 3 | 3 | 940 | 2,9% |
| Santé-Social | 25 | 23 | 934 | 2,5% | 23 | 21 | 733 | 2,3% |
| Education | 11 | 11 | 266 | 0,7% | 11 | 11 | 393 | 1,2% |
| Autres secteurs\* | 66 | 52 | 1 510 | 4,1% | 63 | 48 | 1 275 | 4,0% |
| Total | **291** | **251** | **36 959** | **-** | **268** | **228** | **32 149** | **-** |

(\*) Il s’agit de secteurs d’activité dont la dépense fiscale est inférieure à 200 MDH.

Les dépenses fiscales enregistrées en 2024 sont attribuables notamment, au secteur « sécurité et prévoyance sociale » **(23,5%),** au secteur « électricité et gaz » **(22,4%)** et au secteur

« activités immobilières » **(15,2%).**

13

**RAPPORT SUR LES DEPENSES FISCALES**

## VENTILATION DES DEPENSES FISCALES PAR TYPE DE BENEFICIAIRE

Par bénéficiaire, les dépenses fiscales constatées en 2023 et 2024 se présentent comme suit :

***Tableau 5: Ventilation des dépenses fiscales par type de bénéficiaire***

**En millions de dirhams**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Bénéficiaires** | **2023** | | | | **2024** | | | |
| **Mesures recensées** | **Mesures évaluées** | **Montant** | **Part** | **Mesures recensées** | **Mesures évaluées** | **Montant** | **Part** |
| Entreprises | **142** | **128** | **14 896** | **40,3%** | **135** | **122** | **14 293** | **44,5%** |
| dont Agriculteurs | 16 | 15 | 2 201 | 6,0% | 15 | 14 | 2 395 | 7,4% |
| dont Pêcheurs | 7 | 7 | 1 061 | 2,9% | 5 | 5 | 1 114 | 3,5% |
| dont Promoteurs immobiliers | 14 | 11 | 684 | 1,9% | 14 | 11 | 887 | 2,8% |
| dont Exportateurs | 3 | 3 | 380 | 1,0% | 3 | 3 | 196 | 0,6% |
| dont Etablissements  d’enseignement | 8 | 8 | 233 | 0,6% | 8 | 8 | 163 | 0,5% |
| Ménages | **89** | **76** | **17 345** | **46,9%** | **74** | **61** | **15 851** | **49,3%** |
| dont Salariés | 19 | 16 | 4 117 | 11,1% | 19 | 16 | 4 246 | 13,2% |
| dont Auteurs-Artistes | 5 | 3 | 110 | 0,3% | 5 | 3 | 75 | 0,2% |
| Services publics | **21** | **16** | **1 399** | **3,8%** | **21** | **16** | **1 580** | **4,9%** |
| dont Etat | 10 | 6 | 1 312 | 3,5% | 10 | 6 | 1 288 | 4,0% |
| dont Etablissements publics | 4 | 4 | 55 | 0,1% | 4 | 4 | 227 | 0,7% |
| dont Agences de développement | 7 | 6 | 32 | 0,1% | 7 | 6 | 66 | 0,2% |
| Autres\* | **39** | **31** | **3 319** | **9,0%** | **38** | **29** | **425** | **1,3%** |
| Total | **291** | **251** | **36 959** | **-** | **268** | **228** | **32 149** | **-** |

(\*) Il s’agit principalement des organismes internationaux, des associations et des fondations.

En 2024, les ménages et les entreprises détiennent la part majoritaire des dépenses fiscales **(93,8%)** (**49,3%** pour les ménages et **44,5%** pour les entreprises).

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L’ANNEE 2025*

14

## VENTILATION DES DEPENSES FISCALES PAR OBJECTIF

Chaque dépense fiscale a un caractère incitatif visant la réalisation d’objectifs bien précis. C’est dans ce cadre que le tableau ci-après énumère les dépenses fiscales en 2023 et 2024, en nombre et en coût, selon le type d’objectif qu’elles accompagnent.

***Tableau 6: Ventilation des dépenses fiscales par objectif***

**En millions de dirhams**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Objectif** | **2023** | | | | **2024** | | | |
| **Mesures recensées** | **Mesures évaluées** | **Montant** | **Part** | **Mesures recensées** | **Mesures évaluées** | **Montant** | **Part** |
| Soutenir le pouvoir d'achat | 18 | 18 | 9 035 | 24,4% | 6 | 6 | 7 566 | 23,5% |
| Mobiliser l'épargne intérieure | 33 | 26 | 5 861 | 15,9% | 32 | 26 | 6 424 | 20,0% |
| Faciliter l'accès au logement | 35 | 28 | 4 306 | 11,7% | 35 | 28 | 4 474 | 13,9% |
| Réduire le coût des facteurs | 20 | 19 | 3 430 | 9,3% | 19 | 18 | 2 578 | 8,0% |
| Développer le secteur agricole | 18 | 17 | 5 135 | 13,9% | 15 | 14 | 2 378 | 7,4% |
| Encourager l'investissement | 29 | 25 | 2 368 | 6,4% | 30 | 26 | 2 075 | 6,5% |
| Encourager l'enseignement | 7 | 7 | 263 | 0,7% | 10 | 9 | 556 | 1,7% |
| Développer l'économie sociale | 17 | 12 | 418 | 1,1% | 17 | 12 | 504 | 1,6% |
| Encourager les exportations | 5 | 5 | 411 | 1,1% | 5 | 5 | 249 | 0,8% |
| Promouvoir la culture et les loisirs | 13 | 11 | 141 | 0,4% | 13 | 11 | 169 | 0,5% |
| Alléger le coût de la santé | 13 | 12 | 356 | 1,0% | 11 | 10 | 153 | 0,5% |
| Réduire les charges de  l’Etat | 2 | 2 | 163 | 0,4% | 2 | 2 | 146 | 0,5% |
| Attirer l'épargne extérieure | 2 | 2 | 137 | 0,4% | 2 | 2 | 141 | 0,4% |
| Développer le secteur minier | 4 | 4 | 60 | 0,2% | 4 | 4 | 137 | 0,4% |
| Développer le secteur des énergies renouvelables | 4 | 3 | 283 | 0,8% | 2 | 1 | 128 | 0,4% |
| Réduire le coût du financement | 18 | 16 | 83 | 0,2% | 18 | 16 | 115 | 0,4% |
| Développer les zones défavorisées | 6 | 5 | 32 | 0,1% | 6 | 5 | 66 | 0,2% |
| Encourager l'artisanat | 2 | 1 | 49 | 0,1% | 2 | 1 | 51 | 0,2% |
| Autres objectifs\* | 45 | 38 | 4 428 | 12,0% | 39 | 32 | 4 241 | 13,2% |
| Total | **291** | **251** | **36 959** | **-** | **268** | **228** | **32 149** | **-** |

(\*) Il s’agit principalement des mesures visant la réduction des coûts des prestations, la réduction des coûts des transactions

ainsi que l’encouragement du secteur de l’automobile.

En 2024, les mesures dérogatoires les plus importantes concernent principalement les objectifs suivants : soutenir le pouvoir d'achat (**7 566 MDH**, soit **23,5%**), mobiliser l'épargne intérieure (**6 424 MDH**, soit **20,0%**) et faciliter l'accès au logement (**4 474 MDH**, soit **13,9%**).

15

**RAPPORT SUR LES DEPENSES FISCALES**

## VENTILATION DES DEPENSES FISCALES PAR VOCATION

Toute dépense fiscale a une vocation qui peut être économique, sociale ou encore culturelle. A cet effet, le tableau ci-dessous présente les dépenses fiscales au titre des années 2023 et 2024 par vocation et par type d’impôt :

***Tableau 7: Ventilation des dépenses fiscales par vocation***

**En millions de dirhams**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Désignation** | **2023** | | | | **2024** | | | |
| **Activités Economiques** | **Activités Sociales** | **Activités Culturelles** | **Total** | **Activités Economiques** | **Activités Sociales** | **Activités Culturelles** | **Total** |
| TVA | 6 406 | 14 653 | 131 | 21 190 | 4 750 | 10 290 | 143 | 15 183 |
| IR | 1 744 | 3 011 | 61 | 4 817 | 1 868 | 3 294 | 127 | 5 289 |
| DET, TSAV et TCA | 3 011 | 1 943 | - | 4 954 | 3 119 | 1 987 | - | 5 106 |
| IS | 1 568 | 569 | - | 2 137 | 2 356 | 488 | - | 2 843 |
| DI | 2 119 | 26 | - | 2 146 | 1 879 | 64 | - | 1 943 |
| TIC | 1 716 | - | - | 1 716 | 1 784 | - | - | 1 784 |
| Total | **16 564** | **20 203** | **192** | **36 959** | **15 757** | **16 122** | **270** | **32 149** |

En 2024 les incitations à vocation sociale bénéficient de la part majoritaire des dépenses fiscales soit **50,1%**. Quant aux incitations à vocation économique, elles bénéficient de **49%** de la part des dépenses fiscales globales, et celles à vocation culturelle bénéficient seulement de **0,8%.**

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L’ANNEE 2025*

16

## VENTILATION DES DEPENSES FISCALES SUPPRIMEES PAR ANNEE

Par année, les dépenses fiscales supprimées se présentent comme suit :

***Tableau 8: Ventilation des dépenses fiscales supprimées***

**En millions de dirhams**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Désignation** | **Nombre des mesures supprimées** | **Montant des mesures supprimées** |
| 2006 | 32 | 1 313 |
| 2007 | 7 | 882 |
| 2008 | 15 | 2 744 |
| 2009 | 10 | 1 631 |
| 2010 | 12 | 1 639 |
| 2011 | - | - |
| 2012 | 5 | 2 938 |
| 2013 | 3 | 622 |
| 2014 | 15 | 1 347 |
| 2015 | 13 | 4 887 |
| 2016 | 1 | 784 |
| 2017 | 5 | 508 |
| 2018 | 1 | 301 |
| 2019 | 9 | 293 |
| 2020 | 3 | 14 |
| 2021 | 15 | 2 846 |
| 2022 | 4 | 2 059 |
| 2023 | 28 | 3 919 |
| 2024 | 27 | 6 686 |
| Total | **205** | **35 413** |

17

**RAPPORT SUR LES DEPENSES FISCALES**

# CHAPITRE III : PRESENTATION DE LA MATRICE DES MESURES EVALUEES

En 2024, le taux d’évaluation des mesures dérogatoires est de **85%**, soit **228** mesures évaluées sur un total de **268** mesures qualifiées comme dépenses fiscales.

Le choix des mesures dérogatoires évaluées a été dicté par la disponibilité de l’information et

par les priorités en matière de réforme fiscale.

## DEPENSES FISCALES RELATIVES A LA TVA

***Tableau 9: Mesures dérogatoires de la TVA évaluées***

**En millions de dirhams**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Référence | Coût 2023 actualisé | Coût 2024 |
| 40.099.27 | Réduction | Application du taux réduit de 10% avec droit à déduction sur les huiles de pétrole ou de schistes, brutes ou raffinées | Art 99 (2°) ;  Art 121 | 6 109 | 6 514 |
| 40.092.30 | Exonération totale | Exonération des opérations de cession de logements sociaux à usage d'habitation principale dont la superficie couverte est comprise entre 50 m*²* et 80 m*²*, et le prix de vente n'excède pas 250000 DHS HT | Art 92 (I-  28°) | 2 283 | 2 369 |
| 40.091.27 | Exonération totale | Exonération des prestations réalisées par les sociétés ou compagnies d'assurances qui relèvent de la "Taxe sur les Contrats d'Assurances", ainsi que les prestations réalisées dans le cadre des opérations d’assurances  Takaful et de réassurance Takaful | Art 91 (I-D-  3°) | 1 838 | 1 886 |
| 40.091.08 | Exonération totale | Exonération de la vente à l'intérieur et à l'importation du sucre brut (de betterave, de canne et les sucres analogues-saccharose) | Art 91 (I-A-  3°) ; Art 123  (1°) | 845 | 991 |
| 40.092.05 | Facilités de trésorerie | Exonération à l'intérieur et à l'importation de matériels destinés à usage exclusivement agricole | Art 92 (I-5°)  ; Art 123  (15°) | 481 | 567 |
| 40.125.01 | Déduction | Déduction de la taxe non apparente sur le prix d’achat des légumineuses, fruits et légumes non transformés, d’origine locale, destinés à la production agroalimentaire vendue localement et du lait non transformé d’origine locale, destiné à la production des dérivés du lait autres que ceux visés à l’article 91 (I-A- 2° et 9°), vendus localement | Art 125 ter | 346 | 377 |
| 40.092.06 | Facilités de trésorerie | Exonération à l'intérieur et à l'importation des biens d'investissement à inscrire dans un compte d'immobilisation acquis par les entreprises assujetties à la TVA pendant une durée de 36 mois à compter du début d'activité, à l’exclusion  des véhicules acquis par les agences de location  de voitures. Cette exonération s'applique également auxdits biens d'investissement acquis par les entreprises assujetties, dans le cadre de l’opération « Mourabaha ». | Art 92 (I-6°)  ; Art 123 (22°-a) | 252 | 244 |

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L’ANNEE 2025*

18

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Référence | Coût 2023 actualisé | Coût 2024 |
| 40.092.04 | Exonération totale | Exonération à l'intérieur et à l'importation des engrais | Art 92 (I-4°)  ; Art 123  (13°) | 209 | 184 |
| 40.092.31 | Exonération totale | Exonération des opérations de construction de cités, de résidences et campus universitaires réalisées par les promoteurs immobiliers pendant une période maximum de 3 ans courant et constitués d'au moins 50 chambres, dont la capacité d'hébergement et au maximum de 2 lits par chambre dans le cadre d'une convention conclue avec l'Etat | Art 92 (I-  29°) | 17 | 163 |
| 40.092.08 | Exonération totale | Exonération à l'intérieur et à l'importation des biens d'équipement destinés à l'enseignement privé ou à la formation professionnelle acquis par les établissements privés d'enseignement ou de formation professionnelle pendant une durée de 36 mois à compter du début d'activité | Art 92 (I-8°)  ; Art 123  (24°) | 232 | 161 |
| 40.091.09 | Exonération totale | Exonération de la vente des dattes conditionnées produites au Maroc | Art 91 (I-A-  4°) | 143 | 148 |
| 40.091.22 | Exonération totale | Exonération à l'intérieur et à l'importation des pompes à eau qui fonctionnent à l’énergie solaire ou à toute autre énergie renouvelable utilisée dans le secteur agricole. | Art 91 (I-C-  6°) ; Art 123  (57°) | 134 | 144 |
| 40.094.01 | Facilités de trésorerie | Les entreprises exportatrices de produits et services peuvent, sur leur demande et dans la limite du montant du chiffre d'affaires exporté, être autorisées à recevoir en suspension de la taxe sur la valeur ajoutée à l'intérieur, les marchandises, les matières premières, les emballages irrécupérables et les services nécessaires auxdites opérations | Art 94 (I et II) | 298 | 143 |
| 40.091.45 | Exonération totale | Exonération des prestations fournies par les exploitants de cliniques, maisons de santé ou de traitement | Art 91 (VI-1) | 136 | 140 |
| 40.092.55 | Exonération totale | Exonération à l'intérieur et à l'importation des produits et matières entrant dans la fabrication des panneaux photovoltaïques acquis localement ou importés par les fabricants desdits panneaux | Art 92-I-54°  ; Art 123  (59°) | 108 | 128 |
| 40.092.07 | Facilités de trésorerie | Exonération à l'intérieur et à l'importation, des autocars, des camions et des biens d’équipement y afférents à inscrire dans un compte d’immobilisation, acquis par les entreprises de transport international routier (TIR) pendant une durée de 36 mois à compter du début d'activité | Art 92 (I-7°)  ; Art 123  (23°) | 173 | 123 |
| 40.091.21 | Exonération totale | Exonération des ventes portant sur les métaux de récupération | Art 91 (I-C-  5°) | Minime importance | 89 |
| 40.091.26 | Exonération totale | Exonération des ventes de timbres fiscaux, papiers et impressions timbrés, émis par l'Etat. | Art 91 (I-D-  2°) | 78 | 77 |
| 40.123.17 | Exonération totale | Exonération à l'importation de l'or fin en lingots ou en barres | Art 123 (17°) | 60 | 76 |

19

**RAPPORT SUR LES DEPENSES FISCALES**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Référence | Coût 2023 actualisé | Coût 2024 |
| 40.091.29 | Exonération totale | Exonération à l'intérieur et à l'importation des journaux, des publications, des livres, de la musique imprimée ainsi que des CD-ROM reproduisant les publications et les livres L'exonération s'applique également aux ventes de déchets provenant de l'impression des journaux, publications et livres | Art 91 (I-E-  1°) ; Art 123  (5°) | 110 | 75 |
| 40.091.25 | Exonération totale | Exonération des ventes des ouvrages en métaux précieux fabriqués au Maroc | Art 91 (I-D-  1°) | 68 | 70 |
| 40.123.58 | Exonération totale | Exonération à l’importation des viandes congelées bovines et camelines, importées par les Forces Armées Royales ou pour leur compte. | Art 123 (58°) | 85 | 69 |
| 40.091.30 | Exonération totale | Exonération des ventes à l'intérieur et à l'importation des papiers destinés à l'impression des journaux et publications périodiques ainsi qu'à l'édition, lorsqu'ils sont dirigés, sur une imprimerie | Art 91 (I-E-  2°) ; Art 123  (6°) | 21 | 69 |
| 40.091.20 | Exonération totale | Exonération des ventes des tapis d'origine artisanale de production locale | Art 91 (I-C-  4°) | 49 | 51 |
| 40.123.47 | Exonération totale | Exonération à l'importation des trains et matériels ferroviaires destinés au transport des voyageurs et des marchandises | Art 123 (47°) | 91 | 45 |
| 40.092.42 | Exonération totale | Exonération des opérations d'acquisition de biens et services nécessaires à l'activité des titulaires d'autorisations de reconnaissances, de permis de recherches ou de concessionnaires d'exploitation, ainsi que leurs contractants et sous-contractants | Art 92 (I-  40°) ; Art  123 (41°) | 49 | 43 |
| 40.092.20 | Exonération totale | Exonération à l'intérieur et à l'importation des produits et équipements pour hémodialyse | Art 92 (I-  18°) ; Art 123  (35°) | 48 | 36 |
| 40.092.18 | Exonération totale | Exonération à l'intérieur et à l'importation des biens d'équipement, matériels et outillages acquis par la fondation Cheikh Khalifa Ibn Zaid dans le cadre des missions qui lui sont dévolues par la loi | Art 92 (I-17- b°) ; Art 123 (31°-b) | 33 | 32 |
| 40.092.41 | Exonération totale | Exonération des biens et marchandises acquis à l'intérieur par des personnes physiques non- résidentes au moment de quitter le territoire marocain et ce pour tout achat égal ou supérieur à 2000 DHS | Art 92 (I-  39°) | 31 | 31 |
| 40.092.17 | Exonération totale | Exonération à l'intérieur et à l'importation des biens d'équipement, matériels et outillages acquis par la fondation Cheikh Zaid ibn Soltan dans le cadre des missions qui lui sont dévolues par la loi | Art 92 (I-17- a°) ; Art 123 (31°-a) | 26 | 28 |
| 40.092.44 | Exonération totale | Exonération des véhicules neufs acquis par les personnes physiques et destinés exclusivement à être exploités en tant que voiture de location (Taxi) | Art 92 (I-  42°) | 22 | 22 |
| 40.092.36 | Exonération totale | Exonération des ventes aux compagnies de navigation, aux pêcheurs professionnels et aux armateurs de la pêche de produits destinés à être incorporés dans les bâtiments de mer | Art 92 (I-  34°) | 16 | 22 |

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L’ANNEE 2025*

20

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Référence | Coût 2023 actualisé | Coût 2024 |
| 40.123.22 | Exonération totale | Exonération à l'importation des biens d’équipement, matériels et outillages nécessaires à la réalisation des projets d’investissement portant sur un montant égal ou supérieur à cinquante (50) millions de dirhams, dans le cadre  d’une convention conclue avec l’Etat, en cours de validité, acquis par les assujettis pendant une durée de trente-six (36) mois à compter de la date de la première opération d’importation effectuée dans le cadre de ladite convention, avec possibilité de proroger ce délai de vingt- quatre (24) mois. | Art 123 (22-  b°) | 40 | 18 |
| 40.123.10 | Exonération totale | Exonération à l'importation des bâtiments de mer, les navires, bateaux, paquebots et embarcations capables, par leurs propres moyens, de tenir la mer, comme moyens de transport et effectuant une navigation principalement maritime | Art 123 (10°) | 43 | 16 |
| 40.092.51 | Exonération totale | Exonération des aliments destinés à l'alimentation des poissons et des autres animaux aquatiques ; les alevins de poissons et les larves des autres animaux aquatiques et les naissains de coquillages lorsqu’ils sont destinés à  usage exclusivement aquacole | Art 92 (I-  50°) ; Art  123 (51°) | 3 | 9 |
| 40.091.46 | Exonération totale | Exonération des prestations fournies par les  exploitants de laboratoires d’analyses médicales | Art 91 (VI-1) | 5 | 6 |
| 40.092.35 | Exonération totale | Exonération des opérations de vente, de réparation et de transformation portant sur les bâtiments de mer | Art 92 (I-  33°) | 6 | 5 |
| 40.091.44 | Exonération totale | Exonération des prestations fournies par les médecins, médecins-dentistes, masseurs kinésithérapeutes, orthoptistes, orthophonistes, infirmiers, herboristes, sage-femmes | Art 91 (VI-1) | 4 | 4 |
| 40.092.39 | Exonération totale | Exonération de l'ensemble des actes, activités ou opérations réalisées par la société Agence Spéciale Tanger Méditerranée | Art 92 (I-  37°) | 1 | 3 |
| 40.092.19 | Exonération totale | Exonération à l'intérieur et à l'importation des biens d'équipement, matériels et outillages acquis par la fondation Mohammed VI des sciences et de la santé dans le cadre des missions qui lui sont dévolues par la loi | Art 92(I-17-  c°) ; Art 123(31°-c) |  | 3 |
| 40.123.08 | Exonération totale | Exonération à l'importation des hydrocarbures destinés à l'avitaillement des navires effectuant une navigation en haute mer et des appareils aéronautiques, effectuant une navigation au-delà des frontières à destination de l'étranger et admis en franchise des droits de douane | Art 123 (8°) | 1 | 1 |
| 40.247.02 | Exonération totale | Les aliments simples destinés à l’alimentation du bétail et des animaux de basse-cour, sont exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée à l’importation à compter du 1er janvier 2023 jusqu’au 31 décembre 2023 | Art 247- XXXX | 1 480 | Supprimée |
| 40.099.25 | Réduction | Application du taux réduit de 10% avec droit à déduction sur les aliments destinés à l’alimentation du bétail et des animaux de basse- cour ainsi que les tourteaux servant à leur fabrication à l’exclusion des autres aliments simples tels que céréales, issues, pulpes, drêches et pailles | Art 99 (2°) ;  Art 121 | 1 470 | Supprimée |

21

**RAPPORT SUR LES DEPENSES FISCALES**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Référence | Coût 2023 actualisé | Coût 2024 |
| 40.099.48 | Réduction | Application du taux de 14% avec droit à déduction sur les opérations de transport de voyageurs et de marchandises à l’exclusion des opérations de transport ferroviaire | Art 99 (3-a°)  ; Art 121 | 864 | Supprimée |
| 40.121.01 | Réduction | Application du taux réduit de 10% à l'importation sur les huiles fluides alimentaires à l’exclusion de l’huile de palme, raffinées ou non raffinées, ainsi que les graines, les fruits oléagineux et les huiles  végétales utilisés pour la fabrication desdites huiles fluides alimentaires | Art 121 | 813 | Supprimée |
| 40.099.50 | Réduction | Application du taux de 14% avec droit à déduction sur l'énergie électrique | Art 99 (3-a°)  ; Art 121 | 760 | Supprimée |
| 40.099.13 | Réduction | Application du taux de 7% avec droit à déduction sur la "voiture économique" et tous les produits, et matières entrant dans sa fabrication ainsi que les prestations de montage de ladite voiture économique | Art 99 (1°) ;  Art 121 | 244 | Supprimée |
| 40.099.21 | Réduction | Application du taux réduit de 10% avec droit à déduction sur le riz usiné | Art 99 (2°) ;  Art 121 | 196 | Supprimée |
| 40.099.51 | Réduction | Application du taux de 14% sans droit à déduction sur les prestations de services rendues par tout agent démarcheur ou courtier d’assurances à raison de contrats apportés par  lui à une entreprise d’assurances | Art 99 (3- b°) ; Art 121 | 190 | Supprimée |
| 40.099.23 | Réduction | Application du taux réduit de 10% avec droit à déduction sur les panneaux photovoltaïques | Art 99 (2°) ;  Art 121 (2°) | 160 | Supprimée |
| 40.099.05 | Réduction | Application du taux réduit de 7% avec droit à déduction sur la vente et livraison des produits pharmaceutiques, les matières premières et les produits entrant dans leur composition | Art 99 (1°) ;  Art 121 | 157 | Supprimée |
| 40.099.01 | Réduction | Application du taux réduit de 7% avec droit à déduction sur l'eau livrée aux réseaux de distribution publique ainsi que les prestations d’assainissement fournies aux abonnés par les  organismes chargés de l’assainissement | Art 99 (1°) ;  Art 121 | 85 | Supprimée |
| 40.099.45 | Réduction | Application du taux de 14% sur le beurre à  l’exclusion du beurre de fabrication artisanale | Art 99 (3-a°)  ; Art 121 | 80 | Supprimée |
| 40.099.36 | Réduction | Application du taux réduit de 10% avec droit à déduction sur les engins et filets de pêche destinés aux professionnels de la pêche maritime (par engins et filets de pêche, on doit entendre tous instruments et produits servant à attirer, à appâter, à capturer ou à conserver le poisson) | Art 99 (2°) ;  Art 121 | 48 | Supprimée |
| 40.099.11 | Réduction | Application du taux réduit de 7% avec droit à déduction sur le lait en poudre | Art 99 (1°) ;  Art 121 | 40 | Supprimée |
| 40.099.22 | Réduction | Application du taux réduit de 10% avec droit à déduction sur les pâtes alimentaires | Art 99 (2°) ;  Art 121 | 25 | Supprimée |

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L’ANNEE 2025*

22

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Référence | Coût 2023 actualisé | Coût 2024 |
| 40.099.07 | Réduction | Application du taux réduit de 7% avec droit à déduction sur les fournitures scolaires, les produits et matières entrant dans leur composition | Art 99 (1°) ;  Art 121 | 20 | Supprimée |
| 40.099.06 | Réduction | Application du taux réduit de 7% avec droit à déduction sur les emballages non récupérables des produits pharmaceutiques ainsi que les produits et matières entrant dans leur fabrication | Art 99 (1°) ;  Art 121 | 19 | Supprimée |
| 40.099.24 | Réduction | Application du taux réduit de 10% avec droit à déduction sur les chauffe-eaux solaires | Art 99 (2°) ;  Art 121 (2°) | 15 | Supprimée |
| 40.099.35 | Réduction | Application du taux réduit de 10% avec droit à déduction sur les bois en grumes, écorcés ou simplement équarris, le liège à l’état naturel, les bois de feu en fagots ou sciés à petite longueur  et le charbon de bois | Art 99 (2°) ;  Art 121 | 12 | Supprimée |
| 40.123.09 | Exonération totale | Exonération à l'importation des bateaux de tout tonnage servant à la pêche maritime, | Art 123 (9°) | 9 | Minime Importance |
| 40.099.34 | Réduction | Application du taux réduit de 10% avec droit à déduction sur les biens d'équipement lorsqu’ils sont destinés à usage exclusivement agricole | Art 99 (2°) ;  Art 121 | 4 | Supprimée |
| 40.121.05 | Réduction | Application du taux réduit de 10% à l'importation sur les moteurs destinés aux bateaux de pêche | Art 121 (2°) | 2 | Supprimée |
| 40.099.02 | Réduction | Application du taux réduit de 7% avec droit à déduction sur la location de compteurs d'eau et d'électricité | Art 99 (1°) ;  Art 121 | 1 | Supprimée |
| 40.099.12 | Réduction | Application du taux réduit de 7% avec droit à déduction sur le savon de ménage | Art 99 (1°) ;  Art 121 | Minime importance | Supprimée |
| 40.099.10 | Réduction | Application du taux réduit de 7% avec droit à déduction sur les conserves de sardines | Art 99 (1°) ;  Art 121 | Minime importance | Supprimée |
| 40.099.09 | Réduction | Application du taux réduit de 7% avec droit à déduction sur le sucre raffiné ou aggloméré, y compris les vergeoises, les candis et les sirops de sucre pur non aromatisés ni colorés à l’exclusion  de tous autres produits sucrés ne répondant pas  à cette définition | Art 99 (1°) ;  Art 121 | Minime importance | Supprimée |
| 40.091.51 | Exonération totale | Exonération des opérations nécessaires à la réalisation du programme de travaux objet des associations d'usagers des eaux agricoles | Art 91 (VIII) | Minime importance | Minime importance |
| 40.091.52 | Exonération totale | Exonération de l'ensemble des actes, activités ou opérations réalisés par l'Office national des œuvres universitaires sociales et culturelles | Art 91 (IX) | Minime importance | Minime importance |

23

**RAPPORT SUR LES DEPENSES FISCALES**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Référence | Coût 2023 actualisé | Coût 2024 |
| 40.092.09 | Exonération totale | Exonération de l'acquisition, par les diplômés de la formation professionnelle, des biens d’équipement, matériels ou outillages pendant une durée de 36 mois à compter du début  d'activité Lesdits biens sont également exonérés à l'importation qu'ils soient neufs ou d’occasions si cette importation est autorisée par l’Administration | Art 92 (I-9°)  ; Art 123  (25°) | Minime Importance | Minime Importance |
| 40.123.07 | Exonération totale | Exonération à l'importation des publications de propagande, tels que guides, dépliants, même illustrées, qui ont pour objet essentiel d'amener le public à visiter un pays, une localité, une foire, une exposition présentant un caractère général, destinées à être distribuées gratuitement et ne renfermant aucun texte de publicité commerciale | Art 123 (7°) | Minime importance | Minime importance |
| 40.092.40 | Exonération totale | Exonération des biens et des services acquis ou loués par les entreprises étrangères de productions audiovisuelles, cinématographiques et télévisuelles, à l'occasion de tournage de films au Maroc | Art 92 (I-  38°) | Minime importance | Minime importance |
| 40.091.41 | Exonération totale | Exonération des intérêts des prêts accordés par les établissements de crédit et organismes assimilés aux étudiants de l'enseignement privé ou public ou de la formation professionnelle et destinés à financer leurs études au Maroc ou à l'étranger | Art 91 (V-3) | Minime importance | Minime importance |
| 40.091.37 | Exonération partielle | Exonération de l’ensemble des activités et opérations réalisées par les sociétés sportives. Cette exonération est accordée pour une période  de 5 ans, allant du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2024. | Art 91 (IV-3)  ; Art 125 (VIII) | Minime importance | Minime importance |
| 40.091.32 | Exonération totale | Exonération des opérations d'exploitation des douches publiques, de hammams et de fours traditionnels | Art 91 (II-2°) | Minime importance | Minime importance |
| 40.091.19 | Exonération totale | Exonération du crin végétal | Art 91 (I-C-  3°) | Minime importance | Minime importance |
| 40.092.26 | Exonération totale | Exonération à l'intérieur et à l'importation des acquisitions de biens, matériels et marchandises effectuées par la Banque Islamique de Développement | Art 92 (I-  24°) ; Art  123 (39°) | Minime importance | Minime importance |
| 40.091.28 | Exonération totale | Exonération des travaux de composition, d'impression et de livraison y afférents | Art 91 (I-E-  1°) ; Art 123 | Minime importance | Minime importance |
| 40.092.33 | Exonération totale | Exonération des opérations réalisées par la société "Sala Al-jadida" dans le cadre de son activité | Art 92 (I-  31°) | Minime importance | Minime importance |
| 40.091.17 | Exonération totale | Exonération des ventes à l'intérieur et à l'importation des bougies et paraffines entrant dans leur fabrication, à l’exclusion de celles à usage décoratif et des paraffines utilisées dans leur fabrication | Art 91 (I-C-  1°) ; Art 123 | Minime importance | Minime Importance |
| 40.092.32 | Exonération totale | Exonération des opérations de réalisation de logements sociaux afférents au projet "Annassim" situé dans les communes de Dar Bouazza et Lissasfa par la société nationale d'aménagement collectif (SONADAC) | Art 92 (I-  30°) | Minime importance | Minime importance |

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L’ANNEE 2025*

24

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Référence | Coût 2023 actualisé | Coût 2024 |
| 40.091.31 | Exonération totale | Exonération des ventes à l'intérieur et à l'importation des films documentaires ou éducatifs qui ne sont pas importés dans un but lucratif | Art 91 (I-E-  3°) ; Art 123  (28°) | Minime importance | Minime importance |
| 40.091.42 | Exonération totale | Exonération des prestations de services afférentes à la restauration, au transport et aux loisirs scolaires fournis par les établissements de l'enseignement privé au profit des élèves et des étudiants | Art 91 (V-4) | Minime Importance | Minime Importance |
| 40.091.47 | Exonération totale | Exonération des ventes portant sur les appareillages spécialisées destinés exclusivement aux handicapés et sur les implants cochléaires | Art 91 (VI-2) | Minime Importance | Minime Importance |
| 40.123.34 | Exonération totale | Exonération à l'importation des équipements et matériels destinés exclusivement au fonctionnement des associations de micro-crédit | Art 123 (34°) | Minime importance | Minime importance |
| 40.091.50 | Exonération totale | Exonération des opérations de crédit effectuées par les associations de micro-crédit au profit de leur clientèle | Art 91 (VII) | Minime Importance | Minime importance |
|  |  | Total |  | 21 190 | 15 183 |

25

**RAPPORT SUR LES DEPENSES FISCALES**

## DEPENSES FISCALES RELATIVES A L’IS

***Tableau 10: Mesures dérogatoires de l'IS évaluées***

**En millions de dirhams**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Référence | Coût 2023 actualisé | Coût 2024 |
| 13.006.17 | Exonération totale | Exonération des organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM). | Art 6 (I-A-  16°) | 863 | 1 255 |
| 13.247.05 | Exonération totale | Exonération des promoteurs immobiliers pour leurs actes, activités et revenus afférents à la réalisation, dans le cadre d’une convention  conclue avec l’Etat, d’un programme de  construction d'au moins 500 logements sociaux,  étalé sur une période maximum de 5 ans. Les promoteurs immobiliers peuvent également  conclure avec l’Etat, dans les mêmes conditions, une convention pour la réalisation d’un programme de construction d’au moins cent 100 logements sociaux en milieu rural Nonobstant  toutes dispositions contraires, les « promoteurs immobiliers ayant conclu des conventions avec « l’Etat pour la réalisation des programmes de construction de « logements sociaux dont  l'autorisation de construire est « délivrée avant la date du début de l’état d’urgence sanitaire « déclaré sur l’ensemble du territoire national pour faire face « à la propagation du corona virus  "covid-19", en vertu du décret « n° 2-20-293 du 29 rejeb 1441 (24 mars 2020), bénéficient « d’un délai supplémentaire d'une année. | Art 247 (XVI-A°) | 423 | 368 |
| 13.006.30 | Exonération totale | Exonération des exploitations agricoles réalisant un chiffre d’affaires annuel inférieur à cinq millions (5.000.000) de dirhams. | Art 6 (I-A-  29°) | 219 | 243 |
| 13.006.27 | Exonération totale | Exonération de l’Université Al Akhawayne d’Ifrane pour l'ensemble de ses activités ou opérations et pour les revenus éventuels y afférents.. | Art 6 (I-A-  26°) | 13 | 227 |
| 13.010.22 | Facilités de trésorerie | Possibilité de procéder à l'amortissement dégressif des biens d'équipement. | Art 10 (III- C-1°) | 164 | 176 |
| 13.006.32 | Exonération totale | Exonération des organismes de placement collectif immobilier (OPCI) | Art 6 (I-A-  31°) | 28 | 108 |
| 13.006.12 | Exonération totale | Exonération de la Banque Africaine de Développement (BAD) | Art 6 (I-A-  12°) | 50 | 82 |
| 13.006.26 | Exonération totale | Exonération de l’Agence Spéciale Tanger- Méditerranée. | Art 6 (I-A-  25°) | 32 | 62 |
| 13.006.10 | Exonération totale | Exonération des sociétés non-résidentes au titre des plus-values réalisées sur les cessions de valeurs mobilières cotées à la bourse des valeurs du Maroc, à l’exclusion de celles résultant de la cession des titres des sociétés à prépondérance  immobilière. | Art 6 (I-A-  10°) | 52 | 59 |

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L’ANNEE 2025*

26

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Référence | Coût 2023 actualisé | Coût 2024 |
| 13.006.51 | Exonération totale | Exonération de l’IS retenu à la source des dividendes et autres produits de participations similaires de source étrangère versés, mis à la  disposition ou inscrits en compte des non- résidents, provenant d'activités exercées par les sociétés installées dans les zones d’accélération industrielle. | Art 6 (I-C-  1°) | 31 | 53 |
| 13.006.05 | Exonération totale | Exonération de la Fondation Cheikh Zaïd Ibn Soltan. | Art 6 (I-A-  5°) | 49 | 51 |
| 13.006.80 | Exonération partielle | Exonération totale de l’impôt sur les sociétés pendant une période de cinq (5) exercices consécutifs des sociétés de services ayant le statut " Casablanca Finance City", à l’exclusion des établissements de crédit et des entreprises d’assurances et de réassurance | Art 6 (II-B-  6°) | 26 | 50 |
| 13.006.87 | Réduction | Réduction de l’IS de :   * 25% pour les sociétés qui introduisent leurs   titres en bourse par ouverture de leur capital au public et ce, par la cession d'actions existantes ;   * 50% pour les sociétés qui introduisent leurs titres en bourse par augmentation de capital d'au moins 20% avec abandon du droit préférentiel de souscription, destinée à être diffusée dans le public concomitamment à l'introduction en bourse desdites sociétés. | Art 6 (III) | 22 | 37 |
| 13.006.82 | Exonération partielle | Les entreprises qui exercent leurs activités dans les zones d’accélération industrielle bénéficient de l'exonération totale de l’impôt sur les sociétés durant les cinq (5) premiers exercices consécutifs,  à compter de la date du début de leur exploitation | Art 6 (II-B-  8°) | 51 | 23 |
| 13.006.66 | Exonération totale | Exonération de l’IS retenu à la source des intérêts perçus par les sociétés non-résidentes au titre des prêts octroyés en devises par la banque  Européenne d'Investissement (BEI) dans le cadre de projets approuvés par le gouvernement. | Art 6 (I-C-  3°) | 17 | 18 |
| 13.006.78 | Exonération partielle | Exonération totale de l’impôt sur les sociétés pendant une période de cinq (5) ans consécutifs des entreprises hôtelières pour la partie de la base imposable correspondant à leur chiffre d’affaires réalisé en devises dûment rapatriées directement par elles ou pour leur compte par l’intermédiaire d’agences de voyages | Art 6 (II-B-  5°) | 4 | 8 |
| 13.006.29 | Exonération totale | Exonération de la Fondation Cheikh Khalifa Ibn Zaïd pour l'ensemble de ses activités ou opérations et pour les revenus éventuels y afférents. | Art 6 (I-A-  28°) | 24 | 7 |
| 13.006.67 | Exonération totale | Les droits de location et les rémunérations analogues afférents à l’affrètement, la location et la maintenance d’aéronefs affectés au transport international | Art 6 (I-C-  4°) | 5 | 5 |
| 13.006.75 | Exonération partielle | Exonération totale de l'IS pendant 10 ans des titulaires ou le cas échéant, chacun des co- titulaires de toute concession d'exploitation des gisements d'hydrocarbures à compter de la date de mise en production régulière de toute concession d'exploitation. | Art 6 (II-B-  2°) | 5 | 5 |

27

**RAPPORT SUR LES DEPENSES FISCALES**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Référence | Coût 2023 actualisé | Coût 2024 |
| 13.006.18 | Exonération totale | Exonération des fonds de placements collectifs en titrisation (FPCT). | Art 6 (I-A-  17°) | 2 | 3 |
| 13.006.11 | Exonération totale | Exonération de la Banque Islamique de Développement (BID) | Art 6 (I-A-  11°) | 2 | 2 |
| 13.006.52 | Exonération totale | Exonération de l’IS retenu à la source des dividendes et autres produits de participations similaires de source étrangère versés, mis à la  disposition ou inscrits en compte par les sociétés ayant le statut "Casablanca Finance City" à l’exclusion des établissements de crédit et des  entreprises d’assurances et de réassurance | Art 6 (I-C-  1°) | 9 | 1 |
| 13.006.16 | Exonération totale | Exonération de l'Agence de logements et d'équipements militaires (ALEM) | Art 6 (I-A-  15°) | 42 | Minime importance |
| 13.006.53 | Exonération totale | Exonération de l’IS retenu à la source des bénéfices et dividendes distribués par les titulaires d'une concession d'exploitation des  gisements d'hydrocarbures. | Art 6 (I-C-  1°) | 5 | Minime importance |
| 13.006.36 | Exonération totale | Exonération de la Fondation Mohammed VI des sciences et de la santé, pour l’ensemble de ses activités ou opérations et pour les revenus éventuels y afférents. | Art 6(I-A- 35°) |  | Minime importance |
| 13.006.21 | Exonération totale | Exonération de la société "Sala Al-Jadida". | Art 6 (I-A-  20°) | Minime importance | Minime importance |
| 13.006.19 | Exonération totale | Exonération des organismes de placements en capital risque (ex OPCR) ou appelés récemment organismes de placement collectif en capital (OPCC) | Art 6 (I-A-  18°) | Minime importance | Minime importance |
| 13.006.15 | Exonération totale | Exonération de l’Agence Bayt Mal Al Quods  Acharif. | Art 6 (I-A-  14°) | Minime importance | Minime importance |
| 13.006.76 | Exonération partielle | Exonération de l’IS, pendant 4 ans des sociétés exploitant les centres de gestion de comptabilité agréés, suivant la date de leur agrément | Art 6 (II-B-  3°) | Minime importance | Minime importance |
| 13.006.79 | Exonération partielle | Exonération totale de l’impôt sur les sociétés  pendant une période de cinq (5) ans consécutifs  des sociétés de gestion des résidences immobilières de promotion touristique et les établissements d’animation touristique pour la partie de la base imposable correspondant à leur chiffre d’affaires réalisé en devises dûment rapatriées directement par elles ou pour leur compte par l'intermédiaire d'agences de voyages | Art 6 (II-B-  5°) | Minime importance | Minime importance |
| 13.006.81 | Exonération partielle | Exonération totale de l’impôt sur les sociétés pendant une période de cinq (5) exercices consécutifs, à compter du premier exercice d’exploitation pour les sociétés sportives. | Art 6 (II-B-  7°) | Minime Importance | Minime Importance |
| 13.006.14 | Exonération totale | Exonération de la Société Financière Internationale (SFI) | Art 6 (I-A-  13°) | Minime importance | Minime importance |

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L’ANNEE 2025*

28

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Référence | Coût 2023 actualisé | Coût 2024 |
| 13.010.05 | Déduction | Déduction des dons en argent ou en nature  octroyés à l’Université Al Akhawayne d’Ifrane. | Art 10 (I-B-  2°) | Minime importance | Minime importance |
| 13.010.08 | Déduction | Déduction des dons en argent ou en nature octroyés à la Fondation Cheikh Zaïd Ibn Soltan. | Art 10 (I-B-  2°) | Minime importance | Minime importance |
| 13.247.06 | Exonération partielle | Exonération de l'IS pendant une période de 8 ans au titre des revenus professionnels ou de plus- value réalisée en cas de cession de logements affectées à la location dans le cadre d'une convention conclue avec l'Etat par les bailleurs, ayant pour objet l’acquisition d’au moins vingt-  cinq (25) logements sociaux, en vue de les  affecter pendant une durée minimale de huit (8)  ans à la location à usage d’habitation principale. | Art 247 (XVI-B bis) | Minime importance | Minime importance |
| 13.247.08 | Réduction | Application d’une réduction de 50% en matière d’IS au titre de la plus-value réalisée lors de la cession partielle ou totale ultérieure des titres correspondant à la valeur d'apport à l’OPCI. | Art 247 (XXVI-A) | Minime importance | Minime importance |
| 13.006.20 | Exonération totale | Exonération de la Société Nationale  d’Aménagement Collectif (SONADAC). | Art 6 (I-A-  19°) | Minime importance | Minime importance |
| 13.006.83 | Exonération partielle | Exonération totale de l’impôt sur les sociétés durant les cinq (5) premiers exercices pour l'Agence spéciale Tanger-Méditerranée, ainsi que  les sociétés intervenant dans la réalisation, l’aménagement, l’exploitation et l’entretien du projet de la zone spéciale de développement Tanger-Méditerranée et qui s’installent dans les zones d’accélération industrielle. | Art 6 (II-B-  9°) | Minime Importance | Minime Importance |
| 13.006.88 | Réduction | Réduction de l’IS des entreprises qui prennent des participations dans le capital des jeunes entreprises innovantes en nouvelles technologies  « start up ». | Art 6 (IV) et Art 7 (XII) | Minime importance | Minime importance |
| 13.010.16 | Déduction | Déduction des dons en argent ou en nature octroyés à l'Agence Spéciale Tanger- Méditerranée. | Art 10 (I-B-  2°) | Minime importance | Minime importance |
| 13.010.20 | Déduction | Déduction des dons en argent ou en nature octroyés aux associations de micro-crédit. | Art 10 (I-B-  2°) | Minime importance | Minime importance |
| 13.247.02 | Exonération totale | Exonération des promoteurs immobiliers pour leurs actes, activités et revenus afférents à la réalisation de programme de construction de 200 logements en milieu urbain et/ou 50 logements en milieu rural répartis sur une période maximum de cinq (5) ans à compter de la date de la délivrance de la première autorisation de construire. Cette exonération concerne les logements à faible valeur immobilière dont la superficie couverte est de cinquante (50) à soixante (60) m*²* et la valeur immobilière totale n’excède pas 140.000 DHS TTC. | Art 247 (XII-A°) | Minime importance | Minime importance |
|  |  | Total |  | 2 137 | 2 843 |

29

**RAPPORT SUR LES DEPENSES FISCALES**

## DEPENSES FISCALES RELATIVES A L’IR

***Tableau 11: Mesures dérogatoires de l'IR évaluées***

**En millions de dirhams**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Référence | Coût 2023 actualisé | Coût 2024 |
| 14.060.01 | Abattement | Application sur le montant brut imposable des pensions et rentes viagères pour la détermination du revenu net imposable en matière de pensions d'un abattement forfaitaire de :  -70% sur le montant brut annuel inférieur ou égal à 168.000 dirhams ;  -40% pour le surplus. | Art 60 (I) | 890 | 945 |
| 14.047.01 | Exonération totale | Exonération des contribuables qui disposent de revenus agricoles et qui réalisent un chiffre d’affaires annuel inférieur à cinq millions (5.000.000) de dirhams au titre desdits revenus. | Art 47 (I) | 603 | 671 |
| 14.057.10 | Exonération totale | Exonération des prestations servies au terme d'un contrat d'assurance sur la vie, d'un contrat de capitalisation ou d’un contrat d’investissement Takaful, dont la durée est au moins égale à 8 ans. | Art 57 (10°) | 484 | 520 |
| 14.063.03 | Exonération totale | Sans préjudice de l’application des dispositions de l’article 144 II-2°, exonération du profit réalisé sur la cession d'un immeuble ou partie  d'immeuble occupé à titre d'habitation principale depuis au moins cinq (5) ans au jour de ladite cession, par son propriétaire ou par les membres des sociétés à objet immobilier réputées fiscalement transparentes. | Art 63 (II- B°) | 476 | 516 |
| 14.045.01 | Exonération totale | Exonération de l’IR retenu à la source des intérêts perçus par les non-résidents au titre des prêts consentis à l’État ou garantis par lui. | Art 45 | 418 | 450 |
| 14.028.22 | Déduction | Déduction dans la limite de 10% du revenu global imposable du montant des intérêts afférents aux prêts accordés aux contribuables par les établissements de crédit et organismes assimilés et par les œuvres sociales ainsi que par les  entreprises en vue de l’acquisition ou de la  construction de logements à usage d’habitation  principale. | Art 28 (II) | 347 | 410 |
| 14.063.07 | Exonération totale | Exonération des donations portant sur les biens immeubles ou droits réels immobiliers effectuées entre ascendants et descendants, entre époux,  frères et sœurs et entre la personne assurant la Kafala dans le cadre d’une ordonnance du juge des tutelles et l'enfant pris en charge et sur les  biens immeubles ou droits réels immobiliers revenant aux associations reconnues d’utilité publique et inscrits au nom des personnes physiques. | Art 63 (III) | 298 | 323 |
| 14.161.02 | Exonération totale | Exonération de l'IR au titre des profits fonciers réalisés suite à l'apport de biens immeubles et/ou de droits réels immobiliers par des personnes physiques à l'actif immobilisé d'une société autre que les OPCI. | Art 161 bis (II) | 186 | 254 |
| 14.063.02 | Exonération totale | Le profit réalisé par toute personne qui effectue dans l’année civile des cessions d’immeubles dont la valeur totale n’excède pas 140 000 DHS. | Art 63 (II- A°) | 221 | 239 |

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L’ANNEE 2025*

30

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Référence | Coût 2023 actualisé | Coût 2024 |
| 14.057.07 | Exonération totale | Exonération dans la limite d’un million (1.000.000) dirhams au titre du montant total des indemnités suivantes :  \*l’indemnité de licenciement,  \*l’indemnité de départ volontaire  \*et toute indemnité pour dommages et intérêts  accordés en cas de licenciement, dans la limite fixée par la législation et la réglementation en vigueur. | Art 57 (7°) | 162 | 205 |
| 14.073.26 | Taxation forfaitaire | Application d'un taux réduit de 20% pour les traitements, émoluments et salaires bruts versés aux salariés qui travaillent pour le compte des sociétés ayant le statut « Casablanca Finance City  », conformément à la législation et la réglementation en vigueur, à l’exclusion des établissements de crédit et des entreprises d’assurances et de réassurance, pour une période maximale de dix (10) ans à compter de la date de prise de leurs fonctions. | Art 73 (II-F-  9) | 140 | 170 |
| 14.068.04 | Exonération totale | Exonération des intérêts perçus par les personnes physiques titulaires de comptes d’épargne auprès de la caisse d’épargne nationale. | Art 68 (IV) | 96 | 104 |
| 14.247.12 | Exonération totale | A titre transitoire, l'exonération en matière de l’impôt sur le revenu du salaire versé par une entreprise, association ou coopérative, quelle que soit la date de sa création, à un salarié à l’occasion de son premier recrutement durant la période allant du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2026, et ce, pendant les trente-six (36) premiers mois à compter de la date dudit recrutement. | Art 247 (XXXIII) | 51 | 102 |
| 14.076.01 | Réduction | Réduction de 80% du montant de l'impôt dû au titre des pensions de retraite de source étrangère et correspondant aux sommes transférées à titre définitif en dirhams non convertible. | Art 76 | 85 | 81 |
| 14.059.01 | Abattement | Abattement des frais professionnels de 40% non plafonnés pour le personnel naviguant de la marine marchande et de la pêche maritime. | Art 59 (I- C°) | 61 | 61 |
| 14.247.03 | Exonération partielle | Exonération des promoteurs immobiliers pour leurs actes, activités et revenus afférents à la réalisation, dans le cadre d’une convention  conclue avec l’Etat, d’un programme de  construction d'au moins 500 logements sociaux,  étalé sur une période maximum de 5 ans. Les promoteurs immobiliers peuvent également conclure avec l’Etat, dans les mêmes conditions,  une convention pour la réalisation d’un  programme de construction d’au moins cent 100  logements sociaux en milieu rural | Art 247 (XVI-A°) | 52 | 52 |
| 14.057.06 | Exonération totale | Exonération des indemnités journalières de maladies d’accident et de maternité et les allocations décès. | Art 57 (6°) | 38 | 38 |
| 14.161.01 | Exonération totale | Exonération de l'IR des personnes physiques exerçant à titre individuel, en société de fait ou dans l'indivision une activité professionnelle selon le régime du RNR ou celui du RNS au titre de la plus-value nette réalisée à la suite de l'apport de l'ensemble des éléments de l'actif et du passif de leur entreprise à une société soumise à l’IS | Art 161 ter (I) | 43 | 31 |

31

**RAPPORT SUR LES DEPENSES FISCALES**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Référence | Coût 2023 actualisé | Coût 2024 |
| 14.057.04 | Exonération totale | Exonération des pensions d’invalidité servies aux  personnes concernées et à leurs ayants cause | Art 57 (4°) | 27 | 27 |
| 14.247.11 | Abattement | A titre transitoire et par dérogation aux dispositions de l’article 60-III ci-dessus, le revenu net soumis à l’impôt sur le revenu, au titre des revenus versés aux sportifs professionnels, entraineurs, éducateurs et à l’équipe technique, est déterminé par application d’un abattement de  :  - 90% au titre de l’année 2021, 2022 et 2023 ;   * 80% au titre de l’année 2024 ; * 70% au titre de l’année 2025 ; * 60% au titre de l’année 2026. | Art 247 (XXXII) | 10 | 25 |
| 14.057.20 | Exonération partielle | Exonération du salaire mensuel brut plafonné à dix mille (10.000) dirhams, pour une durée de vingt-quatre (24) mois à compter de la date de recrutement du salarié, versé par une entreprise, association ou coopérative créée durant la période allant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2026 dans la limite de dix (10) salariés. | Art 57 (20°) | 23 | 17 |
| 14.057.19 | Exonération totale | le montant de l’abondement versé dans le cadre d’un plan d’épargne entreprise par l’employeur à son salarié, dans la limite de 10% du montant  annuel du revenu salarial imposable. | Art 57 (19°) | 13 | 11 |
| 14.057.05 | Exonération totale | Exonération des rentes viagères et allocation temporaires accordées aux victimes d’accidents du travail. | Art 57 (5°) | 11 | 11 |
| 14.063.05 | Exonération totale | Exonération du profit réalisé sur la cession de droits indivis d’immeubles agricoles situés à l’extérieur des périmètres urbains entre cohéritiers. | Art 63 (II- C°) | 10 | 11 |
| 14.063.06 | Exonération totale | Exonération du profit réalisé à l’occasion de la cession d'un logement dont la superficie couverte est comprise entre 50 m2 et 80 m2 et le prix de cession n’excédé pas 250 000 DHS H.T, occupé par son propriétaire à titre d'habitation principale depuis au moins 4 ans au jour de ladite cession. | Art 63 (II- D°) | 5 | 6 |
| 14.057.14 | Exonération totale | Exemption de l’abondement à hauteur de 10% de la valeur de l’action à la date d’attribution supporté par la société employeuse dans le cadre de l’attribution d’option de souscription ou d’achat d’actions par ladite société à ses salariés décidée par l’assemblée générale extraordinaire. | Art 57 (14°) | 62 | 4 |
| 14.057.16 | Exonération partielle | Exonération de l'indemnité de stage mensuelle brute plafonnée à 6.000 dirhams versée au  stagiaire, lauréat de l’enseignement supérieur ou de la formation professionnelle ou titulaire d’un baccalauréat, recruté par les entreprises du secteur privé, pour une période de vingt-quatre  (24) mois | Art 57 (16°) | 2 | 2 |
| 14.068.03 | Exonération totale | Exonération des dividendes et autres produits de participation similaires de source étrangère versés, mis à la disposition ou inscrits en compte des non-résidents par les sociétés installées dans les zones d’accélération industrielle et par celles  ayant le statut "Casablanca Finance City". | Art 68 (III) | 1 | 1 |

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L’ANNEE 2025*

32

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Référence | Coût 2023 actualisé | Coût 2024 |
| 14.057.21 | Exonération totale | Exonération des rémunérations et indemnités brutes, occasionnelles ou non, versées par une entreprise à des étudiants inscrits dans le cycle de doctorat et dont le montant mensuel ne dépasse pas six mille (6 000) dirhams, pour une période de trente-six (36) mois à compter de la date de conclusion du contrat de recherches | Art 57 (21°) | 1 | 1 |
| 14.028.07 | Déduction | Déduction des dons en argent ou en nature octroyés à la Fondation Cheikh Zaïd Ibn Soltane. | Art 28 (I) | Minime importance | Minime Importance |
| 14.031.05 | Exonération partielle | Les entreprises hôtelières et les établissements d’animation touristique bénéficient, pour la partie de la base imposable correspondant à leur CA réalisé en devises dûment rapatriées directement  par elles ou pour leur compte par l’intermédiaire d’agences de voyages de l’exonération totale de l’IR pendant 5 ans qui court à compter de l’exercice au cours duquel la 1ère opération d’hébergement a été réalisée en devises. | Art 31 (I-B-  2°) | Minime Importance | Minime Importance |
| 14.031.18 | Réduction | Les contribuables dont les revenus professionnels sont déterminés selon le régime du résultat net réel ou celui du résultat net simplifié, bénéficient d’une réduction d’impôt égale au montant de  l’impôt correspondant au montant de leur prise  de participation dans le capital des entreprises  innovantes en nouvelles technologies, telles que prévues par l’article 6-IV du CGI , à condition que les titres reçus en contrepartie de cette participation soient inscrits dans un compte de l’actif immobilisé. | Art 31 (III) | Minime Importance | Minime Importance |
| 14.035.01 | Facilités de trésorerie | Possibilité de procéder à l'amortissement dégressif des biens d'équipement. | Art 35 | Minime Importance | Minime Importance |
| 14.057.22 | Exonération totale | Exonération du capital décès versé aux ayants droit des fonctionnaires civils et militaires et agents de l’Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics, en vertu des lois et règlements en vigueur | Art 57 (22°) | Minime Importance | Minime Importance |
| 14.059.02 | Déduction | Déduction du montant du revenu brut imposable des remboursements en principal et intérêts des prêts contractés ou du coût d’acquisition et la rémunération convenue d'avance dans le cadre  du contrat "Mourabaha" ou du coût d'acquisition et la marge locative payée dans le cadre du contrat « Ijara Mountahia Bitamlik » pour l'acquisition de logements sociaux, destinés à l'habitation principale. | Art 59 (V) | Minime Importance | Minime Importance |
| 14.068.02 | Exonération totale | Exonération du profit ou la fraction du profit afférent à la partie de la valeur ou des valeurs des cessions de valeurs mobilières et autres titres de capital et de créance réalisées au cours d'une année civile qui n'excèdent pas le seuil de 30 000 dirhams. | Art 68 (II) | Minime Importance | Minime Importance |
| 14.068.07 | Exonération totale | Exonération des revenus et profits de capitaux mobiliers réalisés dans le cadre d’un plan d’épargne en actions dont le montant des versements effectués dans ledit plan, ne dépasse  pas deux millions (2 000 000) de dirhams. | Art 68 (VII) | Minime Importance | Minime Importance |
| 14.068.08 | Exonération totale | Exonération des revenus et profits de capitaux mobiliers réalisés dans le cadre d’un plan d’épargne Entreprise. | Art 68 (VIII) | Minime Importance | Minime Importance |

33

**RAPPORT SUR LES DEPENSES FISCALES**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Référence | Coût 2023 actualisé | Coût 2024 |
| 14.073.09 | Taxation forfaitaire | Application d'un taux réduit de 15% aux profits nets résultant des cessions d’actions cotées en bourse. | Art 73 (II-C- 1-a°) | Minime Importance | Minime Importance |
| 14.161.03 | Exonération totale | Exonération de l'IR des exploitants agricoles individuels ou copropriétaires dans l’indivision soumis à l’impôt sur le revenu au titre de leurs revenus agricoles et qui réalisent un chiffre d’affaires égal ou supérieur à cinq millions (5.000.000) de dirhams, au titre de la plus-value nette réalisée suite à l’apport de l’ensemble des éléments de l’actif et du passif de leur exploitation agricole à une société soumise à l’IS | Art 161 ter (II) | Minime Importance | Minime Importance |
| 14.057.23 | Exonération totale | Exonération de la solde et les indemnités versées aux appelés au service militaire conformément à la législation et la réglementation en vigueur | Art 57 (23°) | Minime Importance | Minime Importance |
| 14.047.03 | Réduction | Les exploitants agricoles imposables bénéficient d’une réduction d’impôt égale au montant de l’impôt correspondant au montant de leur prise de participation dans le capital des entreprises  innovantes en nouvelles technologies, telles que prévues par l’article 6-IV du CGI, à condition que les titres reçus en contrepartie de cette participation soient inscrits dans un compte de l’actif immobilisé. | Art 47 (III) | Minime Importance | Minime Importance |
| 14.057.18 | Exonération totale | Exonération au titre des revenus salariaux, des prix littéraires et artistiques dont le montant ne dépasse pas annuellement 100 000 Dhs. | Art 57 (18°) | Minime Importance | Minime Importance |
| 14.060.03 | Abattement | Abattement forfaitaire de 50% sur le montant brut imposable des revenus salariaux perçus par les sportifs professionnels, les entraineurs, les éducateurs et par l’équipe technique. | Art 60 (III) | Minime Importance | Minime Importance |
| 14.068.01 | Exonération totale | Exonération de la donation entre ascendants et descendants et entre époux, frères et sœurs et entre la personne assurant la Kafala dans le cadre d’une ordonnance du juge des tutelles et l’enfant pris en charge, des valeurs mobilières et autres titres de capital et de créance. | Art 68 (I) | Minime Importance | Minime Importance |
| 14.068.05 | Exonération totale | Exonération des intérêts servis au titulaire d’un plan d’épargne logement. | Art 68 (V) | Minime Importance | Minime Importance |
| 14.068.06 | Exonération totale | Exonération des intérêts servis au titulaire d’un plan d’épargne éducation. | Art 68 (VI) | Minime Importance | Minime Importance |
| 14.073.11 | Taxation forfaitaire | Application d'un taux réduit de 15% au rachat ou au retrait des titres ou de liquidités d’un plan d’épargne en actions avant la durée prévue par la loi. | Art 73 (II-C- 1-c°) | Minime Importance | Minime Importance |
| 14.031.06 | Exonération partielle | Les entreprises qui exercent leurs activités dans les zones d’accélération industrielle bénéficient de l'exonération totale durant les cinq (5) premiers exercices consécutifs à compter de la date du début de leur exploitation. | Art 31 (I-B-  3°) | Minime Importance | Minime Importance |

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L’ANNEE 2025*

34

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Référence | Coût 2023 actualisé | Coût 2024 |
| 14.028.24 | Déduction | Déduction dans la limite de 10% du revenu global imposable du montant de « la marge locative » défini dans le cadre du contrat « Ijara Mountahia Bitamlik », payé par les contribuables aux établissements de crédit et aux organismes assimilés, en vue de l’acquisition ou de la  construction de logements à usage d’habitation  principale. | Art 28 (II) | Minime Importance | Minime Importance |
| 14.028.23 | Déduction | Déduction dans la limite de 10% du revenu global imposable du montant de la rémunération convenue d’avance entre les contribuables et les établissements de crédit et les organismes assimilés dans le cadre d’un contrat « Mourabaha  » en vue de l’acquisition ou de la construction de logements à usage d’habitation principale. | Art 28 (II) | Minime Importance | Minime Importance |
| 14.161.05 | Exonération totale | Exonération de l'I.R de la plus-value nette réalisée à la suite de l’apport de biens immeubles inscrits à l'actif immobilisé des contribuables soumis à l'IR  au titre de leurs revenus professionnels déterminés selon le régime du RNR ou celui du RNS, à un organisme de placement collectif immobilier (O.P.C.I). | Art 161quinq(A) |  | Minime Importance |
| 14.028.04 | Déduction | Déduction des dons en argent ou en nature octroyés à l’Université Al Akhawayne d’Ifrane. | Art 28 (I) | Minime Importance | Minime Importance |
|  |  | Total |  | 4 817 | 5 289 |

35

**RAPPORT SUR LES DEPENSES FISCALES**

## DEPENSES FISCALES RELATIVES AUX DET, TSAV ET TCA

***Tableau 12: Mesures dérogatoires des DET, TSAV et TCA évaluées***

**En millions de dirhams**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Référence | Coût 2023 actualisé | Coût 2024 |
| 50.133.07 | Réduction | Taux réduit de 1,5% pour les donations en ligne directe et entre époux, frères et sœurs, d'immeubles, de fonds de commerce, de parts dans les G.I.E, d'actions ou de parts de sociétés. | Art 133 (I- C-4°) | 331 | 290 |
| 50.247.02 | Exonération totale | Exonération des promoteurs immobiliers pour leurs actes, activités et revenus afférents à la réalisation, dans le cadre d’une convention  conclue avec l’Etat, d’un programme de  construction d'au moins 500 logements sociaux,  étalé sur une période maximum de 5 ans. Les promoteurs immobiliers peuvent également conclure avec l’Etat, dans les mêmes conditions,  une convention pour la réalisation d’un programme de construction d’au moins cent 100  logements sociaux en milieu rural Cette  exonération est également accordée à l’acquisition des terrains dans le cadre d’un contrat « Mourabaha » conclu à compter du 1er janvier 2020. | Art 247 (XVI-A°) | 160 | 191 |
| 50.133.11 | Réduction | Taux réduit de 3% pour la première vente de logements sociaux et de logements à faible valeur immobilière ainsi que la première acquisition desdits logements par les établissements de crédit et organismes assimilés, objet d'opérations commerciales ou financières, dans le cadre d'un contrat" Mourabaha", " Ijara Mountahia Bitamlik" ou "Moucharaka Moutanakissa" | Art 133 (I- B-7°) | 129 | 129 |
| 50.133.15 | Réduction | Taux réduit à 1,5% pour les actes translatifs entre co-indivisaires de droits indivis de propriétés agricoles | Art 133 (I- C-9°) | 31 | 28 |
| 50.129.60 | Exonération totale | Les actes constatant les opérations de crédit passées entre des particuliers et des établissements de crédit et organismes assimilés, ainsi que les opérations de crédit immobilier pour l’acquisition ou la construction d'habitation  principale. | Art 129 (V-  4°) | 9 | 7 |
| 50.129.06 | Exonération totale | Contrats de louage de service constatés par écrit. | Art 129 (III-  3°) | Minime importance | Minime importance |
| 50.129.13 | Exonération totale | Actes et opérations de la société SONADAC pour la réalisation des logements relevant des projets  « Annassim » | Art 129 (III-  9°) | Minime importance | Minime importance |
| 50.129.16 | Exonération totale | Actes et opérations de la Fondation « Cheikh Zaid Ibn Soltan » | Art 129 (III-  10°) | Minime importance | Minime importance |
| 50.129.23 | Exonération totale | Baux, cession de baux, sous location d’immeubles ou de droits réels immobiliers conclus verbalement | Art 129 (III-  14°) | Minime importance | Minime importance |
| 50.129.24 | Exonération totale | Actes et écrits ayant pour objet la protection des pupilles de la nation. | Art 129 (III-  15°) | Minime importance | Minime importance |

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L’ANNEE 2025*

36

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Référence | Coût 2023 actualisé | Coût 2024 |
| 50.129.27 | Exonération totale | Exonération des contrats d’assurances passés par ou pour le compte des entreprises d'assurances et de réassurance, qui sont soumis à la taxe sur les  contrats d'assurances. | Art 129 (III-  18°) | Minime importance | Minime importance |
| 50.129.32 | Exonération totale | Transfert des biens du domaine privé de l’Etat à  l'Agence Spéciale Tanger-Méditerranée. | Art 129 (IV-  7°) | Minime importance | Minime importance |
| 50.129.34 | Exonération totale | Les droits de mutation afférents à la prise en charge du passif des Sociétés et Groupement d’intérêt économique qui procèdent, dans les 3 années de la réduction du capital, à la reconstitution totale ou partielle de ce capital. | Art 129 (IV- 8°a) | Minime importance | Minime importance |
| 50.129.41 | Exonération totale | Les actes relatifs à la constitution des Fonds de placements collectifs en titrisation, à l’acquisition d’actifs, à l’émission et à la cession d’obligations et de parts, à la modification des règlements de  gestion et aux autres actes relatifs au fonctionnement desdits fonds. Bénéficie également de l'exonération, le rachat postérieur d'actifs immobiliers par l'établissement initiateur, ayant fait l'objet préalablement d'une cession au fonds dans le cadre d'une opération de titrisation. | Art 129 (IV-  12°) | Minime importance | Minime importance |
| 50.129.43 | Exonération totale | Actes, activités ou opérations de l’Université AL Akhawayn d’Ifrane. | Art 129 (IV-  18°) | Minime importance | Minime importance |
| 50.129.57 | Exonération totale | Les actes concernant les opérations effectuées par le fond Afrique 50, ainsi que les acquisitions réalisées à son profit. | Art 129 (V-  1°) | Minime importance | Minime importance |
| 50.129.58 | Exonération totale | Les actes et écrits concernant les opérations effectuées par la Banque Islamique de Développement et ses succursales, ainsi que les acquisitions qui leur profitent. | Art 129 (V-  2°) | Minime importance | Minime importance |
| 50.129.61 | Exonération totale | Exonération des actes concernant les opérations effectuées par la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement ainsi que les acquisitions réalisées à son profit, lorsque la banque supporte seule et en définitive la charge de l’impôt | Art 129 (V-  8°) | Minime importance | Minime importance |
| 50.133.17 | Réduction | Taux réduit à 1% pour les cessions de titres d'obligations dans les sociétés ou entreprises et de titres d'obligations des collectivités locales et des établissements publics. | Art 133 (I- D-1°) | Minime importance | Minime importance |
| 50.162.01 | Réduction | Application d'un taux fixe de 1000 Dhs pour les opérations d’apport dans le cadre de scission de sociétés, en ce qui concerne le droit de mutation relatif à la prise en charge du passif | Art 162 (II- F) | Minime importance | Minime importance |
| 50.247.01 | Exonération totale | Exonération des promoteurs immobiliers pour leurs actes, activités et revenus afférents à la réalisation de programme de construction de 200 logements en milieu urbain et/ou 50 logements en milieu rural répartis sur une période maximum de cinq (5) ans à compter de la date de la délivrance de la première autorisation de construire. Cette exonération concerne les logements à faible valeur immobilière dont la superficie couverte est de cinquante (50) à soixante (60) m*²* et la valeur immobilière totale n’excède pas 140.000 DHS TTC. | Art 247 (XII-A°) | Minime importance | Minime importance |

37

**RAPPORT SUR LES DEPENSES FISCALES**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Référence | Coût 2023 actualisé | Coût 2024 |
| 50.247.05 | Exonération totale | Exonération des acquéreurs de logements construits par les promoteurs immobiliers, qui réalisent dans le cadre d’une convention conclue  avec l’Etat un programme de construction d’au  moins cent cinquante (150) logements dont le prix  de vente du mètre carré couvert ne doit pas excéder six mille (6.000) dirhams et la superficie couverte doit être comprise entre quatre-vingts  (80) et cent vingt (150) mètres carrés. | Art 247 (XXII) | Minime importance | Minime importance |
| 50.129.12 | Exonération totale | Actes et opérations afférents à l’activité de la  Société Sala Al jadida | Art 129 (III-  8°) | Minime importance | Minime importance |
| 50.129.17 | Exonération totale | Actes et opérations de la Fondation « Kalifa Ibn Zaid » | Art 129 (III-  10°) | Minime importance | Minime importance |
| 50.129.21 | Exonération totale | Opérations des Associations syndicales des propriétaires urbains | Art 129 (III-  11°) | Minime importance | Minime importance |
| 50.129.22 | Exonération totale | Actes constatant la vente ou la location par bail emphytéotique de lots domaniaux équipés par l’Etat ou les collectivités locales et destinés au recasement des habitants des quartiers insalubres | Art 129 (III-  13°) | Minime importance | Minime importance |
| 50.129.29 | Exonération totale | Exonération des actes d'acquisition de terrains pour la construction de cités, résidences et campus universitaires constitués d'au moins 50 chambres dont la capacité d'hébergement est au maximum de 2 lits par chambre dans un délai de 3 ans et ce, dans le cadre d'une convention conclue avec l'Etat. | Art 129 (IV-  2°) | Minime importance | Minime importance |
| 50.129.35 | Exonération totale | Les droits de mutation afférents à la prise en charge du passif en cas de fusion de sociétés par actions ou à responsabilité limitée. | Art 129 (IV- 8°b) | Minime importance | Minime importance |
| 50.129.36 | Exonération totale | Les droits de mutation afférents à la prise en charge du passif en cas d'augmentation de capital des sociétés dont les actions sont cotées en bourse. | Art 129 (IV- 8°c) | Minime importance | Minime importance |
| 50.129.37 | Exonération totale | Les actes relatifs aux variations du capital et aux modifications des statuts ou des règlements de gestion des organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) et des organismes de placement collectif immobilier (OPCI) précités ainsi que des organismes de placement en capital risque, institués par la loi n°41-05 précitée. | Art 129 (IV- 10°et11°) | Minime importance | Minime importance |
| 50.129.42 | Exonération totale | Acte de cautionnement bancaire ou hypothécaire en garantie de paiement des droits d’Enregistrement ainsi que les mainlevées  délivrées par l’inspecteur des impôts chargé de  l’enregistrement. | Art 129 (IV-  17°) | Minime importance | Minime importance |
| 50.129.47 | Exonération totale | Les actes de constitution et d’augmentation de capital des sociétés ayant le statut Casablanca Finance City. | Art 129 (IV-  22°) | Minime importance | Minime importance |

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L’ANNEE 2025*

38

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Référence | Coût 2023 actualisé | Coût 2024 |
| 50.129.50 | Exonération totale | Les actes portant acquisition de terrains nus ou comportant des constructions destinées à être démolies et réservés à la réalisation d’opérations de construction des établissements hôteliers, sous réserve des conditions prévues à l’article 130- VII.Nonobstant toutes dispositions contraires, un  « délai supplémentaire d’une année est accordé à la réalisation d’opérations de construction « des établissements hôteliers visées à l’article 129-IV- 24° « ci-dessus, pour lesquelles les terrains ont été acquis avant « la date de déclaration de l’état d’urgence sanitaire. | Art 129 (IV-  24°) | Minime importance | Minime importance |
| 50.129.55 | Exonération totale | les actes et écrits par lesquels les associations sportives procèdent à l’apport, d’une partie ou de la totalité de leurs actifs et passifs aux sociétés sportives | Art 129 (IV-  29°) | Minime importance | Minime importance |
| 50.129.56 | Exonération totale | Les actes concernant les opérations effectuées par la Banque Africaine de Développement, ainsi que les acquisitions réalisées à son profit. | Art 129 (V-  1°) | Minime importance | Minime importance |
| 50.133.16 | Réduction | Taux réduit à 1,5% pour les marchandises en stock cédées avec le fonds de commerce. | Art 133 (I- C-10°) | Minime importance | Minime importance |
| 50.133.22 | Réduction | Taux réduit à 1% pour les prorogations pures et simples de délai de paiement d'une créance. | Art 133 (I- D-6°) | Minime importance | Minime importance |
| 50.135.02 | Réduction | Application d'un taux fixe de 1000 Dhs pour les opérations de transfert et d’apport visées à l’article 161 bis du CGI | Art 135 (I-  2°) | Minime importance | Minime importance |
| 50.135.03 | Réduction | Application d'un taux fixe de 1000 Dhs pour les opérations d’apport de patrimoine visées à l’article 161 ter du CGI : pour les personnes physiques exerçant à titre individuel, en société de fait ou dans l'indivision une activité  professionnelle selon le régime du RNR ou celui du RNS et qui procèdent à l'apport de l'ensemble des éléments de l'actif et du passif de leur entreprise à une société soumise à l’IS. | Art 135 (I-  3°) | Minime importance | Minime importance |
| 50.247.06 | Exonération partielle | Exonération des actes portant acquisition d’immeubles par les partis politiques nécessaires à l’exercice de leur activité. L’exonération précitée est appliquée pour une durée de deux  années, à compter du 1er janvier 2020. | Art 247 (XXX) | Minime importance | Supprimée |
|  |  | Total |  | 660 | 645 |

39

**RAPPORT SUR LES DEPENSES FISCALES**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Taxe Spéciale Annuelle sur les Véhicules** | | | | | |
| **Code 2024** | **Mode d'incitation** | **Mesure incitative** | **Référence** | **Coût 2023 actualisé** | **Coût 2024** |
| 70.260.01 | Exonération totale | Exonération des véhicules destinés au transport en commun des personnes dont le poids total en charge ou le poids total maximum en charge tracté est inférieur ou égal à 3.000 kilos | Art 260  (1°) | 118 | 125 |
| 70.260.03 | Exonération totale | Exonération des automobiles de places ou taxis régulièrement autorisés. | Art 260  (3°) | 63 | 66 |
| 70.260.18 | Exonération totale | Exonération des véhicules utilisés pour le transport mixte, dûment autorisés dont le poids total en charge ou le poids total maximum en charge tracté est inférieur ou égal à 3 000 kilos | Art 260  (16°) | 20 | 21 |
| 70.260.16 | Exonération totale | Exonération des véhicules utilisés pour la formation et la préparation des candidats à l'obtention de permis de conduire dont le poids total en charge ou le poids total maximum en charge tracté est supérieur à 3.000 kilos | Art 260  (14°) | 15 | 16 |
| 70.262.01 | Réduction | Application du tarif essence aux véhicules utilitaires (pick up) à moteur gasoil appartenant à des personnes physiques. | Art 262-I-A | 9 | 10 |
| 70.260.13 | Exonération totale | Exonération des véhicules de collection | Art 260  (12°) | 6 | 6 |
| 70.260.06 | Exonération totale | Exonération des engins spéciaux pour travaux publics dont le poids total en charge ou le poids total maximum en charge tracté est supérieur à 3 000 kilos, figurant sur une liste fixée par voie réglementaire. | Art 260  (5°) | Minime importance | Minime importance |
| 70.260.17 | Exonération totale | Exonération des véhicules à moteur électrique et les véhicules à moteur hybride (électrique et thermique) | Art 260  (15°) | Minime importance | Minime importance |
| 70.260.05 | Exonération totale | Exonération des engins spéciaux pour travaux publics dont le poids total en charge ou le poids total maximum en charge tracté est inférieur ou égal à 3.000 kilos. | Art 260  (5°) | Minime importance | Minime importance |
| **Total** | | | | **231** | **244** |

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L’ANNEE 2025*

40

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Taxe sur les contrats d’assurances** | | | | | |
| **Code 2024** | **Mode d'incitation** | **Mesure incitative** | **Référence** | **Coût 2023 actualisé** | **Coût 2024** |
| 57.282.05 | Exonération totale | Exonération des opérations d’assurances comportant des engagements dont l’exécution dépend de la vie humaine. | Art 282  (5°) | 1 472 | 1 528 |
| 57.282.08 | Exonération totale | Exonération de la taxe sur les contrats d'assurances sur les opérations d’appel à l’épargne en vue de la capitalisation. | Art 282  (8°) | 1 298 | 1 347 |
| 57.282.10 | Exonération totale | Exonération de la taxe sur les contrats d'assurances sur les opérations effectuées par des entreprises faisant appel à l’épargne dans le but de réunir des sommes versées par des adhérents, soit en vue de les affecter à des comptes de dépôt portant intérêt, soit en vue de la  capitalisation en commun desdites sommes avec participation aux bénéfices d’autres sociétés gérées ou administrées directement ou indirectement par les entreprises précitées. | Art 282  (10°) | 681 | 707 |
| 57.282.01 | Exonération totale | Exonération des contrats d’assurances contre les  accidents du travail et les maladies professionnelles. | Art 282 (1°) | 358 | 372 |
| 57.282.02 | Exonération totale | Exonération des contrats d’assurances passés avec leurs membres, par les sociétés ou caisses d’assurances mutuelles agricoles. | Art 282  (2°) | 154 | 159 |
| 57.284.02 | Réduction | Taux réduit à 10%, au lieu de 14% pour les opérations d'assurances temporaires en cas de décès souscrites au bénéfice des organismes prêteurs | Art 284  (2°) | 57 | 59 |
| 57.284.01 | Réduction | Taux réduit à 7%, au lieu de 14% pour les opérations d'assurance maritime et de transport maritime. | Art 284  (1°) | 43 | 45 |
| 57.282.07 | Exonération totale | Exonération de la taxe sur les contrats d'assurances sur les opérations ayant pour objet le versement d’un capital en cas de mariage ou de naissance d’enfant. | Art 282  (7°) | Minime importance | Minime importance |
| 57.282.09 | Exonération totale | Exonération de la taxe sur les contrats d'assurances sur les opérations ayant pour objet l’acquisition d’immeubles au moyen de la constitution de rentes viagères. | Art 282  (9°) | Minime importance | Minime importance |
| 57.282.11 | Exonération totale | Exonération de la taxe sur les contrats d'assurances sur les opérations tontinières. | Art 282  (11°) | Minime importance | Minime importance |
| 57.282.12 | Exonération totale | Exonération de la taxe sur les contrats d'assurances sur les opérations d’épargne effectuées par les entreprises d’assurances et de réassurance Takaful en vue de l’investissement Takaful et en vertu desquelles le participant obtient, contre le versement d'une  contribution unique ou de contributions périodiques, une somme de capital constitué desdites contributions et du produit de leur placement dans une ou plusieurs opérations d’investissement Takaful | Art 282  (12°) | Minime importance | Minime importance |

41

**RAPPORT SUR LES DEPENSES FISCALES**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Taxe sur les contrats d’assurances** | | | | | |
| **Code 2024** | **Mode d'incitation** | **Mesure incitative** | **Référence** | **Coût 2023 actualisé** | **Coût 2024** |
| 57.282.03 | Exonération totale | Exonération des contrats d’assurances garantissant les  risques de guerre. | Art 282  (3°) | Minime importance | Minime importance |
| 57.282.04 | Exonération totale | Exonération des versements faits auprès de la caisse nationale de retraite et d’assurance. | Art 282  (4°) | Minime importance | Minime importance |
| 57.282.13 | Exonération totale | Exonération de la taxe sur les contrats d'assurances sur les opérations d’épargne effectuées par les entreprises d’assurances et de réassurance Takaful en vue de collecter les sommes versées par les assurés pour l’investissement en commun, en les faisant participer aux bénéfices des sociétés gérées ou administrées directement ou indirectement par l’entreprise d’assurance et de réassurance Takaful et en supportant les pertes éventuelles | Art 282  (13°) | Minime importance | Minime importance |
| **Total** | | | | **4 063** | **4 217** |

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L’ANNEE 2025*

42

## DEPENSES FISCALES RELATIVES AUX TIC

***Tableau 13: Mesures dérogatoires des TIC évaluées***

**En millions de dirhams**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Code 2024** | **Mode d'incitation** | **Mesure incitative** | **Référence** | **Coût 2023 actualisé** | **Coût 2024** |
| 07.ABE.01 | Exonération totale | Exonération des carburants, combustibles et lubrifiants consommés au cours de navigations maritimes par les bateaux de pêche battant pavillon marocain. | D (2-85-  890) | 985 | 1 092 |
| 07.ABJ.06 | Exonération totale | Exonération des combustibles suivants : le fuel-oil lourd, les houilles et le coke de pétrole utilisés par l'ONEE ou par les sociétés concessionnaires et destinés à la production de l'énergie électrique d'une puissance supérieure à 10 M.W. | Art 5 LF | 729 | 691 |
| 07.ABF.02 | Exonération totale | Exonération des carburants, combustibles et lubrifiants consommés au cours de navigations maritimes par les unités de surveillance de la marine royale. | D (2-85-  890) | 1 | 1 |
| 07.ABH.04 | Exonération totale | Exonération des carburants, combustibles et lubrifiants devant être consommés par les vedettes et canots de sauvetage de vie humaine en mer relevant du ministère chargé des pêches maritimes. | Art 7 LF | Minime importance | Minime importance |
| 07.ABI.05 | Exonération totale | Exonération des carburants, combustibles et lubrifiants devant être consommés par les embarcations déclarées auprès des délégations des pêches maritimes et utilisées pour la collecte et le ramassage des algues marines. | Art 7 LF | Minime importance | Minime importance |
| 07.ABG.03 | Exonération totale | Exonération des carburants, combustibles et lubrifiants consommés au cours de navigations maritimes par les engins de servitudes portuaires. | D (2-85-  890) | Minime importance | Minime importance |
| 70.163.00 | Exonération totale | Exonération des carburants, combustibles et lubrifiants aux navigations maritimes à destination de l’étranger. | Art 163 CDII | Minime importance | Minime importance |
| **Total** | | | | **1 716** | **1 784** |

43

**RAPPORT SUR LES DEPENSES FISCALES**

## DEPENSES FISCALES RELATIVES AUX DI

***Tableau 14: Mesures dérogatoires des DI évaluées***

**En millions de dirhams**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Référence | Coût 2023 actualisé | Coût 2024 |
| 11.ABL.02 | Exonération totale | Exonération des droits d'importation des parties, produits, matières, accessoires et assortiments nécessaires à la fabrication de la voiture économique et au véhicule utilitaire léger économique | 164-1°-o | 752 | 940 |
| 11.ABK.01 | Exonération totale | Exonération des droits d'importation des biens d’équipement, matériels et outillage acquis par certaines entreprises qui s’engagent à réaliser un investissement d’un montant égal ou supérieur à 50 Millions de Dirhams. | 164-1°-p | 1 367 | 939 |
| 11.162.00 | Exonération totale | Franchise des droits d'importation sur les envois destinés à des œuvres de bienfaisance et aux organisations non gouvernementales reconnues d’utilité publique ainsi que les marchandises destinées à être livrées à titre de dons. | 164-1°-d | 26 | 64 |
| **Total** | | | | 2 146 | 1 943 |

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L’ANNEE 2025*

44

# CHAPITRE IV : FOCUS SUR LES INCITATIONS FISCALES LES PLUS IMPORTANTES EN MATIERE DE TVA

Ce chapitre regroupe les fiches méthodologiques des mesures les plus importantes en termes de dépense fiscale au niveau de la TVA. Ces fiches exposent l’objectif de la mesure, les bénéficiaires ciblés, le secteur d’activité ciblé, le plafonnement, la méthode d’estimation de la dépense fiscale, la source des données utilisées dans les calculs, l’année de la création ou de la modification de la mesure et la dépense fiscale estimée.

***Tableau 15: Huiles de pétrole ou de schistes, brutes ou raffinées***

|  |  |
| --- | --- |
| **Description de l’incitation**  **fiscale** | **Application du taux réduit de 10% avec droit à déduction sur les huiles de pétrole ou de schistes, brutes ou raffinées** |
| Type d'impôt | TVA |
| Mode d'incitation | Réduction |
| Référence de l’incitation | Article 99(2°) ; Article 121 |
| Etat de l'incitation | Reconduite |
| Secteur d'activité | Secteur énergétique |
| Objectif | Soutenir le pouvoir d'achat |
| Bénéficiaire final de l'incitation | Ménages |
| Vocation de l’incitation | Sociale |
| Année de création ou de  modification de l’incitation | Instituée par les dispositions fiscales de l'article 15 de la loi n°30-85 relative à la taxe sur la valeur ajoutée |
| Plafonnement de  l’incitation | Non plafonnée |
| Méthode d'évaluation | * Cerner la population objet d’étude à partir des déclarations de la TVA ; * Arrêter la période d’évaluation : les trois derniers trimestres de l’année précédente et du premier trimestre de l’année en cours. * Appliquer aux bases d’imposition des déclarations des contribuables jouissant du taux réduit de 10%, le taux normal d’imposition de 20% retenu dans le cadre du système de référence ; * Recalculer la TVA due en retranchant du total TVA exigible de la déclaration de la période concernée, la TVA exigible à 10% et en ajoutant la TVA exigible à 20% tout en diminuant du total TVA déductible le montant de la TVA déductible à 10% et en ajoutant le montant de la TVA déductible à 20%, pour ensuite, estimer l’impact qui est égal à la   différence entre la TVA due recalculée et la TVA due pour chaque  déclaration. Le coût de la TVA à l’intérieur ainsi obtenu est complété par le coût de la TVA à l’importation estimé par l’ADII. |
| Source de données | L’exploitation des déclarations des contribuables via le système d’information de la DGI et des données estimées par l’ADII. |
| Coût 2024 | 6 514 MDH |

45

**RAPPORT SUR LES DEPENSES FISCALES**

***Tableau 16 : Cession de logements sociaux***

|  |  |
| --- | --- |
| **Description de l’incitation**  **fiscale** | **Exonération des opérations de cession de logements sociaux à usage d'habitation principale dont la superficie couverte est comprise entre 50 m*²* et 80 m*²*, et le prix de vente n'excède pas 250 000 DHS HT** |
| Type d'impôt | TVA |
| Mode d'incitation | Exonération totale |
| Référence de l’incitation | Article 92(I-28°) |
| Etat de l'incitation | Reconduite |
| Secteur d'activité | Activités immobilières |
| Objectif | Faciliter l'accès au logement |
| Bénéficiaire final de l'incitation | Entreprises |
| Vocation de l’incitation | Sociale |
| Année de création ou de  modification de l’incitation | Modifié et complété par la loi de finances pour l’année budgétaire 2013 |
| Plafonnement de  l’incitation | Plafonnée |
| Méthode d'évaluation | * La méthode d’évaluation consiste à déterminer le total des droits des dépenses fiscales en matière de la TVA afférente au logement social qui sont versés par le receveur de l’administration fiscale aux notaires ; * Le montant de la dépense fiscale par unité de logement est égal à 20% du prix de cession ; * Le montant global des dépenses fiscales est le cumul des droits octroyés, calculé sur la période allant du 01/04/2023 au 31/03/2024. |
| Source de données | L’exploitation des déclarations des contribuables via le système d’information de  la DGI |
| Coût 2024 | 2 369 MDH |

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L’ANNEE 2025*

46

**ANNEXE**

47

**RAPPORT SUR LES DEPENSES FISCALES**

# ANNEXE : INCITATIONS FISCALES QUALIFIEES DE DEPENSES FISCALES

#### MESURES DEROGATOIRES RELATIVES A LA TVA

#### MESURES DEROGATOIRES RELATIVES A L’IS

#### MESURES DEROGATOIRES RELATIVES A L’IR

#### MESURES DEROGATOIRES RELATIVES AUX DET

#### MESURES DEROGATOIRES RELATIVES A LA TCA

#### MESURES DEROGATOIRES RELATIVES A LA TSAV

#### MESURES DEROGATOIRES RELATIVES AUX TIC

#### MESURES DEROGATOIRES RELATIVES AUX DI

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L’ANNEE 2025*

48

1. **MESURES DEROGATOIRES RELATIVES A LA TVA**

***Tableau 17 : Mesures dérogatoires au titre de la TVA***

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Objectif | Secteur d'activité | Bénéficiaires |
| 40.099.27 | Réduction | Application du taux réduit de 10% avec droit à déduction sur les huiles de pétrole ou de schistes, brutes ou raffinées | Soutenir le pouvoir d'achat | Electricité et gaz | Ménages |
| 40.092.30 | Exonération totale | Exonération des opérations de cession de logements sociaux à usage d'habitation principale dont la superficie couverte est comprise entre 50 m*²* et 80 m*²*, et le prix de vente n'excède pas 250000 DHS HT | Faciliter l'accès au logement | Activités immobilières | Entreprises |
| 40.091.27 | Exonération totale | Exonération des prestations réalisées par les sociétés ou compagnies d'assurances qui relèvent de la "Taxe sur les Contrats d'Assurances", ainsi que les prestations réalisées dans le cadre des opérations d’assurances Takaful et de réassurance Takaful | Réduire le coût des prestations | Sécurité et prévoyance sociale | Entreprises |
| 40.091.08 | Exonération totale | Exonération de la vente à l'intérieur et à l'importation du sucre brut (de betterave, de canne et les sucres analogues-saccharose) | Soutenir le pouvoir d'achat | Industries alimentaires | Entreprises |
| 40.092.05 | Exonération totale | Exonération à l'intérieur et à l'importation de matériels destinés à usage exclusivement agricole | Développer le secteur agricole | Agriculture, pêche | Agriculteurs |
| 40.125.01 | Déduction | Déduction de la taxe non apparente sur le prix d’achat des légumineuses, fruits et légumes non transformés, d’origine locale, destinés à la production agroalimentaire vendue localement et du lait non transformé d’origine locale, destiné à la production des dérivés du lait autres que ceux visés à l’article 91 (I-A- 2° et 9°), vendus localement | Développer le secteur agricole | Agriculture, pêche | Agriculteurs |
| 40.092.06 | Facilités de trésorerie | Exonération à l'intérieur et à l'importation des biens d'investissement à inscrire dans un compte d'immobilisation acquis par les entreprises assujetties à la TVA pendant une durée de 36 mois à compter du début d'activité, à l’exclusion des véhicules acquis par les agences de location de  voitures. Cette exonération s'applique également auxdits biens | Encourager l'investissement | Tous les secteurs d'activités | Entreprises |

49

**RAPPORT SUR LES DEPENSES FISCALES**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Objectif | Secteur d'activité | Bénéficiaires |
|  |  | d'investissement acquis par les entreprises assujetties, dans le cadre de  l’opération « Mourabaha ». |  |  |  |
| 40.092.04 | Exonération totale | Exonération à l'intérieur et à l'importation des engrais | Développer le secteur agricole | Agriculture, pêche | Agriculteurs |
| 40.092.31 | Exonération totale | Exonération des opérations de construction de cités, de résidences et campus universitaires réalisées par les promoteurs immobiliers pendant une période maximum de 3 ans courant et constitués d'au moins 50 chambres, dont la capacité d'hébergement et au maximum de 2 lits par chambre dans le cadre d'une convention conclue avec l'Etat | Encourager l'Enseignement | Activités immobilières | Promoteurs immobiliers |
| 40.092.08 | Exonération totale | Exonération à l'intérieur et à l'importation des biens d'équipement destinés à l'enseignement privé ou à la formation professionnelle acquis par les établissements privés d'enseignement ou de formation professionnelle pendant une durée de 36 mois à compter du début d'activité | Encourager l'Enseignement | Education | Etablissements d'enseignement |
| 40.091.09 | Exonération totale | Exonération de la vente des dattes conditionnées produites au Maroc | Développer le secteur agricole | Agriculture, pêche | Ménages |
| 40.091.22 | Exonération totale | Exonération à l'intérieur et à l'importation des pompes à eau qui fonctionnent à l’énergie solaire ou à toute autre énergie renouvelable utilisée dans le secteur agricole. | Développer le secteur agricole | Agriculture, pêche | Agriculteurs |
| 40.094.01 | Facilités de trésorerie | Les entreprises exportatrices de produits et services peuvent, sur leur demande et dans la limite du montant du chiffre d'affaires exporté, être autorisées à recevoir en suspension de la taxe sur la valeur ajoutée à l'intérieur, les marchandises, les matières premières, les emballages irrécupérables et les services nécessaires auxdites opérations | Encourager les exportations | Exportations | Exportateurs |
| 40.091.45 | Exonération totale | Exonération des prestations fournies par les exploitants de cliniques, maisons de santé ou de traitement | Réduire le coût des prestations | Santé-Social | Entreprises |

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L’ANNEE 2025*

50

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Objectif | Secteur d'activité | Bénéficiaires |
| 40.092.55 | Exonération totale | Exonération à l'intérieur et à l'importation des produits et matières entrant dans la fabrication des panneaux photovoltaïques acquis localement ou importés par les fabricants desdits panneaux | Développer le secteur des énergies renouvelables | Energies renouvelables | Entreprises |
| 40.092.07 | Facilités de trésorerie | Exonération à l'intérieur et à l'importation, des autocars, des camions et des biens d’équipement y afférents à inscrire dans un compte d’immobilisation, acquis par les entreprises de transport international routier (TIR) pendant une durée de 36 mois à compter du début d'activité | Réduire le coût des facteurs de production | Transport | Entreprises |
| 40.091.21 | Exonération totale | Exonération des ventes portant sur les métaux de récupération | Développer le secteur minier | Extraction, exploitation et enrichissement de minerais | Entreprises |
| 40.091.26 | Exonération totale | Exonération des ventes de timbres fiscaux, papiers et impressions timbrés, émis par l'Etat. | Réduire les charges de  l’Etat | Administration publique | Etat |
| 40.123.17 | Exonération totale | Exonération à l'importation de l'or fin en lingots ou en barres | Réduire le coût des intrants | Autres secteurs | Entreprises |
| 40.091.29 | Exonération totale | Exonération à l'intérieur et à l'importation des journaux, des publications, des livres, de la musique imprimée ainsi que des CD-ROM reproduisant les publications et les livres L'exonération s'applique également aux ventes de déchets provenant de l'impression des journaux, publications et livres | Promouvoir la culture et les loisirs | Edition, imprimerie, reproduction | Auteurs-Artistes |
| 40.091.25 | Exonération totale | Exonération des ventes des ouvrages en métaux précieux fabriqués au Maroc | Valoriser les ressources minières | Secteur de l'artisanat | Fabricants et prestataires |
| 40.123.58 | Exonération totale | Exonération à l’importation des viandes congelées bovines et camelines,  importées par les Forces Armées Royales ou pour leur compte. | Réduire les charges de  l’Etat | Administration publique | Etat |

51

**RAPPORT SUR LES DEPENSES FISCALES**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Objectif | Secteur d'activité | Bénéficiaires |
| 40.091.30 | Exonération totale | Exonération des ventes à l'intérieur et à l'importation des papiers destinés à l'impression des journaux et publications périodiques ainsi qu'à l'édition, lorsqu'ils sont dirigés, sur une imprimerie | Promouvoir la culture et les loisirs | Edition, imprimerie, reproduction | Entreprises |
| 40.091.20 | Exonération totale | Exonération des ventes des tapis d'origine artisanale de production locale | Encourager l'artisanat | Secteur de l'artisanat | Fabricants et prestataires |
| 40.123.47 | Exonération totale | Exonération à l'importation des trains et matériels ferroviaires destinés au transport des voyageurs et des marchandises | Encourager l'investissement | Transport | Entreprises |
| 40.092.42 | Exonération totale | Exonération des opérations d'acquisition de biens et services nécessaires à l'activité des titulaires d'autorisations de reconnaissances, de permis de recherches ou de concessionnaires d'exploitation, ainsi que leurs contractants et sous-contractants | Développer le secteur minier | Extraction, exploitation et enrichissement de minerais | Entreprises étrangères |
| 40.092.20 | Exonération totale | Exonération à l'intérieur et à l'importation des produits et équipements pour hémodialyse | Alléger le coût de la santé | Santé-Social | Ménages |
| 40.092.18 | Exonération totale | Exonération à l'intérieur et à l'importation des biens d'équipement, matériels et outillages acquis par la fondation Cheikh Khalifa Ibn Zaid dans le cadre des missions qui lui sont dévolues par la loi | Alléger le coût de la santé | Santé-Social | Associations-Fondations |
| 40.092.41 | Exonération totale | Exonération des biens et marchandises acquis à l'intérieur par des personnes physiques non-résidentes au moment de quitter le territoire marocain et ce pour tout achat égal ou supérieur à 2000 DHS | Encourager les exportations | Exportations | Exportateurs |
| 40.092.17 | Exonération totale | Exonération à l'intérieur et à l'importation des biens d'équipement, matériels et outillages acquis par la fondation Cheikh Zaid ibn Soltan dans le cadre des missions qui lui sont dévolues par la loi | Alléger le coût de la santé | Santé-Social | Associations-Fondations |

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L’ANNEE 2025*

52

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Objectif | Secteur d'activité | Bénéficiaires |
| 40.092.36 | Exonération totale | Exonération des ventes aux compagnies de navigation, aux pêcheurs professionnels et aux armateurs de la pêche de produits destinés à être incorporés dans les bâtiments de mer | Développer le secteur agricole | Agriculture, pêche | Pêcheurs |
| 40.092.44 | Exonération totale | Exonération des véhicules neufs acquis par les personnes physiques et destinés exclusivement à être exploités en tant que voiture de location (Taxi) | Inciter le renouvellement du Parc Auto | Transport | Fabricants et prestataires |
| 40.123.22 | Exonération totale | Exonération à l'importation des biens d’équipement, matériels et outillages nécessaires à la réalisation des projets d’investissement portant sur un montant égal ou supérieur à cinquante (50) millions de dirhams, dans le cadre d’une convention conclue avec l’Etat, en cours de validité, acquis par les assujettis pendant une durée de trente-six (36) mois à compter de la date de la première opération d’importation effectuée dans le cadre de ladite convention, avec possibilité de proroger ce délai de vingt-quatre (24) mois. | Encourager l'investissement | Tous les secteurs d'activités | Entreprises |
| 40.123.10 | Exonération totale | Exonération à l'importation des bâtiments de mer, les navires, bateaux, paquebots et embarcations capables, par leurs propres moyens, de tenir la mer, comme moyens de transport et effectuant une navigation principalement maritime | Réduire le coût des facteurs de production | Transport | Entreprises |
| 40.092.51 | Exonération totale | Exonération des aliments destinés à l'alimentation des poissons et des autres animaux aquatiques ; les alevins de poissons et les larves des autres animaux aquatiques et les naissains de coquillages lorsqu’ils sont destinés à usage exclusivement aquacole | Développer le secteur aquacole | secteur aquacole | Les aquaculteurs |
| 40.091.46 | Exonération totale | Exonération des prestations fournies par les exploitants de laboratoires  d’analyses médicales | Réduire le coût des prestations | Santé-Social | Entreprises |
| 40.092.35 | Exonération totale | Exonération des opérations de vente, de réparation et de transformation portant sur les bâtiments de mer | Réduire le coût des facteurs de production | Transport | Entreprises |

53

**RAPPORT SUR LES DEPENSES FISCALES**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Objectif | Secteur d'activité | Bénéficiaires |
| 40.091.44 | Exonération totale | Exonération des prestations fournies par les médecins, médecins-dentistes, masseurs kinésithérapeutes, orthoptistes, orthophonistes, infirmiers, herboristes, sage-femmes | Réduire le coût des prestations | Santé-Social | Fabricants et prestataires |
| 40.092.19 | Exonération totale | Exonération à l'intérieur et à l'importation des biens d'équipement, matériels et outillages acquis par la fondation Mohammed VI des sciences et de la santé dans le cadre des missions qui lui sont dévolues par la loi | Encourager l'Enseignement | Education | Associations-Fondations |
| 40.092.39 | Exonération totale | Exonération de l'ensemble des actes, activités ou opérations réalisées par la société Agence Spéciale Tanger Méditerranée | Développer les zones défavorisées | Zones géographiques | Agences de développement |
| 40.123.08 | Exonération totale | Exonération à l'importation des hydrocarbures destinés à l'avitaillement des navires effectuant une navigation en haute mer et des appareils aéronautiques, effectuant une navigation au-delà des frontières à destination de l'étranger et admis en franchise des droits de douane | Réduire le coût des facteurs de production | Transport | Entreprises |
| 40.091.42 | Exonération totale | Exonération des prestations de services afférentes à la restauration, au transport et aux loisirs scolaires fournis par les établissements de l'enseignement privé au profit des élèves et des étudiants | Réduire le coût des prestations | Education | Etablissements d'enseignement |
| 40.091.47 | Exonération totale | Exonération des ventes portant sur les appareillages spécialisées destinés exclusivement aux handicapés et sur les implants cochléaires | Alléger le coût de la santé | Santé-Social | Ménages |
| 40.091.50 | Exonération totale | Exonération des opérations de crédit effectuées par les associations de micro-crédit au profit de leur clientèle | Réduire le coût du financement | Secteur financier | Ménages |
| 40.091.35 | Exonération totale | Exonération des opérations réalisées par les coopératives et leurs unions lorsque leurs activités se limitent à la collecte de matières premières auprès des adhérents et à leur commercialisation ou lorsque leur chiffre d’affaires annuel est inférieur à 10000000 de dirhams si elles exercent une activité de  transformation de matières premières collectées auprès de leurs adhérents | Encourager l'artisanat | Secteur de l'artisanat | Coopératives |

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L’ANNEE 2025*

54

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Objectif | Secteur d'activité | Bénéficiaires |
| 40.091.17 | Exonération totale | Exonération des ventes à l'intérieur et à l'importation des bougies et paraffines entrant dans leur fabrication, à l’exclusion de celles à usage décoratif et des paraffines utilisées dans leur fabrication | Soutenir le pouvoir d'achat | Industrie automobile et chimique | Ménages |
| 40.091.31 | Exonération totale | Exonération des ventes à l'intérieur et à l'importation des films documentaires ou éducatifs qui ne sont pas importés dans un but lucratif | Promouvoir la culture et les loisirs | Activités récréatives, culturelles et sportives | Etablissements d'enseignement |
| 40.091.28 | Exonération totale | Exonération des travaux de composition, d'impression et de livraison y afférents | Promouvoir la culture et les loisirs | Edition, imprimerie, reproduction | Auteurs-Artistes |
| 40.092.26 | Exonération totale | Exonération à l'intérieur et à l'importation des acquisitions de biens, matériels et marchandises effectuées par la Banque Islamique de Développement | Réduire le coût du financement | Secteur financier | Entreprises étrangères |
| 40.092.09 | Exonération totale | Exonération de l'acquisition, par les diplômés de la formation professionnelle, des biens d’équipement, matériels ou outillages pendant une durée de 36 mois à compter du début d'activité Lesdits biens sont également exonérés à l'importation qu'ils soient neufs ou d’occasions si cette importation est autorisée par l’Administration | Encourager l'investissement | Education | Entreprises |
| 40.091.37 | Exonération partielle | Exonération de l’ensemble des activités et opérations réalisées par les  sociétés sportives.  Cette exonération est accordée pour une période de 5 ans, allant du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2024. | Promouvoir la culture et les loisirs | Activités récréatives, culturelles et sportives | Entreprises |
| 40.091.19 | Exonération totale | Exonération du crin végétal | Développer le secteur agricole | Agriculture, pêche | Agriculteurs |
| 40.247.01 | Exonération totale | Exonération des promoteurs immobiliers pour leurs actes, activités et revenus afférents à la réalisation de programme de construction de 200 logements en milieu urbain et/ou 50 logements en milieu rural répartis sur une période maximum de cinq (5) ans à compter de la date de la délivrance  de la première autorisation de construire Cette exonération concerne les logements à faible valeur immobilière dont la superficie couverte est de | Faciliter l'accès au logement | Activités immobilières | Promoteurs immobiliers |

55

**RAPPORT SUR LES DEPENSES FISCALES**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Objectif | Secteur d'activité | Bénéficiaires |
|  |  | cinquante (50) à soixante ( 60) m*²* et la valeur immobilière totale n’excède  pas (140000 DHS TTC) |  |  |  |
| 40.123.34 | Exonération totale | Exonération à l'importation des équipements et matériels destinés exclusivement au fonctionnement des associations de micro-crédit | Réduire le coût du financement | Secteur financier | Ménages |
| 40.123.07 | Exonération totale | Exonération à l'importation des publications de propagande, tels que guides, dépliants, même illustrées, qui ont pour objet essentiel d'amener le public à visiter un pays, une localité, une foire, une exposition présentant un caractère général, destinées à être distribuées gratuitement et ne renfermant aucun texte de publicité commerciale | Promouvoir le tourisme | Edition, imprimerie, reproduction | Entreprises |
| 40.092.40 | Exonération totale | Exonération des biens et des services acquis ou loués par les entreprises étrangères de productions audiovisuelles, cinématographiques et télévisuelles, à l'occasion de tournage de films au Maroc | Encourager les exportations | Activités récréatives, culturelles et sportives | Entreprises étrangères |
| 40.092.33 | Exonération totale | Exonération des opérations réalisées par la société "Sala Al-jadida" dans le cadre de son activité | Faciliter l'accès au logement | Activités immobilières | Ménages |
| 40.092.32 | Exonération totale | Exonération des opérations de réalisation de logements sociaux afférents au projet "Annassim" situé dans les communes de Dar Bouazza et Lissasfa par la société nationale d'aménagement collectif (SONADAC) | Faciliter l'accès au logement | Activités immobilières | Ménages |
| 40.091.52 | Exonération totale | Exonération de l'ensemble des actes, activités ou opérations réalisés par  l'Office national des œuvres universitaires sociales et culturelles | Promouvoir la culture et les loisirs | Education | Etablissements d'enseignement |
| 40.091.51 | Exonération totale | Exonération des opérations nécessaires à la réalisation du programme de travaux objet des associations d'usagers des eaux agricoles | Développer le secteur agricole | Agriculture, pêche | Agriculteurs |
| 40.091.41 | Exonération totale | Exonération des intérêts des prêts accordés par les établissements de crédit et organismes assimilés aux étudiants de l'enseignement privé ou public ou de la formation professionnelle et destinés à financer leurs études au Maroc ou à l'étranger | Réduire le coût du financement | Education | Etablissements d'enseignement |

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L’ANNEE 2025*

56

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Objectif | Secteur d'activité | Bénéficiaires |
| 40.091.32 | Exonération totale | Exonération des opérations d'exploitation des douches publiques, de hammams et de fours traditionnels | Soutenir le pouvoir d'achat | Autres secteurs | Fabricants et prestataires |
| 40.092.54 | Exonération totale | Exonération des opérations de transfert d’actifs relatifs aux installations des énergies renouvelables réalisées dans le cadre de la loi n° 38-16 modifiant et complétant l’article 2 du dahir n° 1-63-226 du 14 rabii I 1383 (5 août 1963) portant création de l’Office national de l’électricité. | Développer le secteur des énergies renouvelables | Energies renouvelables | Entreprises |
| 40.091.53 | Exonération totale | Exonération des opérations réalisées par les centres de gestion de comptabilité agrées pendant un délai de quatre ans courant à compter de la date d'agrément | Modernisation du tissu économique | Services fournis principalement aux entreprises | Fabricants et prestataires |
| 40.123.09 | Exonération totale | Exonération à l'importation des bateaux de tout tonnage servant à la pêche maritime, | Développer le secteur agricole | Agriculture, pêche | Pêcheurs |

57

**RAPPORT SUR LES DEPENSES FISCALES**

1. **MESURES DEROGATOIRES RELATIVES A L’IS**

***Tableau 18: Mesures dérogatoires au titre de l'IS***

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Objectif | Secteur d'activité | Bénéficiaires |
| 13.006.17 | Exonération totale | Exonération des organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM). | Mobiliser l'épargne intérieure | Secteur financier | Entreprises |
| 13.247.05 | Exonération totale | Exonération des promoteurs immobiliers pour leurs actes, activités et revenus afférents à la réalisation, dans le cadre d’une convention conclue avec l’Etat, d’un programme de construction d'au moins 500 logements sociaux, étalé sur une période maximum de 5 ans. Les promoteurs immobiliers peuvent également conclure avec l’Etat, dans les mêmes conditions, une convention pour la réalisation d’un programme de construction d’au moins cent 100 logements sociaux en milieu rural. Nonobstant  toutes dispositions contraires, les « promoteurs immobiliers ayant conclu des  conventions avec « l’Etat pour la réalisation des programmes de construction de « logements sociaux dont l'autorisation de construire est « délivrée avant la date du début de l’état d’urgence sanitaire « déclaré sur l’ensemble du territoire national pour faire face « à la propagation du corona virus "covid-19", en vertu du décret « n° 2-20- 293 du 29 rejeb 1441 (24 mars 2020), bénéficient « d’un délai supplémentaire d'une année. | Faciliter l'accès au logement | Activités immobilières | Promoteurs immobiliers |
| 13.006.30 | Exonération totale | Exonération des exploitations agricoles réalisant un chiffre d’affaires annuel inférieur à  cinq millions (5.000.000) de dirhams. | Développer le secteur agricole | Agriculture, pêche | Agriculteurs |
| 13.006.27 | Exonération totale | Exonération de l’Université Al Akhawayne d’Ifrane pour l'ensemble de ses activités ou  opérations et pour les revenus éventuels y afférents. | Encourager l'Enseignement | Education | Etablissements publics |
| 13.010.22 | Facilités de trésorerie | Possibilité de procéder à l'amortissement dégressif des biens d'équipement. | Encourager l'investissement | Tous les secteurs d'activités | Entreprises |
| 13.006.32 | Exonération totale | Exonération des organismes de placement collectif immobilier (OPCI) | Encourager l'investissement | Activités immobilières | Promoteurs immobiliers |
| 13.006.12 | Exonération totale | Exonération de la Banque Africaine de Développement (BAD) | Réduire le coût du financement | Coopération internationale | Organismes internationaux |
| 13.006.26 | Exonération totale | Exonération de l’Agence Spéciale Tanger-Méditerranée. | Développer les zones défavorisées | Zones géographiques | Agences de développement |
| 13.006.10 | Exonération totale | Exonération des sociétés non-résidentes au titre des plus-values réalisées sur les cessions de valeurs mobilières cotées à la bourse des valeurs du Maroc, à l’exclusion de celles résultant de la cession des titres des sociétés à prépondérance immobilière. | Attirer l'épargne extérieure | Secteur financier | Entreprises étrangères |

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L’ANNEE 2025*

58

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Objectif | Secteur d'activité | Bénéficiaires |
| 13.006.51 | Exonération totale | Exonération de l’IS retenu à la source des dividendes et autres produits de participations similaires de source étrangère versés, mis à la disposition ou inscrits en compte des non-résidents, provenant d'activités exercées par les sociétés installées dans les zones d’accélération industrielle. | Encourager les exportations | Zones géographiques | Entreprises étrangères |
| 13.006.05 | Exonération totale | Exonération de la Fondation Cheikh Zaïd Ibn Soltan. | Alléger le coût de la santé | Santé-Social | Associations- Fondations |
| 13.006.80 | Exonération partielle | Exonération totale de l’impôt sur les sociétés pendant une période de cinq (5) exercices consécutifs des sociétés de services ayant le statut " Casablanca Finance City", à l’exclusion des établissements de crédit et des entreprises d’assurances et de réassurance | Encourager l'investissement | Secteur financier | Entreprises |
| 13.006.87 | Réduction | Réduction de l’IS de :   * 25% pour les sociétés qui introduisent leurs titres en bourse par ouverture de leur   capital au public et ce, par la cession d'actions existantes ;   * 50% pour les sociétés qui introduisent leurs titres en bourse par augmentation de capital d'au moins 20% avec abandon du droit préférentiel de souscription, destinée à être diffusée dans le public concomitamment à l'introduction en bourse desdites sociétés. | Encourager l'investissement | Secteur financier | Entreprises |
| 13.006.82 | Exonération partielle | Les entreprises qui exercent leurs activités dans les zones d’accélération industrielle bénéficient de l'exonération totale de l’impôt sur les sociétés durant les cinq (5) premiers exercices consécutifs, à compter de la date du début de leur exploitation | Encourager les exportations | Exportations | Exportateurs |
| 13.006.66 | Exonération totale | Exonération de l’IS retenu à la source des intérêts perçus par les sociétés non- résidentes au titre des prêts octroyés en devises par la banque Européenne d'Investissement (BEI) dans le cadre de projets approuvés par le gouvernement. | Réduire le coût du financement | Tous les secteurs d'activités | Entreprises |
| 13.006.78 | Exonération partielle | Exonération totale de l’impôt sur les sociétés pendant une période de cinq (5) ans consécutifs des entreprises hôtelières pour la partie de la base imposable correspondant à leur chiffre d’affaires réalisé en devises dûment rapatriées directement par elles ou pour leur compte par l’intermédiaire d’agences de voyages | Promouvoir le tourisme | Secteur touristique | Entreprises |
| 13.006.29 | Exonération totale | Exonération de la Fondation Cheikh Khalifa Ibn Zaïd pour l'ensemble de ses activités ou opérations et pour les revenus éventuels y afférents. | Alléger le coût de la santé | Santé-Social | Associations- Fondations |
| 13.006.75 | Exonération partielle | Exonération totale de l'IS pendant 10 ans des titulaires ou le cas échéant, chacun des co-titulaires de toute concession d'exploitation des gisements d'hydrocarbures à compter de la date de mise en production régulière de toute concession d'exploitation. | Développer le secteur minier | Extraction, exploitation et enrichissement de minerais | Entreprises |

59

**RAPPORT SUR LES DEPENSES FISCALES**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Objectif | Secteur d'activité | Bénéficiaires |
| 13.006.67 | Exonération totale | Les droits de location et les rémunérations analogues afférents à l’affrètement, la location et la maintenance d’aéronefs affectés au transport international | Réduire le coût du financement | Transport | Entreprises |
| 13.006.18 | Exonération totale | Exonération des fonds de placements collectifs en titrisation (FPCT). | Mobiliser l'épargne intérieure | Secteur financier | Entreprises |
| 13.006.11 | Exonération totale | Exonération de la Banque Islamique de Développement (BID) | Réduire le coût du financement | Coopération internationale | Organismes internationaux |
| 13.006.52 | Exonération totale | Exonération de l’IS retenu à la source des dividendes et autres produits de participations similaires de source étrangère versés, mis à la disposition ou inscrits en compte par les sociétés ayant le statut "Casablanca Finance City" à l’exclusion des établissements de crédit et des entreprises d’assurances et de réassurance | Encourager l'investissement | Secteur financier | Entreprises |
| 13.006.09 | Exonération totale | Exonération des coopératives et leurs unions si leur activité se limite à la collecte des matières premières auprès des adhérents et leur commercialisation ou si leur C.A annuel hors TVA est inférieur à 10 MDHS lorsqu'elles exercent une activité de transformation de matières premières et de commercialisation de produits transformés  \*Exonération des coopératives d'habitation sous réserve du respect des conditions citées à l'article 7-I-B. | Alléger le coût de la santé | Secteur de l'agriculture et de l'artisanat | Coopératives |
| 13.006.13 | Exonération totale | Exonération du Fonds Afrique 50 | Réduire le coût du financement | Coopération internationale | Organismes internationaux |
| 13.006.77 | Exonération partielle | Exonération totale de l’IS pendant les cinq (5) premiers exercices consécutifs à compter de la date du début de leur exploitation pour : les sociétés industrielles exerçant des activités fixées par voie réglementaire et les sociétés exerçant les activités d’externalisation de services à l’intérieur ou en dehors des plateformes industrielles intégrées dédiées à ces activités. | Encourager l'investissement | Tous les secteurs d'activités | Entreprises |
| 13.006.54 | Exonération totale | Exonération de l’IS retenu à la source des produits des actions appartenant à la Banque Européenne d'Investissements (BEI), suite aux financements accordés par celle-ci au bénéfice d'investisseurs marocains et européens dans le cadre de  programme approuvés par le gouvernement. | Réduire le coût du financement | Coopération internationale | Organismes internationaux |
| 13.006.65 | Exonération totale | Exonération de l’IS retenu à la source des intérêts perçus par les sociétés non- résidentes au titre des prêts consentis à l’État ou garantis par lui, au titre des dépôts en devises ou en dirhams convertibles et des prêts octroyés en devises pour une durée égale ou supérieure à dix ans. | Réduire le coût de financement de l'Etat | Administration publique | Etat |
| 13.010.21 | Déduction | Déduction des dons en argent ou en nature octroyés aux œuvres sociales des entreprises publiques ou privées et aux œuvres sociales des institutions qui sont autorisées à percevoir des dons dans la limite de 2‰ du CA du donateur. | Développer l'économie sociale | Activités associatives | Associations- Fondations |

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L’ANNEE 2025*

60

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Objectif | Secteur d'activité | Bénéficiaires |
| 13.247.03 | Exonération totale | Exonération des bailleurs, personnes morales ou personnes physiques qui concluent une convention avec l’Etat ayant pour objet l’acquisition d’au moins vingt (20) logements à faible valeur immobilière, en vue de les affecter pendant une durée minimale de huit (8) ans à la location à usage d’habitation principale, et pour une période maximum de huit (8) ans à partir de l’année du premier contrat de location, de l’impôt sur les sociétés au titre de leurs revenus professionnels afférents à ladite location et au titre de la plus-value réalisée en cas de cession des logements précités  au-delà de la période de huit (8) ans susvisée. | Faciliter l'accès au logement | Activités immobilières | Entreprises |
| 13.006.14 | Exonération totale | Exonération de la Société Financière Internationale (SFI) | Réduire le coût du financement | Coopération internationale | Organismes internationaux |
| 13.006.15 | Exonération totale | Exonération de l’Agence Bayt Mal Al Quods Acharif. | Renforcer la coopération internationale | Coopération internationale | Organismes internationaux |
| 13.006.19 | Exonération totale | Exonération des organismes de placements en capital risque (ex OPCR) ou appelés récemment organismes de placement collectif en capital (OPCC) | Réduire le coût du financement | Secteur financier | Entreprises |
| 13.006.20 | Exonération totale | Exonération de la Société Nationale d’Aménagement Collectif (SONADAC). | Faciliter l'accès au logement | Activités immobilières | Etablissements publics |
| 13.006.21 | Exonération totale | Exonération de la société "Sala Al-Jadida". | Faciliter l'accès au logement | Activités immobilières | Etablissements publics |
| 13.006.53 | Exonération totale | Exonération de l’IS retenu à la source des bénéfices et dividendes distribués par les titulaires d'une concession d'exploitation des gisements d'hydrocarbures. | Développer le secteur minier | Extraction, exploitation et enrichissement de minerais | Entreprises étrangères |
| 13.006.76 | Exonération partielle | Exonération de l’IS, pendant 4 ans des sociétés exploitant les centres de gestion de comptabilité agréés, suivant la date de leur agrément | Modernisation du tissu économique | Services fournis principalement aux entreprises | Entreprises |
| 13.006.88 | Réduction | Réduction de l’IS des entreprises qui prennent des participations dans le capital des jeunes entreprises innovantes en nouvelles technologies « start up ». | Encourager l'investissement | Industrie automobile et chimique | Entreprises |
| 13.010.05 | Déduction | Déduction des dons en argent ou en nature octroyés à l’Université Al Akhawayne d’Ifrane. | Encourager l'Enseignement | Education | Associations- Fondations |
| 13.010.08 | Déduction | Déduction des dons en argent ou en nature octroyés à la Fondation Cheikh Zaïd Ibn Soltan. | Alléger le coût de la santé | Santé-Social | Associations- Fondations |

61

**RAPPORT SUR LES DEPENSES FISCALES**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Objectif | Secteur d'activité | Bénéficiaires |
| 13.010.16 | Déduction | Déduction des dons en argent ou en nature octroyés à l'Agence Spéciale Tanger- Méditerranée. | Développer les zones défavorisées | Zones géographiques | Agences de développement |
| 13.010.20 | Déduction | Déduction des dons en argent ou en nature octroyés aux associations de micro-crédit. | Développer l'économie sociale | Santé-Social | Associations- Fondations |
| 13.247.02 | Exonération totale | Exonération des promoteurs immobiliers pour leurs actes, activités et revenus afférents à la réalisation de programme de construction de 200 logements en milieu urbain et/ou 50 logements en milieu rural répartis sur une période maximum de cinq  (5) ans à compter de la date de la délivrance de la première autorisation de construire. Cette exonération concerne les logements à faible valeur immobilière dont la superficie couverte est de cinquante (50) à soixante (60) m*²* et la valeur immobilière totale n’excède pas 140.000 DHS TTC. | Faciliter l'accès au logement | Activités immobilières | Promoteurs immobiliers |
| 13.247.06 | Exonération partielle | Exonération de l'IS pendant une période de 8 ans au titre des revenus professionnels ou de plus-value réalisée en cas de cession de logements affectées à la location dans le cadre d'une convention conclue avec l'Etat par les bailleurs, ayant pour objet l’acquisition d’au moins vingt-cinq (25) logements sociaux, en vue de les affecter  pendant une durée minimale de huit (8) ans à la location à usage d’habitation  principale. | Faciliter l'accès au logement | Activités immobilières | Promoteurs immobiliers |
| 13.247.08 | Réduction | Application d’une réduction de 50% en matière d’IS au titre de la plus-value réalisée lors de la cession partielle ou totale ultérieure des titres correspondant à la valeur d'apport à l’OPCI. | Encourager l'investissement | Activités immobilières | Entreprises |
| 13.006.16 | Exonération totale | Exonération de l'Agence de logements et d'équipements militaires (ALEM) | Faciliter l'accès au logement | Activités immobilières | Etablissements publics |
| 13.009.03 | Exonération totale | les produits des cessions des participations des établissements et entreprises publics et de leurs filiales, réalisés dans le cadre des opérations de transfert prévues par l’article premier de la loi n° 39-89 autorisant le transfert d’entreprises publiques au secteur privé, promulguée par le dahir n° 1-90-01 du 15 ramadan 1410 (11 avril 1990). | Encourager l'investissement | Secteur financier | Entreprises |
| 13.247.09 | Exonération partielle | Abattement de 70% applicable sur la plus-value nette réalisée à l’occasion de la cession des éléments de l’actif immobilisé, à l’exclusion des terrains et constructions. | Encourager l'investissement | Tous les secteurs d'activités | Entreprises |
| 13.006.79 | Exonération partielle | Exonération totale de l’impôt sur les sociétés pendant une période de cinq (5) ans consécutifs des sociétés de gestion des résidences immobilières de promotion touristique et les établissements d’animation touristique pour la partie de la base imposable correspondant à leur chiffre d’affaires réalisé en devises dûment rapatriées directement par elles ou pour leur compte par l'intermédiaire d'agences de voyages | Promouvoir le tourisme | Secteur touristique | Entreprises |

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L’ANNEE 2025*

62

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Objectif | Secteur d'activité | Bénéficiaires |
| 13.006.81 | Exonération partielle | Exonération totale de l’impôt sur les sociétés pendant une période de cinq (5) exercices consécutifs, à compter du premier exercice d’exploitation pour les sociétés sportives. | Promouvoir la culture et les loisirs | Activités récréatives, culturelles et sportives | Entreprises |
| 13.006.83 | Exonération partielle | Exonération totale de l’impôt sur les sociétés durant les cinq (5) premiers exercices pour l'Agence spéciale Tanger-Méditerranée, ainsi que les sociétés intervenant dans la réalisation, l’aménagement, l’exploitation et l’entretien du projet de la zone spéciale de développement Tanger-Méditerranée et qui s’installent dans les zones d’accélération industrielle. | Développer les zones défavorisées | Zones géographiques | Agences de développement |
| 13.010.23 | Déduction | Déduction des dotations aux provisions pour investissement constituées par les sociétés de services ayant le statut " Casablanca Finance City " | Encourager l'investissement | Secteur financier | Entreprises |
| 13.006.36 | Exonération totale | Exonération de la Fondation Mohammed VI des sciences et de la santé, pour  l’ensemble de ses activités ou opérations et pour les revenus éventuels y afférents. | Encourager l'Enseignement | Activités associatives | Associations- Fondations |

63

**RAPPORT SUR LES DEPENSES FISCALES**

1. **MESURES DEROGATOIRES RELATIVES A L’IR**

***Tableau 19 : Mesures dérogatoires au titre de l'IR***

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Objectif | Secteur d'activité | Bénéficiaires |
| 14.060.01 | Abattement | Application sur le montant brut imposable des pensions et rentes viagères pour la détermination du revenu net imposable en matière de pensions d'un abattement forfaitaire de :  -70% sur le montant brut annuel inférieur ou égal à 168.000 dirhams ;  -40% pour le surplus. | Mobiliser l'épargne intérieure | Sécurité et prévoyance sociale | Ménages |
| 14.047.01 | Exonération totale | Exonération des contribuables qui disposent de revenus agricoles et qui réalisent un chiffre d’affaires annuel inférieur à cinq millions (5.000.000) de dirhams au titre desdits revenus. | Développer le secteur agricole | Agriculture, pêche | Agriculteurs |
| 14.057.10 | Exonération totale | Exonération des prestations servies au terme d'un contrat d'assurance sur la vie, d'un contrat de capitalisation ou d’un contrat d’investissement Takaful, dont la durée est au moins égale à 8 ans. | Mobiliser l'épargne intérieure | Sécurité et prévoyance sociale | Ménages |
| 14.063.03 | Exonération totale | Sans préjudice de l’application des dispositions de l’article 144 II-2°, exonération du profit réalisé sur la cession d'un immeuble ou partie d'immeuble occupé à titre d'habitation principale depuis au moins cinq (5) ans au jour de ladite cession, par son  propriétaire ou par les membres des sociétés à objet immobilier réputées fiscalement transparentes. | Faciliter l'accès au logement | Activités immobilières | Ménages |
| 14.045.01 | Exonération totale | Exonération de l’IR retenu à la source des intérêts perçus par les non-résidents au titre  des prêts consentis à l’État ou garantis par lui. | Réduire le coût de financement de l'Etat | Secteur financier | Etat |
| 14.028.22 | Déduction | Déduction dans la limite de 10% du revenu global imposable du montant des intérêts afférents aux prêts accordés aux contribuables par les établissements de crédit et organismes assimilés et par les œuvres sociales ainsi que par les entreprises en vue de  l’acquisition ou de la construction de logements à usage d’habitation principale. | Faciliter l'accès au logement | Activités immobilières | Ménages |
| 14.063.07 | Exonération totale | Exonération des donations portant sur les biens immeubles ou droits réels immobiliers effectuées entre ascendants et descendants, entre époux, frères et sœurs et entre la personne assurant la Kafala dans le cadre d’une ordonnance du juge des tutelles et l'enfant pris en charge et sur les biens immeubles ou droits réels immobiliers revenant aux associations reconnues d’utilité publique et inscrits au nom des personnes physiques. | Faciliter l'accès au logement | Activités immobilières | Ménages |
| 14.161.02 | Exonération totale | Exonération de l'IR au titre des profits fonciers réalisés suite à l'apport de biens immeubles et/ou de droits réels immobiliers par des personnes physiques à l'actif immobilisé d'une société autre que les OPCI. | Encourager l'investissement | Tous les secteurs d'activités | Ménages |

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L’ANNEE 2025*

64

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Objectif | Secteur d'activité | Bénéficiaires |
| 14.063.02 | Exonération totale | Le profit réalisé par toute personne qui effectue dans l’année civile des cessions d’immeubles dont la valeur totale n’excède pas 140 000 DHS. | Faciliter l'accès au logement | Activités immobilières | Ménages |
| 14.057.07 | Exonération totale | Exonération dans la limite d’un million (1.000.000) dirhams au titre du montant total  des indemnités suivantes :  \*l’indemnité de licenciement,  \*l’indemnité de départ volontaire  \*et toute indemnité pour dommages et intérêts accordés en cas de licenciement, dans  la limite fixée par la législation et la réglementation en vigueur. | Développer l'économie sociale | Sécurité et prévoyance sociale | Salariés |
| 14.073.26 | Taxation forfaitaire | Application d'un taux réduit de 20% pour les traitements, émoluments et salaires bruts versés aux salariés qui travaillent pour le compte des sociétés ayant le statut « Casablanca Finance City », conformément à la législation et la réglementation en vigueur, à l’exclusion des établissements de crédit et des entreprises d’assurances et  de réassurance, pour une période maximale de dix (10) ans à compter de la date de  prise de leurs fonctions. | Encourager l'investissement | Tous les secteurs d'activités | Entreprises |
| 14.068.04 | Exonération totale | Exonération des intérêts perçus par les personnes physiques titulaires de comptes  d’épargne auprès de la caisse d’épargne nationale. | Mobiliser l'épargne intérieure | Secteur financier | Ménages |
| 14.247.12 | Exonération totale | A titre transitoire, l'exonération en matière de l’impôt sur le revenu du salaire versé par une entreprise, association ou coopérative, quelle que soit la date de sa création, à un salarié à l’occasion de son premier recrutement durant la période allant du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2026, et ce, pendant les trente-six (36) premiers mois à compter de la date dudit recrutement. | Encourager l'emploi | Tous les secteurs d'activités | Entreprises |
| 14.076.01 | Réduction | Réduction de 80% du montant de l'impôt dû au titre des pensions de retraite de source étrangère et correspondant aux sommes transférées à titre définitif en dirhams non convertible. | Attirer l'épargne extérieure | Secteur touristique | Ménages |
| 14.059.01 | Abattement | Abattement des frais professionnels de 40% non plafonnés pour le personnel naviguant de la marine marchande et de la pêche maritime. | Soutenir le pouvoir d'achat | Transport | Salariés |
| 14.247.03 | Exonération partielle | Exonération des promoteurs immobiliers pour leurs actes, activités et revenus afférents à la réalisation, dans le cadre d’une convention conclue avec l’Etat, d’un programme de construction d'au moins 500 logements sociaux, étalé sur une période maximum de 5 ans. Les promoteurs immobiliers peuvent également conclure avec l’Etat, dans les mêmes conditions, une convention pour la réalisation d’un programme  de construction d’au moins cent 100 logements sociaux en milieu rural | Faciliter l'accès au logement | Activités immobilières | Promoteurs immobiliers |
| 14.057.06 | Exonération totale | Exonération des indemnités journalières de maladies d’accident et de maternité et les  allocations décès. | Développer l'économie sociale | Santé-Social | Ménages |

65

**RAPPORT SUR LES DEPENSES FISCALES**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Objectif | Secteur d'activité | Bénéficiaires |
| 14.161.01 | Exonération totale | Exonération de l'IR des personnes physiques exerçant à titre individuel, en société de fait ou dans l'indivision une activité professionnelle selon le régime du RNR ou celui du RNS au titre de la plus-value nette réalisée à la suite de l'apport de l'ensemble des éléments de l'actif et du passif de leur entreprise à une société soumise à l’IS | Encourager l'investissement | Tous les secteurs d'activités | Entreprises |
| 14.057.04 | Exonération totale | Exonération des pensions d’invalidité servies aux personnes concernées et à leurs ayants cause | Développer l'économie sociale | Santé-Social | Ménages |
| 14.247.11 | Abattement | A titre transitoire et par dérogation aux dispositions de l’article 60-III ci-dessus, le revenu net soumis à l’impôt sur le revenu, au titre des revenus versés aux sportifs professionnels, entraineurs, éducateurs et à l’équipe technique, est déterminé par application d’un abattement de :  - 90% au titre de l’année 2021, 2022 et 2023 ;   * 80% au titre de l’année 2024 ; * 70% au titre de l’année 2025 ; * 60% au titre de l’année 2026. | Promouvoir la culture et les loisirs | Activités récréatives, culturelles et sportives | Entreprises |
| 14.057.20 | Exonération partielle | Exonération du salaire mensuel brut plafonné à dix mille (10.000) dirhams, pour une durée de vingt-quatre (24) mois à compter de la date de recrutement du salarié, versé par une entreprise, association ou coopérative créée durant la période allant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2026 dans la limite de dix (10) salariés. | Réduire le coût des facteurs de production | Tous les secteurs d'activités | Entreprises |
| 14.063.05 | Exonération totale | Exonération du profit réalisé sur la cession de droits indivis d’immeubles agricoles situés à l’extérieur des périmètres urbains entre cohéritiers. | Développer le secteur agricole | Agriculture, pêche | Agriculteurs |
| 14.057.05 | Exonération totale | Exonération des rentes viagères et allocation temporaires accordées aux victimes  d’accidents du travail. | Développer l'économie sociale | Santé-Social | Salariés |
| 14.057.19 | Exonération totale | le montant de l’abondement versé dans le cadre d’un plan d’épargne entreprise par l’employeur à son salarié, dans la limite de 10% du montant annuel du revenu salarial imposable. | Mobiliser l'épargne intérieure | Secteur financier | Salariés |
| 14.063.06 | Exonération totale | Exonération du profit réalisé à l’occasion de la cession d'un logement dont la superficie couverte est comprise entre 50 m2 et 80 m2 et le prix de cession n’excède pas 250 000 DHS H.T, occupé par son propriétaire à titre d'habitation principale depuis au  moins 4 ans au jour de ladite cession. | Faciliter l'accès au logement | Activités immobilières | Promoteurs immobiliers |
| 14.057.14 | Exonération totale | Exemption de l’abondement à hauteur de 10% de la valeur de l’action à la date d’attribution supporté par la société employeuse dans le cadre de l’attribution d’option de souscription ou d’achat d’actions par ladite société à ses salariés décidée par l’assemblée générale extraordinaire. | Mobiliser l'épargne intérieure | Tous les secteurs d'activités | Salariés |

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L’ANNEE 2025*

66

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Objectif | Secteur d'activité | Bénéficiaires |
| 14.057.16 | Exonération partielle | Exonération de l'indemnité de stage mensuelle brute plafonnée à 6.000 dirhams versée au stagiaire, lauréat de l’enseignement supérieur ou de la formation professionnelle ou titulaire d’un baccalauréat, recruté par les entreprises du secteur privé, pour une période de vingt-quatre (24) mois | Réduire le coût des facteurs de production | Tous les secteurs d'activités | Ménages |
| 14.057.21 | Exonération totale | Exonération des rémunérations et indemnités brutes, occasionnelles ou non, versées par une entreprise à des étudiants inscrits dans le cycle de doctorat et dont le montant mensuel ne dépasse pas six mille (6 000) dirhams, pour une période de trente-six (36) mois à compter de la date de conclusion du contrat de recherches | Encourager l'Enseignement | Education | Etablissements d'enseignement |
| 14.068.03 | Exonération totale | Exonération des dividendes et autres produits de participation similaires de source étrangère versés, mis à la disposition ou inscrits en compte des non-résidents par les sociétés installées dans les zones d’accélération industrielle et par celles ayant le statut "Casablanca Finance City". | Encourager l'investissement | Zones géographiques | Entreprises étrangères |
| 14.024.02 | Exonération totale | Exonération des personnes résidentes pour les produits qui leur sont versés en contrepartie de l’usage ou du droit à usage de droits d’auteur sur les œuvres littéraires artistiques ou scientifiques | Promouvoir la culture et les loisirs | Activités récréatives, culturelles et sportives | Auteurs-Artistes |
| 14.028.16 | Déduction | Déduction des dons en argent ou en nature octroyés à l'Agence Spéciale Tanger- Méditerranée | Développer les zones défavorisées | Zones géographiques | Agences de développement |
| 14.028.20 | Déduction | Déduction des dons en argent ou en nature octroyés aux associations de micro-crédit. | Développer l'économie sociale | Activités associatives | Associations- Fondations |
| 14.028.21 | Déduction | Déduction des dons en argent ou en nature octroyés aux œuvres sociales des entreprises publiques ou privées et des institutions qui sont autorisées à percevoir des dons dans la limite de 2‰ du CA du donateur. | Développer l'économie sociale | Activités associatives | Associations- Fondations |
| 14.028.25 | Déduction | Déduction dans la limite de 10% du revenu global imposable, les primes ou cotisations se rapportant aux contrats individuels ou collectifs d’assurance retraite d’une durée égale au moins à huit (8) ans souscrits auprès des sociétés d’assurances établies au Maroc et dont les prestations sont servies aux bénéficiaires à partir de l’âge de quarante-cinq ans révolus. Lorsqu’un contribuable dispose uniquement de revenus salariaux, il peut déduire le montant des cotisations correspondant à son ou à ses contrats d’assurance retraite dans la limite de 50% de son salaire net imposable. | Mobiliser l'épargne intérieure | Secteur financier | Ménages |
| 14.045.02 | Exonération totale | Exonération de l’IR retenu à la source des intérêts perçus par les non-résidents au titre des dépôts en devises ou en dirhams convertibles. | Réduire le coût de financement de l'Etat | Secteur financier | Etat |

67

**RAPPORT SUR LES DEPENSES FISCALES**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Objectif | Secteur d'activité | Bénéficiaires |
| 14.045.03 | Exonération totale | Exonération de l’IR retenu à la source des intérêts perçus par les non-résidents au titre des dépôts en dirhams provenant :   * de virements en devises opérés directement de l’étranger vers le Maroc ; * de virements dûment justifiés de comptes en devises ou en dirhams convertibles   ouverts au Maroc ;   * de virements intervenant entre établissements de crédit agréés ; * de cessions de billets de banques en devises effectuées localement auprès des établissements de crédit agréés. | Réduire le coût de financement de l'Etat | Secteur financier | Etat |
| 14.045.04 | Exonération totale | Exonération de l’IR retenu à la source des intérêts perçus par les non-résidents au titre des prêts octroyés en devises pour une durée égale ou supérieure à dix ans. | Réduire le coût de financement de l'Etat | Secteur financier | Etat |
| 14.057.08 | Exonération totale | Exonération des pensions alimentaires. | Développer l'économie sociale | Santé-Social | Salariés |
| 14.057.15 | Exonération totale | Exonération des salaires versés par la Banque Islamique de développement à son personnel. | Réduire le coût des facteurs de production | Coopération internationale | Salariés |
| 14.060.02 | Abattement | un abattement forfaitaire de 50% sur le montant brut des cachets octroyés aux artistes exerçant à titre individuel ou constitués en troupes. | Promouvoir la culture et les loisirs | Activités récréatives, culturelles et sportives | Auteurs-Artistes |
| 14.060.03 | Abattement | Abattement forfaitaire de 50% sur le montant brut imposable des revenus salariaux perçus par les sportifs professionnels, les entraineurs, les  éducateurs et par l’équipe technique. | Promouvoir la culture et les loisirs | Activités récréatives, culturelles et sportives | Entreprises |
| 14.073.10 | Taxation forfaitaire | Application du taux réduit de 15% au profit nets résultants aux profits d'actions ou parts d'OPCVM dont l'actif est investi en permanence à hauteur d'au moins 60% d'actions. | Mobiliser l'épargne intérieure | Secteur financier | Ménages |
| 14.073.12 | Taxation forfaitaire | Application d'un taux réduit de 15% au rachat ou au retrait des titres ou de liquidités  d’un plan d’épargne entreprise avant la durée prévue par la loi. | Mobiliser l'épargne intérieure | Secteur financier | Ménages |
| 14.073.13 | Taxation forfaitaire | Application d'un taux réduit de 15% pour les revenus bruts de capitaux mobiliers de source étrangère. | Mobiliser l'épargne intérieure | Secteur financier | Ménages |
| 14.073.29 | Taxation forfaitaire | Application d'un taux de 0,5% du chiffre d’affaires encaissé dont le montant ne dépasse pas cinq cent mille (500 000) dirhams pour les activités commerciales, industrielles et artisanales. | Modernisation du tissu économique | Tous les secteurs d'activités | Entreprises |

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L’ANNEE 2025*

68

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Objectif | Secteur d'activité | Bénéficiaires |
| 14.073.30 | Taxation forfaitaire | Application d'un taux de 1% du chiffre d’affaires encaissé dont le montant ne dépasse  pas deux cent mille (200 000) dirhams pour les prestataires de services. | Modernisation du tissu économique | Tous les secteurs d'activités | Entreprises |
| 14.247.01 | Exonération totale | Exonération des promoteurs immobiliers pour leurs actes, activités et revenus afférents à la réalisation de programme de construction de 200 logements en milieu urbain et/ou 50 logements en milieu rural répartis sur une période maximum de cinq  (5) ans à compter de la date de la délivrance de la première autorisation de construire. Cette exonération concerne les logements à faible valeur immobilière dont la superficie couverte est de cinquante (50) à soixante (60) m*²* et la valeur immobilière totale n’excède pas 140.000 DHS TTC). | Faciliter l'accès au logement | Activités immobilières | Promoteurs immobiliers |
| 14.247.02 | Exonération totale | Les bailleurs, personnes physiques qui concluent une convention avec l’Etat ayant pour objet l’acquisition d’au moins vingt (20) logements à faible valeur immobilière, en vue de les affecter pendant une durée minimale de huit (8) ans à la location à usage d’habitation principale, bénéficient pour une période maximum de huit (8) ans à partir de l’année du premier contrat de location de :   * l’exonération de l’impôt sur le revenu au titre de leurs revenus professionnels   afférents à ladite location ;   * l’exonération de l’impôt sur le revenu au titre de la plus-value réalisée en cas de cession des logements précités au-delà de la période de huit (8) ans susvisée. | Faciliter l'accès au logement | Activités immobilières | Entreprises |
| 14.247.04 | Exonération partielle | Les bailleurs, personnes physiques, qui concluent une convention avec l’Etat ayant pour objet l’acquisition d’au moins vingt-cinq (25) logements sociaux, en vue de les affecter pendant une durée minimale de huit (8) ans à la location à usage d’habitation principale, bénéficient pour une période maximum de huit (8) ans à partir de l’année du premier contrat de location de :   * l’exonération de l’impôt sur le revenu au titre de leurs revenus professionnels   afférents à ladite location ;   * l’exonération de l’impôt sur le revenu au titre de la plus-value réalisée en cas de cession des logements précités au-delà de la période de huit (8) ans susvisée. | Faciliter l'accès au logement | Activités immobilières | Promoteurs immobiliers |
| 14.057.24 | Exonération totale | Exonération des avantages et primes accordés aux salariés sous forme de chèques tourisme. Les conditions d’application de cette exonération sont fixées par voie réglementaire. | Développer l'économie sociale | Santé-Social | Salariés |
| 14.031.18 | Réduction | Les contribuables dont les revenus professionnels sont déterminés selon le régime du résultat net réel ou celui du résultat net simplifié, bénéficient d’une réduction d’impôt égale au montant de l’impôt correspondant au montant de leur prise de participation dans le capital des entreprises innovantes en nouvelles technologies, telles que prévues par l’article 6-IV du CGI , à condition que les titres reçus en contrepartie de cette participation soient inscrits dans un compte de l’actif immobilisé. | Encourager l'investissement | Tous les secteurs d'activités | Entreprises |
| 14.028.04 | Déduction | Déduction des dons en argent ou en nature octroyés à l’Université Al Akhawayne d’Ifrane. | Encourager l'Enseignement | Education | Etablissements d'enseignement |

69

**RAPPORT SUR LES DEPENSES FISCALES**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Objectif | Secteur d'activité | Bénéficiaires |
| 14.028.07 | Déduction | Déduction des dons en argent ou en nature octroyés à la Fondation Cheikh Zaïd Ibn Soltane. | Alléger le coût de la santé | Santé-Social | Associations- Fondations |
| 14.028.23 | Déduction | Déduction dans la limite de 10% du revenu global imposable du montant de la rémunération convenue d’avance entre les contribuables et les établissements de crédit et les organismes assimilés dans le cadre d’un contrat « Mourabaha » en vue de l’acquisition ou de la construction de logements à usage d’habitation principale. | Faciliter l'accès au logement | Activités immobilières | Ménages |
| 14.028.24 | Déduction | Déduction dans la limite de 10% du revenu global imposable du montant de « la marge locative » défini dans le cadre du contrat « Ijara Mountahia Bitamlik », payé par les contribuables aux établissements de crédit et aux organismes assimilés, en vue de l’acquisition ou de la construction de logements à usage d’habitation principale. | Faciliter l'accès au logement | Activités immobilières | Ménages |
| 14.031.05 | Exonération partielle | Les entreprises hôtelières et les établissements d’animation touristique bénéficient, pour la partie de la base imposable correspondant à leur CA réalisé en devises dûment rapatriées directement par elles ou pour leur compte par l’intermédiaire d’agences de voyages de l’exonération totale de l’IR pendant 5 ans qui court à compter de l’exercice au cours duquel la 1ère opération d’hébergement a été réalisée en devises. | Promouvoir le tourisme | Secteur touristique | Entreprises |
| 14.035.01 | Facilités de trésorerie | Possibilité de procéder à l'amortissement dégressif des biens d'équipement. | Encourager l'investissement | Tous les secteurs d'activités | Entreprises |
| 14.047.03 | Réduction | Les exploitants agricoles imposables bénéficient d’une réduction d’impôt égale au montant de l’impôt correspondant au montant de leur prise de participation dans le capital des entreprises innovantes en nouvelles technologies, telles que prévues par l’article 6-IV du CGI, à condition que les titres reçus en contrepartie de cette participation soient inscrits dans un compte de l’actif immobilisé. | Développer le secteur agricole | Agriculture, pêche | Agriculteurs |
| 14.057.18 | Exonération totale | Exonération au titre des revenus salariaux, des prix littéraires et artistiques dont le montant ne dépasse pas annuellement 100 000 Dhs. | Promouvoir la culture et les loisirs | Activités récréatives, culturelles et sportives | Auteurs-Artistes |
| 14.057.22 | Exonération totale | Exonération du capital décès versé aux ayants droit des fonctionnaires civils et militaires et agents de l’Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics, en vertu des lois et règlements en vigueur | Développer l'économie sociale | Santé-Social | Ménages |
| 14.059.02 | Déduction | Déduction du montant du revenu brut imposable des remboursements en principal et intérêts des prêts contractés ou du coût d’acquisition et la rémunération convenue d'avance dans le cadre du contrat "Mourabaha" ou du coût d'acquisition et la marge locative payée dans le cadre du contrat « Ijara Mountahia Bitamlik » pour l'acquisition de logements sociaux, destinés à l'habitation principale. | Faciliter l'accès au logement | Activités immobilières | Ménages |

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L’ANNEE 2025*

70

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Objectif | Secteur d'activité | Bénéficiaires |
| 14.068.01 | Exonération totale | Exonération de la donation entre ascendants et descendants et entre époux, frères et sœurs et entre la personne assurant la Kafala dans le cadre d’une ordonnance du juge des tutelles et l’enfant pris en charge, des valeurs mobilières et autres titres de capital et de créance. | Développer l'économie sociale | Secteur financier | Ménages |
| 14.068.02 | Exonération totale | Exonération du profit ou la fraction du profit afférent à la partie de la valeur ou des valeurs des cessions de valeurs mobilières et autres titres de capital et de créance réalisées au cours d'une année civile qui n'excèdent pas le seuil de 30 000 dirhams. | Soutenir le pouvoir d'achat | Secteur financier | Ménages |
| 14.068.05 | Exonération totale | Exonération des intérêts servis au titulaire d’un plan d’épargne logement. | Mobiliser l'épargne intérieure | Secteur financier | Ménages |
| 14.068.06 | Exonération totale | Exonération des intérêts servis au titulaire d’un plan d’épargne éducation. | Mobiliser l'épargne intérieure | Secteur financier | Ménages |
| 14.068.07 | Exonération totale | Exonération des revenus et profits de capitaux mobiliers réalisés dans le cadre d’un plan d’épargne en actions dont le montant des versements effectués dans ledit plan, ne dépasse pas deux millions (2 000 000) de dirhams. | Mobiliser l'épargne intérieure | Secteur financier | Ménages |
| 14.068.08 | Exonération totale | Exonération des revenus et profits de capitaux mobiliers réalisés dans le cadre d’un plan d’épargne Entreprise. | Mobiliser l'épargne intérieure | Secteur financier | Ménages |
| 14.073.09 | Taxation forfaitaire | Application d'un taux réduit de 15% aux profits nets résultant des cessions d’actions  cotées en bourse. | Mobiliser l'épargne intérieure | Secteur financier | Ménages |
| 14.073.11 | Taxation forfaitaire | Application d'un taux réduit de 15% au rachat ou au retrait des titres ou de liquidités  d’un plan d’épargne en actions avant la durée prévue par la loi. | Mobiliser l'épargne intérieure | Secteur financier | Ménages |
| 14.057.23 | Exonération totale | Exonération de la solde et les indemnités versées aux appelés au service militaire conformément à la législation et la réglementation en vigueur | Développer l'économie sociale | Santé-Social | Ménages |
| 14.031.06 | Exonération partielle | Les entreprises qui exercent leurs activités dans les zones d’accélération industrielle bénéficient de l'exonération totale durant les cinq (5) premiers exercices consécutifs à compter de la date du début de leur exploitation. | Développer les zones défavorisées | Zones géographiques | Entreprises |
| 14.247.10 | Exonération totale | Exonération de l’impôt retenu à la source, les intérêts versés aux personnes physiques résidentes, non soumises à l’impôt sur le revenu selon le régime du résultat net réel ou simplifié, au titre des emprunts qui sont émis par le Trésor jusqu’au 31 décembre 2021 et dont les intérêts sont versés pour la première fois à partir du 1er janvier 2021. | Mobiliser l'épargne intérieure | Tous les secteurs d'activités | Ménages |

71

**RAPPORT SUR LES DEPENSES FISCALES**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Objectif | Secteur d'activité | Bénéficiaires |
| 14.161.03 | Exonération totale | Exonération de l'IR des exploitants agricoles individuels ou copropriétaires dans l’indivision soumis à l’impôt sur le revenu au titre de leurs revenus agricoles et qui réalisent un chiffre d’affaires égal ou supérieur à cinq millions (5.000.000) de dirhams, au titre de la plus-value nette réalisée suite à l’apport de l’ensemble des éléments de l’actif et du passif de leur exploitation agricole à une société soumise à l’IS | Encourager l'investissement | Agriculture, pêche | Agriculteurs |
| 14.073.14 | Taxation forfaitaire | Application d'un taux réduit de 15% pour les produits énumérés à l’article 66-I-A. | Mobiliser l'épargne intérieure | Secteur financier | Ménages |
| 14.064.01 | Abattement | Abattement de 40% sur les Revenus fonciers bruts des immeubles (loués) et sur les produits provenant des bénéfices distribués par les OPCI pour le calcul du revenu net imposable. | Faciliter l'accès au logement | Activités immobilières | Ménages |
| 14.028.09 | Déduction | Déduction des dons en argent ou en nature octroyés à la Fondation Mohammed VI des sciences et de la santé. | Encourager l'Enseignement | Activités associatives | Associations- Fondations |
| 14.161.05 | Exonération totale | Exonération de l'I.R de la plus-value nette réalisée à la suite de l’apport de biens immeubles inscrits à l'actif immobilisé des contribuables soumis à l'IR au titre de leurs revenus professionnels déterminés selon le régime du RNR ou celui du RNS, à un  organisme de placement collectif immobilier (O.P.C.I). | Encourager l'investissement | Activités immobilières | Entreprises |

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L’ANNEE 2025*

72

1. **MESURES DEROGATOIRES RELATIVES AUX DET**

***Tableau 20 : Mesures dérogatoires au titre des DET***

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Objectif | Secteur d'activité | Bénéficiaires |
| 50.133.07 | Réduction | Taux réduit de 1,5% pour les donations en ligne directe et entre époux, frères et sœurs, d'immeubles, de fonds de commerce, de parts dans les G.I.E, d'actions ou de parts de sociétés. | Réduire le coût des transactions | Santé-Social | Ménages |
| 50.247.02 | Exonération totale | Exonération des promoteurs immobiliers pour leurs actes, activités et revenus afférents à la réalisation, dans le cadre d’une convention conclue avec l’Etat, d’un programme de construction d'au moins 500 logements sociaux, étalé sur une période maximum de 5 ans. Les promoteurs immobiliers peuvent également conclure avec l’Etat, dans les mêmes conditions, une convention pour la réalisation d’un programme de construction d’au moins cent 100 logements sociaux en milieu rural. Cette exonération est également accordée à l’acquisition des terrains dans le cadre d’un contrat « Mourabaha » conclu à compter du 1er janvier 2020. | Faciliter l'accès au logement | Activités immobilières | Promoteurs immobiliers |
| 50.133.11 | Réduction | Taux réduit de 3% pour la première vente de logements sociaux et de logements à faible valeur immobilière ainsi que la première acquisition desdits logements par les établissements de crédit et organismes assimilés, objet d'opérations commerciales ou financières, dans le cadre d'un contrat" Mourabaha", " Ijara Mountahia Bitamlik" ou "Moucharaka Moutanakissa" | Réduire le coût des transactions | Activités immobilières | Ménages |
| 50.133.15 | Réduction | Taux réduit à 1,5% pour les actes translatifs entre co-indivisaires de droits indivis de propriétés agricoles | Réduire le coût des transactions | Agriculture, pêche | Agriculteurs |
| 50.129.60 | Exonération totale | Les actes constatant les opérations de crédit passées entre des particuliers et des établissements de crédit et organismes assimilés, ainsi que les opérations de crédit immobilier pour l’acquisition ou la construction d'habitation principale. | Réduire le coût du financement | Secteur financier | Ménages |
| 50.135.02 | Réduction | Application d'un taux fixe de 1000 Dhs pour les opérations de transfert et d’apport visées à l’article 161 bis du CGI | Encourager l'investissement | Tous les secteurs d'activités | Entreprises |
| 50.135.03 | Réduction | Application d'un taux fixe de 1000 Dhs pour les opérations d’apport de patrimoine visées à l’article 161 ter du CGI : pour les personnes physiques exerçant à titre individuel, en société de fait ou dans l'indivision une activité professionnelle selon le régime du  RNR ou celui du RNS et qui procèdent à l'apport de l'ensemble des éléments de l'actif et  du passif de leur entreprise à une société soumise à l’IS. | Encourager l'investissement | Tous les secteurs d'activités | Entreprises |
| 50.162.01 | Réduction | Application d'un taux fixe de 1000 Dhs pour les opérations d’apport dans le cadre de scission de sociétés, en ce qui concerne le droit de mutation relatif à la prise en charge du passif | Encourager l'investissement | Tous les secteurs d'activités | Entreprises |

73

**RAPPORT SUR LES DEPENSES FISCALES**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Objectif | Secteur d'activité | Bénéficiaires |
| 50.129.01 | Exonération totale | Actes constatant des opérations immobilières, ainsi que des locations et des cessions de  droits d’eau en vertu du Dahir du 13 juillet 1938. | Développer le secteur agricole | Agriculture, pêche | Agriculteurs |
| 50.129.50 | Exonération totale | Les actes portant acquisition de terrains nus ou comportant des constructions destinées à être démolies et réservés à la réalisation d’opérations de construction des établissements hôteliers, sous réserve des conditions prévues à l’article 130- VII.Nonobstant toutes dispositions contraires, un « délai supplémentaire d’une année est accordé à la réalisation d’opérations de construction « des établissements hôteliers visées à l’article 129-IV-24° « ci-dessus, pour lesquelles les terrains ont été acquis avant  « la date de déclaration de l’état d’urgence sanitaire. | Promouvoir le tourisme | Secteur touristique | Entreprises |
| 50.129.56 | Exonération totale | Les actes concernant les opérations effectuées par la Banque Africaine de Développement, ainsi que les acquisitions réalisées à son profit. | Réduire le coût du financement | Secteur financier | Organismes internationaux |
| 50.129.57 | Exonération totale | Les actes concernant les opérations effectuées par le fond Afrique 50, ainsi que les acquisitions réalisées à son profit. | Réduire le coût du financement | Secteur financier | Organismes internationaux |
| 50.129.58 | Exonération totale | Les actes et écrits concernant les opérations effectuées par la Banque Islamique de Développement et ses succursales, ainsi que les acquisitions qui leur profitent. | Réduire le coût du financement | Secteur financier | Organismes internationaux |
| 50.129.06 | Exonération totale | Contrats de louage de service constatés par écrit. | Développer l'économie sociale | Tous les secteurs d'activités | Entreprises |
| 50.129.12 | Exonération totale | Actes et opérations afférents à l’activité de la Société Sala Al jadida | Faciliter l'accès au logement | Activités immobilières | Agences de développement |
| 50.129.13 | Exonération totale | Actes et opérations de la société SONADAC pour la réalisation des logements relevant des projets « Annassim » | Faciliter l'accès au logement | Activités immobilières | Etat |
| 50.129.16 | Exonération totale | Actes et opérations de la Fondation « Cheikh Zaid Ibn Soltan » | Alléger le coût de la santé | Santé-Social | Associations- Fondations |
| 50.129.17 | Exonération totale | Actes et opérations de la Fondation « Kalifa Ibn Zaid » | Alléger le coût de la santé | Santé-Social | Associations- Fondations |
| 50.129.21 | Exonération totale | Opérations des Associations syndicales des propriétaires urbains | Faciliter l'accès au logement | Activités immobilières | Associations- Fondations |
| 50.129.22 | Exonération totale | Actes constatant la vente ou la location par bail emphytéotique de lots domaniaux équipés par l’Etat ou les collectivités locales et destinés au recasement des habitants des quartiers insalubres | Faciliter l'accès au logement | Activités immobilières | Ménages |

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L’ANNEE 2025*

74

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Objectif | Secteur d'activité | Bénéficiaires |
| 50.129.23 | Exonération totale | Baux, cession de baux, sous location d’immeubles ou de droits réels immobiliers conclus verbalement | Faciliter l'accès au logement | Activités immobilières | Ménages |
| 50.129.24 | Exonération totale | Actes et écrits ayant pour objet la protection des pupilles de la nation. | Développer l'économie sociale | Agriculture, pêche | Associations- Fondations |
| 50.129.27 | Exonération totale | Exonération des contrats d’assurances passés par ou pour le compte des entreprises  d'assurances et de réassurance, qui sont soumis à la taxe sur les contrats d'assurances. | Mobiliser l'épargne intérieure | Sécurité et prévoyance sociale | Entreprises |
| 50.129.29 | Exonération totale | Exonération des actes d'acquisition de terrains pour la construction de cités, résidences et campus constitués d'au moins 50 chambres dont la capacité d'hébergement est au maximum de 2 lits par chambre dans un délai de 3 ans et ce, dans le cadre d'une convention conclue avec l'Etat. | Faciliter l'accès au logement | Activités immobilières | Promoteurs immobiliers |
| 50.129.32 | Exonération totale | Transfert des biens du domaine privé de l’Etat à l'Agence Spéciale Tanger-Méditerranée. | Encourager l'investissement | Zones géographiques | Agences de développement |
| 50.129.34 | Exonération totale | Les droits de mutation afférents à la prise en charge du passif des Sociétés et Groupement d’intérêt économique qui procèdent, dans les 3 années de la réduction du capital, à la reconstitution totale ou partielle de ce capital. | Modernisation du tissu économique | Tous les secteurs d'activités | Entreprises |
| 50.129.35 | Exonération totale | Les droits de mutation afférents à la prise en charge du passif en cas de fusion de sociétés par actions ou à responsabilité limitée. | Modernisation du tissu économique | Tous les secteurs d'activités | Entreprises |
| 50.129.36 | Exonération totale | Les droits de mutation afférents à la prise en charge du passif en cas d'augmentation de capital des sociétés dont les actions sont cotées en bourse. | Mobiliser l'épargne intérieure | Secteur financier | Entreprises |
| 50.129.37 | Exonération totale | Les actes relatifs aux variations du capital et aux modifications des statuts ou des règlements de gestion des organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) et des organismes de placement collectif immobilier (OPCI) précités ainsi que des organismes de placement en capital risque, institués par la loi n°41-05 précitée. | Mobiliser l'épargne intérieure | Secteur financier | Entreprises |
| 50.129.41 | Exonération totale | Les actes relatifs à la constitution des Fonds de placements collectifs en titrisation, à l’acquisition d’actifs, à l’émission et à la cession d’obligations et de parts, à la modification des règlements de gestion et aux autres actes relatifs au fonctionnement desdits fonds. Bénéficie également de l'exonération, le rachat postérieur d'actifs immobiliers par l'établissement initiateur, ayant fait l'objet préalablement d'une cession  au fonds dans le cadre d'une opération de titrisation. | Mobiliser l'épargne intérieure | Secteur financier | Entreprises |
| 50.129.42 | Exonération totale | Acte de cautionnement bancaire ou hypothécaire en garantie de paiement des droits d’Enregistrement ainsi que les mainlevées délivrées par l’inspecteur des impôts chargé de l’enregistrement. | Encourager l'investissement | Activités immobilières | Promoteurs immobiliers |

75

**RAPPORT SUR LES DEPENSES FISCALES**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Objectif | Secteur d'activité | Bénéficiaires |
| 50.129.43 | Exonération totale | Actes, activités ou opérations de l’Université AL Akhawayn d’Ifrane. | Encourager l'Enseignement | Education | Etablissements d'enseignement |
| 50.129.47 | Exonération totale | Les actes de constitution et d’augmentation de capital des sociétés ayant le statut  Casablanca Finance City. | Encourager l'investissement | Secteur financier | Entreprises |
| 50.129.61 | Exonération totale | Exonération des actes concernant les opérations effectuées par la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement ainsi que les acquisitions réalisées à son profit, lorsque la banque supporte seule et en définitive la charge de l’impôt | Réduire le coût du financement | Secteur financier | Organismes internationaux |
| 50.133.16 | Réduction | Taux réduit à 1,5% pour les marchandises en stock cédées avec le fonds de commerce. | Réduire le coût des transactions | Tous les secteurs d'activités | Entreprises |
| 50.133.17 | Réduction | Taux réduit à 1% pour les cessions de titres d'obligations dans les sociétés ou entreprises et de titres d'obligations des collectivités locales et des établissements publics. | Réduire le coût du financement | Secteur financier | Entreprises |
| 50.133.22 | Réduction | Taux réduit à 1% pour les prorogations pures et simples de délai de paiement d'une créance. | Réduire le coût des transactions | Secteur financier | Entreprises |
| 50.247.01 | Exonération totale | Exonération des promoteurs immobiliers pour leurs actes, activités et revenus afférents à la réalisation de programme de construction de 200 logements en milieu urbain et/ou 50 logements en milieu rural répartis sur une période maximum de cinq (5) ans à compter de la date de la délivrance de la première autorisation de construire. Cette exonération concerne les logements à faible valeur immobilière dont la superficie couverte est de cinquante (50) à soixante (60) m*²* et la valeur immobilière totale n’excède pas 140.000 DHS TTC. | Faciliter l'accès au logement | Activités immobilières | Promoteurs immobiliers |
| 50.247.05 | Exonération totale | Exonération des acquéreurs de logements construits par les promoteurs immobiliers, qui réalisent dans le cadre d’une convention conclue avec l’Etat un programme de construction d’au moins cent cinquante (150) logements dont le prix de vente du mètre carré couvert ne doit pas excéder six mille (6.000) dirhams et la superficie couverte doit être comprise entre quatre-vingts (80) et cent vingt (150) mètres carrés. | Faciliter l'accès au logement | Activités immobilières | Ménages |
| 50.129.28 | Exonération totale | Exonération des actes portant acquisition d’immeubles par les bénéficiaires du  recasement ou du relogement dans le cadre du programme « Villes sans bidonvilles » ou  « Bâtiments menaçant ruine. | Faciliter l'accès au logement | Activités immobilières | Ménages |
| 50.129.55 | Exonération totale | les actes et écrits par lesquels les associations sportives procèdent à l’apport, d’une  partie ou de la totalité de leurs actifs et passifs aux sociétés sportives | Promouvoir la culture et les loisirs | Activités récréatives, culturelles et sportives | Entreprises |

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L’ANNEE 2025*

76

1. **MESURES DEROGATOIRES RELATIVES A LA TCA**

***Tableau 21 : Mesures dérogatoires au titre de la TCA***

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Objectif | Secteur d'activité | Bénéficiaires |
| 57.282.05 | Exonération totale | Exonération des opérations d’assurances comportant des engagements dont l’exécution dépend  de la vie humaine. | Mobiliser l'épargne intérieure | Sécurité et prévoyance sociale | Salariés |
| 57.282.08 | Exonération totale | Exonération de la taxe sur les contrats d'assurances sur les opérations d’appel à l’épargne en vue  de la capitalisation. | Mobiliser l'épargne intérieure | Sécurité et prévoyance sociale | Salariés |
| 57.282.10 | Exonération totale | Exonération de la taxe sur les contrats d'assurances sur les opérations effectuées par des entreprises faisant appel à l’épargne dans le but de réunir des sommes versées par des adhérents, soit en vue de les affecter à des comptes de dépôt portant intérêt, soit en vue de la capitalisation en commun desdites sommes avec participation aux bénéfices d’autres sociétés gérées ou administrées directement ou indirectement par les entreprises précitées. | Mobiliser l'épargne intérieure | Sécurité et prévoyance sociale | Salariés |
| 57.282.01 | Exonération totale | Exonération des contrats d’assurances contre les accidents du travail et les maladies  professionnelles. | Réduire le coût des facteurs de production | Sécurité et prévoyance sociale | Salariés |
| 57.282.02 | Exonération totale | Exonération des contrats d’assurances passés avec leurs membres, par les sociétés ou caisses  d’assurances mutuelles agricoles. | Développer l'économie sociale | Agriculture, pêche | Agriculteurs |
| 57.284.02 | Réduction | Taux réduit à 10%, au lieu de 14% pour les opérations d'assurances temporaires en cas de décès souscrites au bénéfice des organismes prêteurs | Réduire le coût des prestations | Sécurité et prévoyance sociale | Entreprises |
| 57.284.01 | Réduction | Taux réduit à 7%, au lieu de 14% pour les opérations d'assurance maritime et de transport maritime. | Réduire le coût des facteurs de production | Transport | Entreprises |
| 57.282.03 | Exonération totale | Exonération des contrats d’assurances garantissant les risques de guerre. | Mobiliser l'épargne intérieure | Sécurité et prévoyance sociale | Salariés |
| 57.282.11 | Exonération totale | Exonération de la taxe sur les contrats d'assurances sur les opérations tontinières. | Mobiliser l'épargne intérieure | Sécurité et prévoyance sociale | Salariés |

77

**RAPPORT SUR LES DEPENSES FISCALES**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Objectif | Secteur d'activité | Bénéficiaires |
| 57.282.09 | Exonération totale | Exonération de la taxe sur les contrats d'assurances sur les opérations ayant pour objet  l’acquisition d’immeubles au moyen de la constitution de rentes viagères. | Faciliter l'accès au logement | Sécurité et prévoyance sociale | Salariés |
| 57.282.07 | Exonération totale | Exonération de la taxe sur les contrats d'assurances sur les opérations ayant pour objet le  versement d’un capital en cas de mariage ou de naissance d’enfant. | Mobiliser l'épargne intérieure | Sécurité et prévoyance sociale | Salariés |
| 57.282.12 | Exonération totale | Exonération de la taxe sur les contrats d'assurances sur les opérations d’épargne effectuées par les entreprises d’assurances et de réassurance Takaful en vue de l’investissement Takaful et en vertu desquelles le participant obtient, contre le versement d'une contribution unique ou de  contributions périodiques, une somme de capital constitué desdites contributions et du produit de  leur placement dans une ou plusieurs opérations d’investissement Takaful | Mobiliser l'épargne intérieure | Sécurité et prévoyance sociale | Salariés |
| 57.282.13 | Exonération totale | Exonération de la taxe sur les contrats d'assurances sur les opérations d’épargne effectuées par les entreprises d’assurances et de réassurance Takaful en vue de collecter les sommes versées par les assurés pour l’investissement en commun, en les faisant participer aux bénéfices des sociétés gérées ou administrées directement ou indirectement par l’entreprise d’assurance et de réassurance Takaful et en supportant les pertes éventuelles | Mobiliser l'épargne intérieure | Sécurité et prévoyance sociale | Salariés |
| 57.282.04 | Exonération totale | Exonération des versements faits auprès de la caisse nationale de retraite et d’assurance. | Mobiliser l'épargne intérieure | Sécurité et prévoyance sociale | Salariés |

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L’ANNEE 2025*

78

1. **MESURES DEROGATOIRES RELATIVES A LA TSAV**

***Tableau 22 : Mesures dérogatoires au titre de la TSAV***

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Objectif | Secteur d'activité | Bénéficiaires |
| 70.260.01 | Exonération totale | Exonération des véhicules destinés au transport en commun des personnes dont le poids total en charge ou le poids total maximum en charge tracté est inférieur ou égal à 3.000 kilos | Réduire le coût des facteurs de production | Transport | Entreprises |
| 70.260.03 | Exonération totale | Exonération des automobiles de places ou taxis régulièrement autorisés. | Réduire le coût des facteurs de production | Transport | Entreprises |
| 70.260.18 | Exonération totale | Exonération des véhicules utilisés pour le transport mixte, dûment autorisés dont le poids total en charge ou le poids total maximum en charge tracté est inférieur ou égal à 3 000 kilos | Réduire le coût des facteurs de production | Transport | Entreprises |
| 70.260.16 | Exonération totale | Exonération des véhicules utilisés pour la formation et la préparation des candidats à l'obtention de permis de conduire dont le poids total en charge ou le poids total maximum en charge tracté est supérieur à 3.000 kilos | Promouvoir  l’investissement | Transport | Entreprises |
| 70.262.01 | Réduction | Application du tarif essence aux véhicules utilitaires (pick up) à moteur gasoil appartenant à des personnes physiques. | Développer le secteur Agricole | Agriculture, pêche | Agriculteurs |
| 70.260.13 | Exonération totale | Exonération des véhicules de collection | Développer le secteur des véhicules de collection | Transport | Ménages |
| 70.260.05 | Exonération totale | Exonération des engins spéciaux pour travaux publics dont le poids total en charge ou le poids total maximum en charge tracté est inférieur ou égal à 3.000 kilos. | Promouvoir les gros Investissements | Secteur du BTP | Entreprises |
| 70.260.06 | Exonération totale | Exonération des engins spéciaux pour travaux publics dont le poids total en charge ou le poids total maximum en charge tracté est supérieur à 3 000 kilos, figurant sur une liste fixée par voie réglementaire. | Promouvoir les gros Investissements | Secteur du BTP | Entreprises |
| 70.260.17 | Exonération totale | Exonération des véhicules à moteur électrique et les véhicules à moteur hybride (électrique et thermique) | Promouvoir les gros Investissements | Transport | Entreprises |

79

**RAPPORT SUR LES DEPENSES FISCALES**

1. **MESURES DEROGATOIRES RELATIVES AUX TIC**

***Tableau 23: Mesures dérogatoires au titre des TIC***

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Objectif | Secteur d'activité | Bénéficiaires |
| 07.ABE.01 | Exonération totale | Exonération des carburants, combustibles et lubrifiants consommés au cours de navigations maritimes par les bateaux de pêche battant pavillon marocain. | Réduire le coût des facteurs de production | Transport | Pêcheurs |
| 07.ABJ.06 | Exonération totale | Exonération des combustibles suivants : le fuel-oil lourd, les houilles et le coke de pétrole utilisés par l'ONEE ou par les sociétés concessionnaires et destinés à la production de l'énergie électrique d'une puissance supérieure à 10 M.W. | Réduire le coût des facteurs de production | Electricité et gaz | Etat |
| 07.ABF.02 | Exonération totale | Exonération des carburants, combustibles et lubrifiants consommés au cours de navigations maritimes par les unités de surveillance de la marine royale. | Réduire le coût des facteurs de production | Transport | Etat |
| 70.163.00 | Exonération totale | Exonération des carburants, combustibles et lubrifiants aux navigations maritimes à  destination de l’étranger. | Réduire le coût des facteurs de production | Transport | Entreprises |
| 07.ABG.03 | Exonération totale | Exonération des carburants, combustibles et lubrifiants consommés au cours de navigations maritimes par les engins de servitudes portuaires. | Réduire le coût des facteurs de production | Transport | Entreprises |
| 07.ABH.04 | Exonération totale | Exonération des carburants, combustibles et lubrifiants devant être consommés par les vedettes et canots de sauvetage de vie humaine en mer relevant du ministère chargé des pêches maritimes. | Réduire le coût des facteurs de production | Transport | Pêcheurs |
| 07.ABI.05 | Exonération totale | Exonération des carburants, combustibles et lubrifiants devant être consommés par les embarcations déclarées auprès des délégations des pêches maritimes et utilisées pour la collecte et le ramassage des algues marines. | Réduire le coût des facteurs de production | Transport | Pêcheurs |

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L’ANNEE 2025*

80

1. **MESURES DEROGATOIRES RELATIVES AUX DI**

***Tableau 24 : Mesures dérogatoires au titre des DI***

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code 2024 | Mode d'incitation | Mesure incitative | Objectif | Secteur d'activité | Bénéficiaires |
| 11.ABL.02 | Exonération totale | Exonération des droits d'importation des parties, produits, matières, accessoires et assortiments nécessaires à la fabrication de la voiture économique et au véhicule utilitaire léger économique | Encourager le secteur de l'automobile | Industrie automobile et chimique | Ménages |
| 11.ABK.01 | Exonération totale | Exonération des droits d'importation des biens d’équipement, matériels et outillage acquis par certaines entreprises qui s’engagent à réaliser un investissement d’un montant égal ou supérieur à 50 Millions de Dirhams. | Encourager l'Investissement | Tous les secteurs d'activités | Entreprises |
| 11.162.00 | Exonération totale | Franchise des droits d'importation sur les envois destinés à des œuvres de bienfaisance et aux organisations non gouvernementales reconnues d’utilité publique ainsi que les marchandises destinées à être livrées à titre de dons. | Développer l'économie sociale | Santé-Social | Associations- Fondations |











